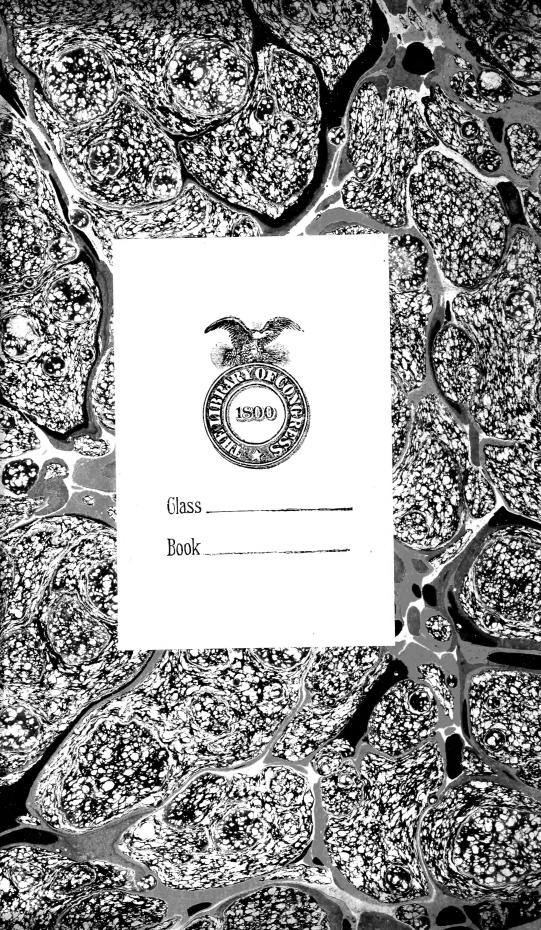
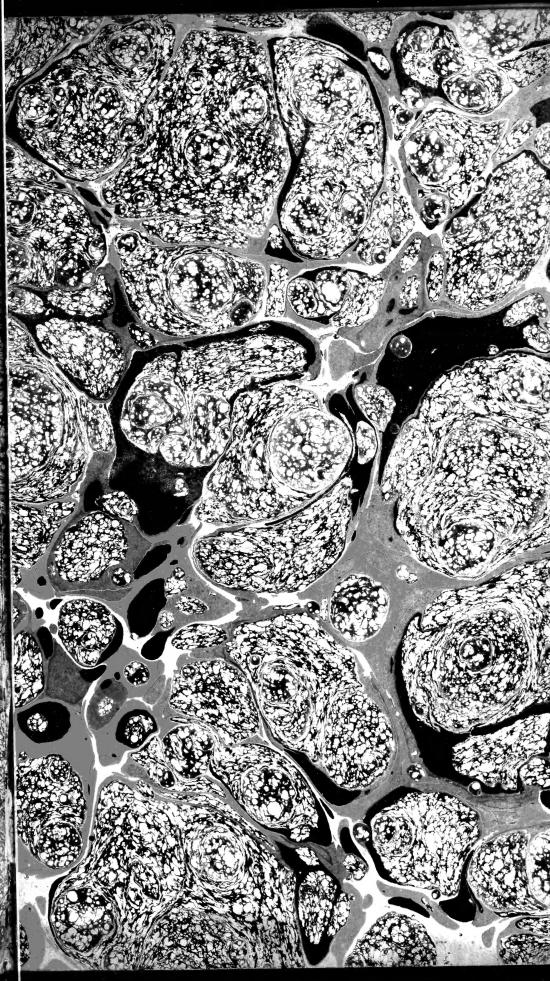
SD 615 .C5















PRÉCIS

SUR

L'AMÉNAGEMENT

ET

L'ADMINIST RATION

DES

FORÊTS ET BOIS NATIONAUX de la République française,

Utile & intéressant tous Propriétaires de Bois,

OFFERT A LA NATION

DANS la personne du Citoyen BONAPARTE,

premier Consul de la République,

Par le Citoyen CLAUSSE.

Prix 1 franc 80 centimes pour Paris, & pour les Départemens 2 francs 25 cent. fr. de port.

Et se trouve à PARIS,

Rue de la Victoire, ci-devant Chanterenne, No. 12.

An 8.

1799)

SIWIS ,C5

525675 : au 3, 37 - 5ch. 7 7 40

Observations préliminaires.

Le Précis que l'on offre à la nation devait être rendu public, lorsque le rapport général de la commission, chargée de nous donner un projet de code forestier allait être présenté au Conseil; les événements survenus par la loi du 19 Brumaire dernier en retardé l'impression jusqu'à présent Il paraîtra tel qu'il avait été préparé; l'on y ajoutera seulement, par supplément, quelques réflexions succinctes sur des dispositions d'objets importans de ce projet, qui sont diamétralement opposés aux principes mêmes détaillés dans l'ensemble du rapport, dont une majeure partie peut cependant servir de boussole aux dispositions réglémentaires qui doivent diriger les moyens de parvenir à la régénération de nos forêts, la plus précieuse & la plus importante propriété nationale; les divers aménagements en feront la base principale, sans lesquels il faudrait abandonner l'espérance fondée de tous les grands produits & les grandes ressources pour la marine, ainsi que cet écrit pourra le faire connaître.

Dans ce projet de code, plusieurs objets importans ont été omis, plusieurs parties réglémentaires essentielles sont restées dans l'oubli, d'autres n'ont été qu'esseurées, & d'autres exigent des développemens nécessaires.

L'auteur de ce rapport, dans son discours, a été astreint de ne pouvoir y tracer que des grands principes; il n'a pu y donner les moyens de leur application, c'est-à-dire, le mode, le comment, & la règle dans l'exécution, d'où dépendront tous les succès que l'on peut en attendre.

Ce Précis n'est qu'un abrégé sur cette partie qui pourra en donner une indication.

La matière de cette grande administration ayant paru devoir être classée, par sa nature, dans la dépendance du ministère de l'intérieur, & ainsi qu'il est proposé dans le projet de code, cet ouvrage sut alors communiqué au Citoyen qui l'occupait, & l'auteur en reçut la réponse suivante, écrite de sa main, qui ne lui a pas permis d'en disférer l'impression.

Paris, le 25 Germinal an 7 de la République française une & indivisible.

Le Ministre de l'Intérieur',

Au Citoyen CLAUSSE.

Citoyen, je vous renvoie votre Précis sur l'aménagement des Forêts nationales. Je l'ai lu avec l'intérêt que comporte cette matière, jusqu'à présent trop peu connue, & j'ai vu avec plaisir que vous parlez sur-tout d'après votre longue expérience. On a beaucoup écrit sur les bois, mais on n'a guères fait que des systèmes. Des projets de loi ont été fondés sur ces théories, plus ou moins brillantes. Votre Précis a une base plus solide, celle de quarante ans d'observations & de l'étude de la nature. Il est à désirer que des renseignements aussi exacts servent de matériaux pour la rédaction de ce Code forestier, qu'on nous promet sans cesse depuis neuf ans, & qui n'arrive jamais. Quelle lacune dans cette partie de l'administration générale, qu'un espace de neuf années, pendant lesquelles les bois nationaux, ces premiers trésors naturels de la France, ont été ou dévastés

hautement, ou livrés à l'abandon & à l'oubli des principes qui réparent & qui conservent! Je vois bien la grandeur du mal, & j'en appelle le remède: malheureusement, son application ne dépend pas de moi. Quoique le département de l'intérieur soit celui de l'agriculture, & que l'aménagement des forêts fasse partie de l'économie rurale, cependant, par une bizarrerie qui n'est pas la seule de ce genre, les bois dépendent d'un autre ministère. Je ne suis donc pas à portée de faire valoir par moi-même la grande utilité de vos travaux & de vos vues. Je ne peux que leur rendre hommage. Si mon suffrage peut concourir au succès que mérite votre patriotisme, je suis heureux de vous l'offrir. Puissiez-vous enfin parvenir à faire entendre votre voix pour arrêter la perte entière de la plus précieuse de nos propriétés publiques, & puisse la postérité n'avoir pas quelque jour à reprocher à notre siècle le plus grand des malheurs, la famine de bois, fléau qui pourrait faire un désert de la France, si l'on négligeait de pourvoir à l'objet de votre mémoire! Vous voyez, Citoyen, que je crois très-utile & même nécessaire l'impression de votre écrit. J'ai fait peu d'attention à sa forme; je me

fuis arrêté au fond. Vous avez, en le compofant, bien mérité de la République; mais il faut qu'il foit lu, compris, exécuté, & que chacun des paragraphes devienne un article de loi. Je regrette beaucoup de n'y pouvoir contribuer autrement que par mon désir. Votre zèle mériterait des encouragements plus efficaces & une récompense plus réelle. Quant à moi, je crois m'honorer en y applaudissant.

Salut & fraternité.

Signé, FRANÇOIS (de Neufchâteau).





PRÉCIS

Sur l'Aménagement & l'Adminiftration des Forêts & Bois nationaux de la République française.

UTILE & intéressant tous Propriétaires de Bois, auquel a été ajouté par supplément des observations abrégées, sur des dispositions d'un Projet de Code forestier, imprimé & présenté à la discussion, le 16 V entôse, an 7,

OFFERT A LA NATION

DANS la Personne du Citoyen BONAPARTE, premier Consul de la République.

Par le Citoyen CLAUSSE.

La Théorie sans la Pratique est une Conception imparsaite, ce n'est qu'au Flambeau de l'Expérience que s'élaborent les connaissances.

L'AMÉNAGEMENT est la détermination, & l'application des règles & des principes qui doivent fixer le régime convenable aux différentes natures & qualités des fols, & des essences dont sont composées les forêts pour parvenir à l'amélioration dont elles sont susceptibles.

L'Administration a pour objet principal d'observer, & faire exécuter l'ordre qui sera établi par les divers aménagements, & par les règlements de police nécessaire à leur conservation.

Des hommes forestiers même, & beaucoup d'autres qui ont écrit sur cette matière, ont souvent confondu ces deux parties, sous ce terme générique d'administration, quoique très-distinguées par leur nature & leur objet, puisque la première est le fond, & l'autre la forme.

Il convient à l'intelligence de ce petit ouvrage de faire quelques observations préliminaires.

Dans les 15c. 16c. & même 17c. siècles les bois couvraient encore une majeure partie du sol de la France, ils étaient sans valeur, & pour ainsi dire abandonnés à l'usage commun, & à ceux qui voulaient s'emparer du sond, pour le convertir en terres labourables.

Les possesseurs particuliers donnaient la propriété du tout, ou des parties, pour en faire le défrichement, sous de faibles redevances, les souverains en accordaient des concessions avec des exemptions, pour exciter l'émulation, mais dans ce dernier siècle, où les connaissances & les arts se multiplièrent & furent encouragés par des honneurs & des récompenses qui le rendirent mémorable; on vit le cercle des sciences étendre sa sphère & se propager; il se forma des établissements les plus utiles, & les bois nécessaires à leur emploi, commencèrent à acquérit de la valeur.

8.

L'on sentit la nécessité d'arrêter ces désrichements; & leur entière dévastation. Le gouvernement chercha alors à se procurer des connoissances dans les provinces pour remédier à ces abus, & après huit années de méditation, on rendit au mois d'Août 1669 une ordonnance en sorme de règlement.

L'on considéra alors cette loi comme un chefd'œuvre, parce qu'elle remédiait à des abus intolérables, des dispositions sages, & des règles d'administration organisèrent l'ordre & la police, qui devaient être observés, des jurisconsultes en surent les rédacteurs, on leur doit la justice, que c'est le premier règlement qui ait tiré cette partie du cahos.

Mais les hommes pratiques des forêts qui ont fait quelqu'attention à la marche de la nature dans cette production, pourraient être surpris de n'y trouver aucunes vues, aucunes précautions, aucunes dispositions pour parvenir à y appliquer des règles, des principes & des moyens simples, pour conserver, maintenir, & diriger les richesses où se trouvaient alors les forêts; car il n'est point de nature de biens plus susceptibles d'améliorations. La seule disposition de cette ordonnance qui concerne essentiellement le fond, est la détermination du nombre de baliveaux qui seront réservés par demi-hectare ou arpens, sur l'exploitation des hauts & petits taillis, futayes & demi-futayes; mais ce nombre fixé est destructif de l'amélioration même, ce qu'il sera facile d'érablir.

Ces moyens d'améliorations ne peuvent s'opérer

que par des aménagemens fondés sur les règles & les principes tirés de la qualité, des différentes essences que la nature y a produites; il aurait fallu former une commission composée d'hommes instruits dans cette partie.

Ce règlement d'ailleurs n'a pourvu qu'à la forme & à la police de l'administration, puisque les Grands-Maîtres qui avaient été créés à finances, qui ne donnent ni l'esprit ni les connaissances, furent chargés de faire la réformation ou les Aménagemens des Forêts, chacun dans leur département, en leur attribuant l'autorité la plus étendue, (Voyez art. 4, 10 & 11 du titre 15 du Règlement de 1669) ils les ont déterminés arbitrairement & selon la portée de leurs lumières, dont plusieurs n'auraient peut-être pu faire la distinction d'un chêne avec unhêtre, c'est ainsi que trop souvent, & dans toutes les parties, l'aveugle fortune tenait la place des hommes instruits & des talens.

Il pourrait paraître surprenant dans le siècle présent, que les connaissances sur l'art de l'économie & direction des bois soient encore dans l'enfance, & si peu avancées, en comparaison de l'agriculture qui a fait de si grands progrès; mais si l'on considère qu'il faut que les hommes soient stimulés par l'intérêt pour sixer leur attention, que les objets de jouissance leur soient présents ou très-prochains, & que le tems nécessaire de 30 à 40 ans, pour opérer la reproduction avantageuse des taillis, se porte ordinairement au-delà de l'espérance d'en pouvoir recueillir les fruits & en jouir, & encore beaucoup

plus de la partie des futayes dont l'attente serait d'un siècle ou deux, l'on ne sera point surpris, qu'ils aient été indissérents aux avantages qu'ils auraient préparés à leurs successeurs : ces motifs les ont éloignés de l'attrait qu'aurait mérité l'étude de cette partie devenue aujourd'hui la plus importante des propriétés nationales.

Les forêts d'un grand État sont dans une classe bien dissérente, elles ne doivent point être considérées comme celles des particuliers, l'économie qui leur convient, doit être celle de parvenir aux plus forts produits par l'attente nécessaire de leurs divisions en coupe annuelle, cette attente réunit l'important avantage d'en obtenir par le Balivage les plus grandes ressources en sutayes.

La direction de ce qui doit opérer ces plus forts produits selon les différentes natures & qualités des bois, doit être combinée avec les différentes espèces de consommation, celle du commerce & les besoins des localités.

Il convient de donner un apperçu des richesses que possède la République en ce genre.

Apperçu de la Consistance des Forêts.

Les bois & forêts de l'ancien domaine, ceux qui étaient possédés par les gens de main-morte à titre d'usufruit, & qui ont été réunis par suite de la suppression de leur grande corporation, ceux que l'émigration y a dévolus par la consiscation, & ceux qui appartenaient aux Souverains des pays conquis, la quantité n'en est point encore bien connue, on

l'estime à trois millions d'Hectares, ou trois cent huit millions d'Ares environ, qui équivalent à six millions de l'ancien arpent de 100 perches de 22 pieds l'une.

Ces grandes masses de forêts nationales présentent l'ensemble de toutes les espérances & les ressources pour déployer la puissance de ses forces maritimes & de son commerce, pour construire & réparer ses grands édifices, pour alimenter ses manufactures & ses usines, pour la construction & l'entretien des maisons des Citoyens & leur chaussage, pour procurer ensin au Gouvernement les plus grands secours, par un produit qui sera le résultat d'améliorissements inconnus, ou singulièrement négligés jusqu'à ce jour.

Pour jouir pleinement de tous ces avantages, il ne faut qu'abandonner une routine inepte, qui est toujours sans principes & sans guides, que la cupidité seule dirigeait, & lui substituer des règles d'aménagement, éclairées & sondées sur une expérience constante, qui soient applicables selon les divers qualités des sols.

Cette matière n'a pas encore été traitée, les différentes espèces de bois & d'arbrisseaux sont à l'infini, comme toutes les autres productions répandues sur la surface du globe, chacune de ses parties a celles qui lui sont propres & particulières, dont plusieurs cependant peuvent être transportées & acclimatées respectivement, on les nomme plantes exotiques.

En Europe & particulièrement en France, les espèces ou essences principales qui peuplent nos forêts & qui leur sont indigènes, sont le chêne, le chatenier, le hêtre, le fresne, le chatme, l'érable; les peupliers & les trembles de dissérentes espèces & dénominations, le plane ou platane, le bouleau, l'aune & autres natures de bois blancs; les fruitiers, comme poirier, pomier, cormier, alisser, cerisser, &c. dans lesquels se comprend aussi le chatenier qui est distingué par les qualités de son essence & de son fruit; les arbrisseaux connus sous dissérens noms, qualissés mort-bois, comme les saules, massoles, coudriers, bourdaine, susain, cournouiller, gener, épines, ronces, &c.

Les sapins, les pins & autres arbres résineux, qui ne se reproduisent que par leurs semences, sont une seconde classe particulière & importante.

L'on ne parlera, dans ce précis, que de ce qui a rapport à l'aménagement, proprement dit, des forêts établies de la première classe. I es semis, les plantations, la préparation des terreins, les temps & saisons convenables pour y travailler, les dissérentes manières d'opérer, les soins, les attentions, les précautions à prendre, selon les climats, les dissérens sols & les essences qui leur sont convenables, pour en espérer la réussite, feraient l'objet d'un travail particulier.

Les différentes natures & qualités de bois, selon les terreins & températures où ils sont assis, l'emploi auquel ils sont propres, les différentes espèces qui peuvent se suppléer, le choix qu'il convient en faire, leur préparation, les moyens de juger de leurs

qualités, celles que l'on peut leur donner par l'écorcement, notamment le chêne, le jugement que l'on
peut en porter, par l'épreuve de la force calculée
lors des comparaisons par le poids qu'il peut supporter, les différens usages, & l'emploi auxquels ils
sont propres, les différentes manières d'en faire le
sciage, celles qui doivent être présérées, les différentes maladies auxquelles ils sont sujets, leurs
causes, &c. &c., feraient aussi l'objet d'un autre
Traité.

Buffon & Duhamel ont écrit sur ces parties avec la sagacité qui leur était propre, ainsi que beaucoup d'autres qui ont encore ajouté à leurs observations, notamment dans les sociétés d'agriculture. Tous ont fait des réflexions intéressantes & instructives sur différentes parties des bois, tous ont estimé les besoins & la nécessité de réformer l'ordre & la tenue de nos forêts, pour les rendre productives & y préparer les ressources qui nous manquent pour les plus grandes & les plus fortes constructions de la marine & des grands édifices, étant obligés d'avoir recours à des pays étrangers, à l'effet de pouvoir subvenir à une majeure partie de nos besoins de ce genre, tandis que la France, très-riche de son sol, devrait être dans l'heureuse position d'avoir un superflu.

Presque tous les hommes instruits en théorie ont vu le mal, mais très-peu, ou aucun, n'ont traité le sond des bois ni donné des règles, des principes & des moyens précis & indicatifs, pour résormer & établir un nouvel ordre d'aménagement des forêts, qui en est le remède, à l'effet de parvenir à atteindre les ressources qu'elles nous présentent: & pourquoi? c'est que le plus grand nombre n'ont appris à les connaître que dans les livres; c'est qu'ils n'ont point suivi la marche de la nature, dans cette production, par l'examen & la réslexion, qui leur aurait donné l'expérience nécessaire pour diriger leur conception, ce qui est vraiment à regretter.

Buffon, cet illustre savant, en convient luimême. « Ceux (dit-il) qui sont préposés à la » conservation des bois, se plaignent eux-mêmes » de leur dépérissement; mais ce n'est pas assez » de se plaindre d'un mal qu'on sent déjà, & qui » ne peut qu'augmenter avec le temps, il saut en » chercher le remède, & tout bon citoyen doit » donner au public les expériences & les réslexions » qu'il peut avoir saites à cet égard. » — Histoire naturelle, partie expérimentale, édicion in-12, t. 3, page 358.

Le citoyen Pannelier a donné, en l'année 1778, un Essai très-concis & fort abrégé sur l'aménagement des forêts, où il y a de bonnes observations sur les grands avantages de prendre pour règle le sistême des sutayes, sur les taillis, dans leur division & distribution en coupe réglée; mais il a erré dans son opinion, quant au nombre & à la progression des réserves, tant en baliveaux qu'en sutayes, qu'il estime par demi-hectare ou arpent. La quantité qu'il propose serait loin de pouvoir améliorer ou entichir

nos forêts, qui sont susceptibles d'un nombre beaucoup plus considérable pour être assuré d'acquérir les moyens de subvenir à tous les besoins.

Il a cru voir toutes les forêts nationales dans celle de Compiègne, dont il était seulement chargé du repeuplement, laquelle est, pour la majeure partie, en masse, de futayes, essence de hêtre, qu'il estime ne pouvoir être d'aucun secours à la marine; d'où il a conclu que toutes les autres forêts en massifs étaient aussi, sans exception, sans ressource à cet égard. C'est une erreur dont on ne pourra douter. D'ailleurs, sur l'ensemble de toutes les parties, il ne trace aucunes règles, il n'indique aucunes applications des principes qui doivent déterminer les dissérens ordres d'aménagements.

Depuis l'assemblée nationale constituante, nombre de citoyens se sont occupés de donner leurs opinions sur le fond, & l'administration des bois & forêts, dans des mémoires imprimés & manuscrits, mais la majeure partie, avec les meilleures intentions, n'ont traité cette matière que comme des historiens qui ont fait le tour du monde, pour nous instruire & nous donner la description des merveilles qu'il renferme, sans être sortis de leur cabinet; ou comme quelques économistes en théorie, qui ont imaginé de nous enrichir par l'invention de nouvelles charrues, & vingt-un moyens de parvenir à multiplier la production du bled, dans lesquels il n'y en a pas un de vrai; car la multiplication des germes dépend de la préparation des terres, & non de celle des grains.

L'on va toucher directement cette partie principale de l'aménagement & la première en ordre; quant aux réglements, ce sera un travail à faire, & à adapter aux parties constituantes du sond. L'on trouvera des renseignements dans le grand nombre de ceux rendus; mais beaucoup d'incohérence & de contradictions dans leurs dispositions, souvent faute de bonnes connaissances sur le sond de la matière.

Ce précis est un extrait d'un mémoire fourni dès l'an 3 au comité des sinances, sur l'invitation de nos représentants, à tous les citoyens, de donner les connaissances qu'ils pouvaient avoir sur des objets importans au gouvernement; augmenté & mis dans un nouvel ordre, il pourra être utile en mêmetemps aux propriétaires particuliers de forêts.

Pour donner plus de clarté & de précision aux différentes parties des aménagements, on va classer les principales & les diviser dans leur objet & leur rapport.

Des Taillis.

Cette première partie étant le principe de toutes les espérances comme de toutes les ressources des bois, c'est de leurs dissérents aménagements que vont dépendre les grands secours en tous genres.

C'est des taillis que se tirent tous les arbres sutayes, par le choix des brins qui en sont réservés pour baliveaux. Cet objet sera traité séparément.

Les forêts sont communément peuplées de différentes espèces; les unes sont, presque en totalité, en essence de chêne, ou elle y domine : dans d'autres, c'est le hêtre; & dans le plus grand nombre, c'est un mêlange en plus ou en moins de toutes les espèces dont on vient de donner l'analyse.

Ces diversités sont produites par la nature des différentes qualités des sols, les climats & les températures, ou par la direction & conservation des espèces que l'on a voulu préférer relativement aux besoins locaux, ou qu'il était plus avantageux de propager, ou ensin dans le choix que l'on a fait de ces espèces, lors des établissemens par des semis & plantations. Mais l'on doit observer que le choix des hommes n'a pu empêcher la nature de reproduire sans cesse les essences que la qualité de chaque sol déterminait, qu'il n'est pas en leur pouvoir de détruire ou changer totalement; ce qu'on remarque pareillement dans les champs de l'agriculture, où l'on ne peut souvent extirper les productions naturelles qui leur sont nuisibles.

L'on se persuadera facilement, sans doute, que l'on ne peut adopter dans cette partie une règle unisorme, & un même principe, comme plusieurs en ont fait la proposition dans leurs écrits, pour déterminer l'âge de la coupe des bois des dissérentes forêts, & qu'ils doivent nécessairement dissérent en raison des dissérentes qualités des sols, des climats, des températures, & des dissérentes essences dont elles sont composées, des dissérentes situations & besoins locaux, des dissérentes natures de consommation & du commerce, & que l'on doit peser ces considérations dans la détermination de chaque aménagement.

L'on va entrer dans quelques détails à ce sujet. Le plus mauvais des sols est celui qui sous tous les rapports ne présente aucunes productions naturelles, pas même de l'herbe, ou si soible, qu'il faut en chercher les brins. Que sa position soit en plaine, ou montagneuse, il est susceptible de produire quelques-unes des natures de bois que maniseste le climat, & sa température, par des exemples de pareilles ou semblables qualités, où l'on a fait des tentatives qui ont réussies comme des espèces d'essences résineuses qui ont pris de la consistance dans des terreins d'un sable le plus sec, & le plus léger, comme à Fontainebleau, &c.

En général les terres qui ont peu de consistance & peu de fond, ne produisent naturellement que des essences appellées bois blancs, sur-tout quand elles sont aquatiques. Les bois qui croissent dans les terreins de cette qualité s'élèvent peu, les racines parviennent promptement au tuf, alors si l'on en retardait l'exploitation, ils dépériraient, c'est-à-dire qu'ils ne prendraient plus de croissance & sécheraient sur pied par parties, parce que le sol ne comporte pas à donner une assez grande quantité de sêve, principe des végétations plus ou moins fortes, pour fournir à la nourriture & à l'existence de l'arbre, d'où dérivent toutes les variétés & les nuances qui se rencontrent dans les différentes productions de cette espèce, en raison des qualités, de la bonté & médiocrité des terres qui leur sont propres.

Ces observations sont applicables à tout ce qui concerne le sond des bois à cet égard.

L'on peut diviser les taillis en plusieurs classes; la qualité de ceux crus dans les plus faibles sols, peut y être attendue, pour en faire la coupe, jusqu'à l'âge de dix, douze à quinze ans; il convient d'y réferver des baliveaux, chênes, ou autres essences; & quoiqu'il en dépérisse quelques-uns pendant la révolution suivante, il s'en trouve de placés dans des veines de terres assez avantageuses pour espérer qu'ils grossiront: l'on pourra y trouver quelques pièces propres à des soliveaux, pour les petites constructions : des branches mortes qui s'apperçoivent à la cîme, ne font pas toujours un signe certain d'un dépérissement total de l'arbre; c'est l'annonce d'un désaut de seve suffisante pour se porter à l'extrémité; cet arbre peut grossir & se conserver sain, en raison du plus ou moins de nourriture qu'il reçoit : d'ailleurs, après la révolution, ceux qui ne donnent point l'espérance de pouvoir être conservés pendant la suivante, seront coupés; & quand il ne se trouverait même aucuns de ces baliveaux réservés propres à des soliveaux, & qu'ils seraient dépéris, il y aurait toujours un grand avantage d'avoir fait cette réserve, puisqu'elle fournirait au moins du bois de corde pour le chauffage; ressource que l'on ne pourrait espérer sans ce balivage. Les brins qui composent ce faible taillis, ne peuvent être propres qu'à être convertis en cercles, pessaux, charbonettes, fagots & bourrées : ainsi cette mesure, sous tous les rapports, ne peut qu'en augmenter les produits.

Les bois de cette faible valeur sont heureusement

en petite quantité dans le grand nombre de ceux nationaux.

La classe qui suit peut être nommée médiocre; le sond en est un peu plus riche que le précédent; elle peut être considérée comme intermédiaire entre le bon de la seconde qualité, dont on va parler, & le précédent : l'on peut y déterminer l'exploitation du taillis à vingt ou vingt-cinq ans, & les baliveaux chênes peuvent s'y conserver sains, & prositer pendant trois ou quatre révolutions.

Les deux classes qui suivent doivent être considérées comme les plus avantageuses.

Dans celle inférieure, l'exploitation peut en être fixée à l'âge de trente & trente-cinq ans, & les baliveaux pourront y croître pendant cinq ou fix révolutions, c'est-à-dire jusqu'à deux cents ans, tems à peu près de leur décrépitude.

Dans celle supérieure dont le fond est le premier en bonté, celui qui réunit une grande prosondeur de terres végétales, sortes & dures, même celles un peu glaiseuses, mêlées avec d'autres qui en diminuent l'humide & la ténacité, le taillis chêne pourrait y être attendu, jusqu'à quatre-vingt-dix ans & plus sans dépérir, alors il a pris à peu près toute son élévation, c'est de ce sol dont on doit faire choix, pour être certain que les baliveaux ou sutayes pourront y prositer pendant deux ou trois siècles, & donner des pièces de fortes dimensions pour la construction des grands bâtimens de la Marine de la seconde classe.

C'est aussi dans les taillis assis dans ces bonnes qualités de terres qu'il est important d'en réserver des parties pour croître en masse de futayes-chênes, à l'esse de pourvoir être assuré d'y trouver les arbres de première classe des dimensions exigées pour la construction des plus forts vaisseaux de ligne, cette partie fera le sujet d'un article particulier.

Dans cette division des dissérentes natures de taillis, l'on sentira aisément qu'il est des nuances intermédiaires produites par la diversité des qualités des sols & leur mêlange, qui doivent être mis dans une classe combinée, en raison de la valeur dominante de ces nuances.

D'après cette division principale des taillis l'on doit naturellement faire cette question.

Quel est l'âge le plus avantageux auquel il convient d'exploiter les différents taillis, pour fournir à tous les besoins & donner les plus forts produits.

La folution assurera le principe de la richesse des forêts nationales & leurs ressources en tout genre.

Pour déterminer l'opinion, il convient de faire diverses observations.

Il ne faut prendre pour règles que celles indiquées par la nature dans toutes ses productions, soit pour leur croissance, soit pour leur maturité, l'observateur pratique ne s'y trompera pas. Les bois ont un terme de végétation comme toutes les autres espèces de plantes, les signes indicatifs en sont apparens.

Un des principaux qu'un taillis ne s'élève & ne grossit plus, ou que très-faiblement, est, lorsqu'avancé en âge, selon la qualité du sol, ses seuilles se sânent, jaunissent, & tombent avant le tems ordinaire. La cause en est dans la faiblesse de la sêve, sauf l'esset des coups de soleil, survenus dans quelques parties incontinent après des brouillards qui pourraient présenter les mêmes apparences; mais elles disparaissent par l'esset de la sêve suivante.

Un second signe, qui est ordinairement une suite du premier, devient un guide sûr pour ne point se tromper, c'est le dépérissement que l'on remarque aux branches principales de la cîme les plus directes de la tige des brins du taillis, quelques-unes de celles latérales desséchées, ne donnent point de certitude, & cette remarque ne se fait souvent que dans quelques veines de terres; il faut observer que les espèces de bois blanc ont une existence moins longue que celles fortes & vivaces qui résistent, sur-tout le chêne, par sa constitution robuste, a presque tous les accidens, c'est sur cette dernière essence que doit principalement se sixer l'attention.

Il faut que les personnes qui n'ont pas encore l'usage de l'application des principes physiques des bois, observent que tous les taillis notamment les essences de chênes, assis dans des sols riches, ont un aspect vigoureux, les seuilles en sont d'un vert

vif & foncé, ce qui annonce leur forte constitution; ceux de cette qualité végètent plus d'un siècle sans dépérir.

Ces observations générales doivent être mises en considération les premières, plusieurs autres sont nécessaires.

Une forêt un peu considérable est ordinairement composée de plusieurs qualités de terrein, d'où naissent les différentes valeurs des bois, si les parties de bon, de médiocre & de mauvais sont entremêlées successivement coup sur coup, l'on ne peut y établir qu'un ordre, c'est-à-dire un seul âge d'exploitation, pris au terme moyen des qualités réunies & considérées du sol & des essences; mais si une majeure partie étoit tellement divisée que l'une soit à-peu-près sans mêlange d'un fond riche, & l'autre médiocre, l'on devrait déterminer pour chacune un âge différent de coupe ou d'exploitation, parce que le principe de leur produit dépend principalement de cet âge, ainsi qu'il va être observé & plus particulièrement encore l'espérance fondée d'en obtenir de belles futayes par le balivage.

L'on a dit qu'il ne faut prendre pour règle de l'âge auquel doivent être exploités les taillis, que celle indiquée par la nature dans ses progressions: en voici quelques exemples.

Des hommes instruits par la pratique ont cherché à se convaincre du produit en nature des bois, & ensuite de celui par vente, du demi-hectare, ou 51 ares, environ le ci-devant arpent des sorêts, pris dans un sol médiocre, & il en a été formé deux tableaux.

Premier Tableau des croissances progressives de 5 ans en 5 ans.

Un taillis de dix ans porte en général des brins de sept pouces de circonférence sur dix pieds de haut de tige.

Un de quinze ans, huit pouces & demi de circonférence & quinze pieds de haut.

Un de vingt ans, onze pouces de circonférence fur vingt pieds de haut.

Un de vingt-cinq ans, quatorze pouces de circonférence sur vingt-cinq pieds & demi de haut.

Un de trente ans, quinze pouces de circonférence sur trente-un pieds de haut.

Un de trente-cinq ans, seize pouces de circonférence sur trente-cinq pieds de haut.

Un de quarante ans, vingt pouces de circonférence sur quarante pieds de haut.

L'on concevra aisément qu'il peut se trouver des nuances en plus ou en moins selon les qualités des diverses parties des sols, dans le même canton, & que dans ceux de la première qualité les croissances sont les plus considérables.

Second Tableau par vente, ou augmentation de produit de 5 ans en 5 ans, lequel prouve les avantages d'attendre la coupe des taillis.

Un demi-hectare de taillis sans futayes, supposé vendu à l'âge de

10 ans..... 90 l. plus value.

vaut à 15 ans...... 108 10 f. 18 l. 10 f. Angmentaton de plus d'un se. à... 20 ans valeur. 141 ... 32 10 Augmentation de près d'un 4e. à... 25 ans valeur... 207 66 Augmentation de plus d'un tiers. à... 30 ans idem.... 301 94 Augmentation de près du tiers. à... 35 ans idem.... 408 -... 107 Augmentation de plus d'un quart. à... 40 ans idem.... 520 ... 112 Augmentation de près d'un quart.

Ces grands avantages de l'attente dans les bons sols, ne peuvent être douteux.

Les progressions dans les prix sont une conséquence de celles observées dans les croissances relativement à chaque sol, en plus ou en moins, comme dans toutes les productions de ce genre.

Les ventes estimées dans ce tableau, seront variables, selon l'abondance & la rareté des bois dans les dissérentes contrées & cantons, le commerce & les consommations; mais les progressions des améliorations dans les produits, n'en seront pas moins certains.

L'attente de ces croissances dans les sols qui le permettent est donc évidemment prouvée aux propriétaires qui peuvent retarder leur jouissance, & l'on ne peut mettre en doute que la République ne soit dans cette circonstance.

Le plus grand nombre des forestiers se sont réunis d'opinion, pour estimer que les taillis assis dans les sonds de bonne qualité, ne croissent plus que faiblement, quand ils ont acquis l'âge de cinquante à soixante ans, notamment dans les parties méridionales & tempérées; mais dans celles du nord, ils sont encore dans leur pleine vigueur à soixante & soixante dix ans; & dans les parties pierreuses & montagneuses, la croissance y est plus lente; le froid & l'humide modérés conviennent à cette production, qui y vient plus belle, plus sorte & plus avantageuse.

Ces observations, faites par des hommes pratiques sur la durée ordinaire de la force de la végétation des bois, qui a une marche graduée & périodique, toujours relative à la qualité du sol, indiquent le temps où il faut en faire la coupe; ce n'est pas une conjecture, mais une direction physique, qui doit décider à laisser parvenir les taillis jusqu'à l'âge où l'accroissement n'est plus assez profitable pour indemniser d'une attente plus longue, excepté ceux dont l'on peut juger que les baliveaux pourront devenir des arbres propres aux constructions de la marine & des grands édifices: quelques années de plus peuvent donner à la tige

une plus grande longueur; leurs fortes dimensions en grosseur & épaisseur ne s'acquièrent que quand ils sont isolés, ainsi qu'il sera observé à l'article balivoge.

Duhamel, qui a traité la partie des bois plus par théorie que par pratique, pourrait induire en erreur dans ses assertions; en parlant des taillis & de leurs progrès à dissérents âges, il dit que les taillis & hauts taillis, dans un bon fond, croissent environ chaque année d'un pied, jusqu'à soixante & quatre-vingts ans; & qu'après, ils s'élèvent trèspeu, qu'ils grossissent de six lignes par an, c'est-àdire, qu'entre chaque cercle il y a six lignes de distance.

Ces remarques ne sont pas exactes; ce n'est point chaque année que cette croissance peut s'opérer d'un pied, mais dans l'espace réunie de ce nombre. En esset, l'on a observé que, communément, les croissances des taillis acquéraient leurs plus grands progrès dans leur élévation, depuis l'âge de quinze, vingt, vingt-cinq, trente & trente-cinq ans, selon les sols & températures; & que, passé ce dernier âge, elles étaient moins sortes.

A l'égard de l'épaisseur qu'ils acquèrent, il ne peut, non plus, y avoir rien de régulier : comme sur la première partie, tout dépend des saisons propices, qui donnent plus ou moins de force & d'abondance à la végétation. Il est des années où les bois croissent plus du double, comparativement les unes aux autres : ce qui est démontré par l'é-

paisseur que l'on voit entre chaque seve, qui sont séparées par les cercles qui les distinguent, & qui sont inégales, ce que l'on peut vérisser sur un tronc fraîchement coupé.

Il ajoute que c'est à trente ans qu'il est le plus avantageux de couper les taillis, & qu'on peut faire de belles réserves en baliveaux pour la marine.

Cette assertion est une erreur & une inconséquence.

Il faut observer que s'il est une grande partie des taillis dont la qualité du sol exige l'exploitation à l'âge de trente ans, ce n'est point celui qui pourra donner l'espérance de fournir des baliveaux chênes propres à donner à l'arbre les grandes dimensions qu'exigent les premières classes des bois, pour les grandes & fortes constructions. Dès-lors qu'il assure, & ce qui est d'une vérité constante, que le baliveau chêne étant défarbrité, isolé, ne s'élève plus, mais grossit beaucoup, sans en donner la raison physique, qui est cependant très-importante pour déterminer la direction du régime des bois (ce que l'on trouvera ci-après à l'article balivage), il en résulte que le baliveau d'un taillis qui ne serait coupé qu'aux âges de quarante, cinquante, soixantedix & quatre - vingts ans, & qui, felon fon opinion, s'élève jusqu'à ces âges d'environ un pied chaque année, atteindrait plus sûrement les dimensions déterminées pour ces grandes constructions. (Voyez les articles balivage & futayes ci-après.)

Dans un moment où l'on s'occupe des moyens

d'enrichir nos forêts, pour être dispensé à l'avenir d'avoir recours à des territoires étrangers pour les besoins de la marine, ces observations ont paru nécessaires & utiles, pour prévenir ceux qui seront chargés de déterminer les aménagements, de ne pas donner trop de consiance à l'opinion d'un savant en théorie sur cette partie.

Ce n'est pas assez de donner les raisons qui étayent ces observations, & qui sont le résultat d'une expérience de quarante ans, tant dans l'administration que dans le travail particulier de grands aménagements de bois & forêts, dont les progrès ont été suivis, dans différens climats, avec les observations que présentent les localités, il faut y joindre le sentiment des hommes forestiers qui ont communiqué le fruit de leurs réslexions; ce sont des autorités dans cette matière; & il n'en est point d'autres, parce qu'elles sont fondées sur l'expérience.

Tellès d'Acosta, grand-maître des eaux & forêts du département de la Champagne, a fait paraître sous son nom, en l'année 1780, un ouvrage instructif, qui a pour titre: Instruction sur les bois de la Marine, & ce qui concerne l'économie & l'amélioration des bois en général. L'on sait qu'il a eu le mérite d'avoir rassemblé & réuni les observations de quelques officiers les plus instruits des maîtrises de son département, & autres forestiers, sur des objets intéressans, relatifs aux bois en général, & de les avoir sait imprimer: cet ouvrage mérite, à beaucoup d'égards, l'attention des hommes même

instruits dans cette partie, notamment ceux qui desirent connaître quelques règles des aménagements & de l'administration, & particulièrement sur les dimensions & qualités de ceux propres & nécessaires à la marine, l'analyse du chêne, & le parti économique que l'on peut en tirer; mais ce qui est aujourd'hui le plus important, ce sont les règles & le mode des dissérentes parties de l'aménagement, & l'ordre à y établir, qui ne sont point traités.

Quoiqu'il parle en partisan des dispositions de l'ordonnance de 1669, il la combat positivement quant à la partie essentielle du nombre des baliveaux, qu'il estime devoir être de vingt-cinq ou trente par demi-hectare (ci-devant arpent), au lieu de dix ou seize sixés par cette ordonnance, ainsi que celui des sutayes, & quant à l'âge moyen des taillis, qu'il estime devoir être déterminé à trente ans.

L'on est à-peu-près du même sentiment sur ces articles; mais il n'est point entré dans les détails qui nécessitent souvent une plus longue & moindre attente.

Il convient de rapporter ici une observation qu'il a faite, & qui est devenue aujourd'hui très-inté-ressante.

Il dit, page 71: " L'avantage d'exploiter les " bois à l'âge de trente ans, dans les bons terreins,

» étant suffisamment démontré, on peut dire qu'en

» fixant les coupes ordinaires à cet âge, on aug-

mentera au moins d'un tiers les produits; que,

par conséquent, il y aura plus de bois pour les dissérentes consommations; & que s'il y a trois millions d'arpens en France, réglés aux âges de dix, vingt & vingt - cinq ans, ils pourront figurer pour quatre millions, étant coupés à l'âge de trente ans; c'est un moyen le plus certain pour augmenter la quantité de bois, sans avoir un plus grand nombre d'arpens «.

Lorsqu'il a fait cette réflexion ou observation en 1780, la proposition ne pouvait être adoptée ni exécutée, il aurait fallu supposer que toutes les parties de bois dont l'aménagement est fixé à 10, 20 & 25 ans étaient susceptibles de l'être à 30 ans, ce qui alors comme présentement ne pourrait avoir lieu généralement, puisqu'il est certain qu'il y avait & qu'il y aura toujours des terreins considérables, dont les chétives qualités ne pourront permettre cette attente. Les forêts du domaine de l'état ne se portaient qu'à environ deux millions d'arpens, il entendait donc comprendre celles des gens de mainmorte, qui sont pour la majeure partie aménagées à 25 ans; mais étant aujourd'hui réunies par suite de la suppression de leurs corporations, elles forment avec les bois des pays conquis, & ceux de la confiscation des émigrés, plusieurs autres millions d'arpens : les anciens possesseurs ne pouvant plus former d'obstacles à l'ordre que l'on peut y établir, l'on pourra seulement aujourd'hui, considérablement augmenter les ressources & les produits en tout genre, par la facilité de pouvoir déterminer l'aménagement

des parties qui en sont susceptibles à trente ans & plus, au lieu de 10, 15, 20 & 25 ans, dont beaucoup n'avaient été reglées à ces âges que pour donner une jouissance plus rapprochée, & qui se renouvellait plus souvent. Le sond & la richesse en ont été appauvris; mais comme cette nature de biens se répare & s'améliore par l'attente, l'on en sera indemnisé avec usure, l'on ne peut quant à présent estimer & évaluer cet objet, saute de pouvoir connaître la quantité des bois de cette nature.

Ces observations ont ici pour objet principal de ne point laisser de doute sur les grands avantages de retarder l'exploitation des forêts quant aux coupes annuelles, jusqu'au terme où les taillis ne donneront plus l'espérance d'acquérir une amélioration qui indemnise d'une attente prolongée, suivant la nature des sols & des essences dominantes.

Il paraît aussi convenable de fixer dans la loi à rendre le minimum & le maximum de l'âge où les dissérens taillis seront exploités.

Le minimum à 10, 15, 20, 25, 30 & 35 ans. Et le maximum jusqu'à 60 & 70 ans. Ce sont des points de déternination suivant les variétés des sols, & des éssences qui confirmeront la règle générale proposée de l'âge moyen des coupes à 30 & 35 ans.

Du Balivage.

Personne n'ignore que les baliveaux sont un extrait du taillis, une réserve qui en doit être faite

avec choix & discernement, comme étant l'une des parties les plus importantes des forêts, puisqu'elle constitue le principe de la sutaye, qui en fait le fond, la richesse & l'ornement, & l'un des moyens régénérateur du repeuplement par les fruits & semences qu'elle produit, en se répendant sur la terre.

C'est du choix qui en est fait que dépend l'espérance des beautés de proportion, & de la valeur des arbres, s'il est faible & mal constitué, cette espérance est perdue pour l'avenir.

L'on doit considérer principalement le chêne dans cette réserve comme étant l'arbre qui réunit seul, presque toutes les qualités & propriétés nécessaires pour subvenir aux premiers besoins des hommes, relativement à tous les bâtimens des villes & des campagnes, édifices, ponts, usines, vaisseaux, navires, &c. &c. il s'emploie à tous les usages, il est le plus durable comme le plus solide dans toutes les constructions intérieures & extérieures, considéré comme indestructible dans l'eau, &c. L'on ne peut donc donner assez d'attention pour en augmenter l'espèce & en diriger l'économie.

Les moyens de parvenir à enrichir le fond de nos forêts, consiste dans le choix & le nombre qu'il convient en réserver par demi-hectare (ou arpent); mais il faut que ce nombre soit proportionné & espacé en telle sorte, que parvenu à la qualité de sutaye, il ne nuise point par son fort ombrage à la recrute du taillis, seul moyen de réunir tous les avantages; & c'est de cette combinaison que résulteront tous

les améliorissemens dans les valeurs & les produits des deux espèces.

L'on ne pourrait concevoir sur quel principe & quelle règle l'ordonnance de 1669, en a sixé seulement le nombre à dix par demi-hectare de su-tayes & hauts taillis, où devrait être le plus grand nombre, & à seize pour les taillis de dix ans de recrute, lesquels ne peuvent réussir à cet âge, & les sutayes dont ils sont le principe ne peuvent pareillement devenir propres qu'à quelques courts chevrons, & pour le chaussage. Ces quantités ne sont que le tiers & la moitié de celles qui auraient dû être déterminées, si l'on ne sesait pas attention aux circonstances où l'on se trouvait à cette époque.

L'abondance des bois étoit alors si considérable que l'on n'en trouvait la vente qu'au plus vil prix dans la majeure partie des forêts, ce qui avait déterminé à les laisser croître en masse de futayes partout où les besoins n'exigeaient point leur exploitation, & ce réglément même en apporte la preuve par ses dispositions, art. 1 & 11 du titre 15, en ordonnant que les ventes s'en feront par demi hectare de sutayes, & par demi-hectare de taillis (ou arpent.)

Ces masses de futayes dans les contrées bien boisées, présentaient une grande surabondance d'arbres que l'on crut propres à tous les bâtimens & à tous les usages. Il faut que les rédacteurs qui ne prévirent point l'avenir, considérèrent comme inépuisables ces ressources, & jugèrent sans doute qu'il étoit supersu d'ordonner une réserve plus forte en baliveaux qui auraient augmenté sans nécessité un

objet dont on ne pouvait trouver l'emploi; mais les besoins survenus par les grandes consommations obligèrent ensuite de supprimer une grande partie de ces masses pour y subvenir, & l'on n'augmenta point le nombre de baliveaux, parce que la direction du gouvernement des forêts se fesait dans des bureaux, où ne se trouvaient point l'expérience ni le jugement de ce qui convient à leurs améliorations, d'où est résulté leur épuisement qu'il est si important de rétablir, notamment à l'égard de la sutaye.

Pour y parvenir l'on doit d'abord observer sur cette partie que l'on ne peut espérer d'obtenir de belles & fortes sutayes, chênes, que par les qualités qu'auront acquis les taillis lors de la coupe & la réserve qui en est faite des brins de choix pour baliveaux; il convient de donner une idée de la manière dont agit la nature dans cette partie.

Pendant le tems que le taillis est conservé en masse, le soleil ne pouvant pénétrer dans l'intérieur par la multiplicité des brins rapprochés qui sorment un couvert épais, attire au sommet la sêve, pour jouir de sa biensesance, ce qui opère son élévation; mais aussi-tôt que le baliveau chêne se trouve isolé & en plein air, le recevant de tous côtés au sortir du sol, cette sêve se développe sur toute la longueur de la tige, dont l'esset est de la couvrir de bourgeons, & se trouvant ainsi employée & absorbée dans toute son étendue, elle ne se porte plus que faiblement à la cîme, alors la cause & les moyens de l'élévation cessent, & la croissance s'augmente

considérablement en épaisseur, ce qui explique en même-temps la cause qui fait filer, en termes de forêts, les arbres réunis près à près, & qui fait aussi admirer la hauteur de ceux crûs en masse qui sont élancés. Ce baliveau chêne ne s'élève plus quant à sa tige que dans les circonstances dont on va parler; mais il se fait tous les ans des additions aux branches de la cîme; des observateurs ont voulu faire l'expérience de cette opération physique & s'assûrer de ce fait, en mesurant des tiges d'arbres isolés de dissérens âges, & dissérentes grosseurs dans leur hauteur, & pendant plusieurs années consécutives, ils n'y ont remarqué aucun accroissement sensible.

Duhamel assure bien que des baliveaux réser vés d'un taillis coupé à un bas âge ne réussissent pas, & ne s'élèvent plus que faiblement, sans distinguer la tige de la cîme, ni la nature de leur essence; mais il n'en donne point cette raison physique, qu'il est intéressant de connaître pour déterminer l'âge où les taillis doivent être exploités.

Dès lors que le tronc ou la tige du baliveau réservé ne s'élève plus du moment qu'il est désarbrité, il en résulte, pour obtenir des arbres de fortes dimensions dans un sol riche, que l'on ne doit couper les taillis que quand l'on s'est assuré de leur élévation jusqu'aux premières & principales branches latérales où commence la cîme; d'où naîtra l'espérance que le baliveau qui en sera

réservé, formera une sura les proportions requises pour être d'une grande valeur.

Chaque espèce d'arbre a sa manière de croître, comme il a ses propriétés; à quoi l'on ne fait pas généralement assez d'attention: l'erreur populaire est de croire que tous les arbres ont les mêmes facultés; par exemple, qu'un brin de chêne isolé peut & doit s'élever comme l'orme, le sapin, le pin, les peupliers, les dissérentes espèces de tremble, & assez généralement les bois blancs, sans le secours de l'abri; cette opinion est détruite par le sait & l'expérience.

Les hommes pratiques qui ont fait quelque attention, ont remarqué constamment que des baliveaux chênes, conservés d'un taillis exploité à vingt ans, d'autres à vingt-cinq, n'avaient plus pris de croissance en élévation quant à la tige, & que le second taillis du recrû n'ayant été ensuite coupé qu'à trente ans, était beaucoup plus élevé, quant à la tige, que celle de ces baliveaux, quoiqu'ils eussent acquis un âge à-peu-près double de celui du second taillis.

Voyez les baliveaux chênes réservés dans les taillis d'un sol riche, qui s'exploitent aux âges de quinze, vingt à vingt-cinq ans; ils sont généralement peu élevés quant à la tige, & peuvent l'être beaucoup quant à la cîme; ils ne donnent communément que des pièces de vingt à vingt-cinq pieds de hauteur, propres au service, mais d'un sort équarrissage selon leur âge; tandis que dans de pareils terreins, si le taillis n'eût été coupé qu'à trente;

trente, trente-cinq & quarante ans, le baliveau aurait donné des pièces de grandes dimensions, de trente, trente-cinq & quarante pieds & plus de tige.

Voyez des chênes plantés ou crûs isolément dans les champs, qui ont reçu à leur naissance, ou premier accroissement, la plénitude de l'air & du soleil, sans abris quelconques; le tronc en est trèspeu élevé & tortu, même dans les meilleurs terreins; leur croissance est toute en grosseur, & souvent leurs principales branches latérales sont presque aussi grosses que la tige; on les nomme tortueux & rabougris.

Ces faits, ces exemples qui réunissent les principes physiques à l'expérience, peuvent être propres à décider l'opinion & le jugement des personnes peu versées dans cette partie. L'on doit encore faire quelques autres observations relatives aux croissances.

Tant que le baliveau réservé de la coupe précédente n'est point enveloppé ou arbrité par le taillis qui succède, de manière à être privé, dans la longueur de sa tige, de l'influence du soleil, cette tige ne fait aucun progrès en élévation; la croissance s'opère en grosseur & par addition aux branches, comme on l'a observé; & lorsque ce second taillis pourrait lui donner des facultés pour s'élever encore d'une manière sensible, dès qu'il est parvenu à l'âge sixé par l'aménagement, il est exploité; alors les causes & les moyens de croissances, à cet égard,

sont interrompus, au lieu que si l'on retardait de cinq à dix ans la coupe de ce second taillis audelà du tems déterminé, la tige des arbres réservés des coupes précédentes qui se trouverait suffisamment arbritée, s'éleverait encore, mais faiblement, en raison du tems qu'elle aurait reçu ce secours, & les arbres isolés qui recevraient dans leur longueur le plein air, continueraient seulement à croître en épaisseur, en supposant, toutesois, que le sol le permît. On remarque souvent, dans un égal terrein en qualité, des réserves faites au même âge, plus belles, plus fortes, & plus élevées les unes que les autres : la cause en est, ou dans le choix du baliveau, ou parce qu'il se trouve assis dans une veine de terre qui lui est plus ou moins favorable, ou parce que le fecond taillis ne l'a pas suffisamment ombragé. Voilà les causes des variétés que l'on remarque dans les arbres crûs dans un fol à-peu-près de même nature.

Estimation du nombre des Baliveaux à réserver par demi-hectare ou arpent.

La règle à proposer prend sa source dans l'es-

Le demi-hectare ou arpent a 48,400 pieds quarrés de superficie; c'est d'après cette étendue que l'on a calculé les distances qu'il était nécessaire de conserver entre chaque pied d'arbres, pour qu'ils puissent trouver une nourriture suffisante à opérer leurs progrès,

& que leur nombre fût proportionné de telle sorte que leur ombrage ne formât point un obstacle au recrû d'un taillis bien peuplé.

C'est de cette combinaison que peuvent sortir les proportions à observer pour obtenir un grand produit des deux parties d'un taillis & de la su-taye, & pour que l'un ne nuise point à l'autre.

Ce n'est que par des exemples de l'expérience que l'on peut déterminer, par un principe général applicable aux différentes circonstances, ce qui doit être observé: car les opinions peuvent varier en raison des probabilités qui naissent des différentes conceptions.

Cette expérience a fait proposer, dans le mémoire fourni au comité des finances, d'ordonner que dans tous les bois & forêts nationaux, il y sera fait une réserve uniforme de baliveaux, de trente brins de choix par demi-hectare de taillis, à quel âge de révolution ils puissent être déterminés, d'abord en essence de chênes & de châtaigniers, à défaut de l'un ou de l'autre, & successivement de hêtres, ormes, ou autres espèces de bois montant, des qualités les plus avantageuses aux localités, aux consommations & au commerce. Les espèces de bois blancs ne doivent être réservées qu'à défaut des précédentes, dans les différentes parties qui n'en seront point peuplées, & où l'on ne peut faire un autre choix; en sorte qu'il ne se trouve de vide en réserve que là où il n'y a point de taillis, ou que ce taillis ne puisse permettre d'en faire une; ce qui se rencontrera rarement, sinon dans les parties à recéper, sauf quelques exceptions de modisications, que des circonstances peuvent exiger, & qui seront indiquées.

Ce n'est point assez de cette expérience personnelle dans les circonstances de l'établissement d'une règle aussi importante; il ne faut pas s'étayer de sa seule conviction, on doit chercher à réunir les opinions par des autorités qui y sont conformes.

Les effets de cette règle avantageuse sont portés à la démonstration depuis des siècles, dans les cidevant provinces de Lorraine & du Barrois, où elle sut établie sous le gouvernement de ses souverains particuliers: ces provinces surent cédées à la France, en l'année 1736; & aujourd'hui, elles sont divisées principalement dans les départemens des Vosges, de la Meurthe, de la Meuse & de la Mozelle.

Par une loi forestière, rendue en forme de réglément, sous le nom de Léopold, en l'année 1707, il sut donné pour règle & pour principe, par suite des anciennes ordonnances de 1340 & 1506, de réserver, sur l'exploitation de tous les taillis, douze baliveaux chênes par demi-hectare de la mesure particulière des bois de ces ci-devant provinces. Il saut observer qu'il en saut deux & demi, moins une fraction, pour égaler l'arpent ci-devant français des sorêts; ce qui donne, au rapport de cette première mesure, trente baliveaux par arpent, tandis que l'ordonnance de 1669 n'en a déterminé & sixé

que dix par demi-hectare de futaye & grand taillis; & seize dans ceux de dix années de recrute: d'où l'on peut juger que les forêts considérables de la ci-devant province de Lorraine sont, ou doivent être, beaucoup plus peuplées en futayes; qu'elles présentent des ressources, & donnent des produits plus considérables que celles des dissérentes autres parties de la France; ce qui ne peut être révoqué en doute.

On doit considérer que ces trente baliveaux; dispersés dans l'espace du demi - hectare, n'étant que des élèves d'arbres, leur cîme étant jeune & peu étendue, ordinairement relevée & réunie à-peu-près dans la forme d'un ballet, les distances où ils se trouvent les uns des autres étant plus que suffisantes, ils ne peuvent nuire à la reproduction du taillis, parce que le soleil y a suffisamment d'action pour le régénérer. D'ailleurs, il faut aussi considérer qu'une majeure partie en est coupée à la révolution suivante, ainsi qu'on le fera connaître dans l'ordre des ventes établi dans cet écrit.

Le gouvernement précédent avait lui-même jugé que ce nombre de réserves était beaucoup plus avantageux que celui déterminé par l'ordonnance de 1669, puisque depuis 17;6, époque de la réunion de ces provinces à la France, les loix à cet égard, & l'administration, ont été confirmés par dissérents arrêts, sur la conviction qui lui a été facile d'ac-

quérir, par les comparaisons des produits avec ceux des forêts des autres départements.

On voit encore, dans l'ouvrage de Tellès d'Acosta, qu'il a imité & fait observer dans son département de la Champagne, voisin de celui de Lorraine, les mêmes dispositions. Il savait certainement qu'il ne se conformait pas au réglément de 1669. — Voyez pages 65 & 66, & ci-après à l'article des sutayes, ce qui a rapport.

Exceptions concernant la réserve des Baliveaux.

Dans un nouveau semis ou plantation qui exige communément un récépage dans la troisième ou quatrième année, plus ou moins, suivant les progrès de sa réussite & de sa croissance, pour faire pivoter & multiplier les racines, il n'y faut faire aucunes réserves : un second récépage est indispensable six années après, pour augmenter encore la population & garnir la plantation; on commence de ce moment la jouissance, qui indemnise souvent de la majeure partie des dépenses; & il n'y faut encore conserver aucuns baliveaux, parce que ce petit taillis serait trop faible; ils ne pourraient y réussir : cette réserve ne doit être faite qu'à la troisième ou quatrième recoupe, qui, selon la qualité du terrein, pourra être à quinze, vingt, vingt-cinq, trente ou trente-cinq ans; alors, le balivage sera très-beau & très-avantageux: comme il n'y aura aucunes futayes, il faut, pour en préparer le nombre, réserver

cinquante-quatre brins choisis par demi-hectare, de présérence essence de chêne, à désaut d'autres espèces les plus convenables.

Dans les terreins aquatiques & fangeux, les anciens taillis y font ordinairement très-peu peuplés, & communément en essence de bois blanc pour la majeure partie, & jusqu'après qu'ils auront été desséchés par le moyen de fossés ou canaux qui feront changer la nature des essences, où ordinairement le chêne se multiplie & prend la domination, l'on doit y diminuer le nombre des baliveaux proposés à réserver, ainsi que celui des sutayes, en raison de ce que ces taillis se trouvant très peu garnis par la trop grande humidité, les arbres par leur ombrage l'augmenteraient encore, & amoindriraient leur produit. Alors c'est à l'inspection de la qualité & situation du local que l'on peut déterminer le nombre convenable à réserver.

Il est des sorêts qui sont presqu'en totalité essence de hêtres, d'autres où il domine suivant que la qualité du sol l'a déterminé, ou dont on a propagé les essences comme plus convenables à sa nature & au produit; car il en est où il n'a pu réussir, malgré les tentatives que l'on a faites. Cette espèce a des qualités très-avantageuses pour des constructions & des ouvrages dont on fait un grand commerce, & par excellence pour l'agrément du chaussage, l'arbre porte ordinairement les branches du houpié ou de la cîme latéralement, & donnent un plus sort ombrage que le chêne, il prive beaucoup plus le

végète dans ce genre a besoin du secours en plus ou en moins, pour multiplier, croître & s'élever. Dans les forêts de cette nature, le nombre des baliveaux proposés peut être diminué en proportion de celui des sutayes modernes, anciens & vieux, que l'on devra y conserver à chaque exploitation. On estime qu'il peut être pris pour règle de réserver vingt-quatre baliveaux, & vingt sutayes de trois âges dissérents par arpent, le taillis recevra alors assez d'air pour pouvoir se bien garnir, sauf dans les forêts qui ont peu de sonds, où l'impétuosité des vents en arrache souvent beaucoup, ce que l'on nomme chablis, à y conserver une plus sorte réserve pour y suppléer.

DES FUTAIES, Et de la Réserve à faire par demi-hectare.

Il en est de deux sortes dans nos forêts qui sont également tirées de l'économie du taillis parvenu à différents âges: la plus grande partie est celle qui est sormée par les baliveaux que l'on y réserve lors de son exploitation, & dont on vient de parler, on la nomme sutaye sur taillis.

La seconde est la totalité du taillis que l'on a laissé croître jusqu'à sa caducité, & que l'on nomme futaye en masse; il sera fait des observetions particulières sur cette dernière partie.

On ne peut faire de doute que cette futaye sur les taillis est celle qui sous les rapports est présérable, non seulement par son produit qui ne peut être comparé à l'autre espèce, mais encore par les qualités de son bois, particulièrement pour toutes les solides & sortes constructions.

Depuis le moment que les baliveaux, qui en sont le principe, sont isolés, les arbres reçoivent, jusqu'au terme de leur exploitation, toutes les influences de l'air & du soleil, qui peuvent seuls leur faire acquérir toutes les qualités & les perfections dont ils sont susceptibles, selon le sol où ils sont assis. Les chênes tirés des masses de futayes, mais particulièrement de l'intérieur, sont d'un tissu mol, sans force & sans nerfs, propres seulement aux boiseries & autres ouvrages, & faciles à travailler, parce qu'ils ont été privés de ces premiers moyens, & sont préférés par les sculpteurs & les menuisiers, mais rebutés par les constructeurs des bâtimens, & notamment ceux de la marine, qui n'estiment que les arbres crûs à l'extérieur, & isolés pour les parties folides exposées hors de l'eau. On donnera des détails à cet égard lorsque l'on parlera de cette partie.

Les besoins absolus & multipliés des arbres, & particulièrement du chêne, sont assez connus pour se dispenser d'entrer dans un nouveau détail à cet égard; ce qu'il importe ici de déterminer, est le nombre qu'il convient en réserver par demi-hectare, lors de l'exploitation des taillis.

L'on a proposé de composer ainsi cette réserve, là où il sera possible, dans le premier moment du nouvel ordre à établir.

- 1°. De quatre arbres chênes, nommés vieilles écorces;
 - 2°. Huit de l'âge qui suivra, dits anciens;
- 3°. Et de douze modernes, qui sont les baliveaux réserves lors de la précédente coupe du taillis; le tout par demi-hectare, ce qui fait le nombre de vingt-quatre.

Cette quantité pourrait paraître trop considérable à ceux qui n'ont point vu de forêts ainsi aménagées, comme dans les départements de la ci-devant Lorraine & de la Champagne; mais il faut considérer & calculer d'abord l'espace, pour juger de la possibilité & des avantages de cette mesure. Le demi-hectare ayant 48,400 pieds quarrés de superficie, chaque arbre se trouvera à la distance les uns des autres de 66 pieds, pris sous toutes les faces; ce qui doit d'abord saire juger de la possibilité que les racines peuvent trouver une nourriture beaucoup plus que nécessaire à leur croissance, & leur cîme ne forme pas un trop sort ombrage.

Duhamel, qui a calculé celles nécessaires, a estimé pour ceux mêmes des plus fortes dimensions: il dit qu'il sussit que les grands chênes soient à trente ou trente-six pieds éloignés les uns des autres; ce qui laisse une distance à-peu-près égale entre chacun des trente baliveaux dont on vient de parler, qu'il faut seulement considérer comme des élèves d'arbres; il

faut aussi observer que ces quantités d'arbres & de baliveaux n'ont en leur totalité qu'un terme assez court d'existence, puisqu'ils sont coupés & renouvelés, en grande partie, à chaque révolution de coupe, par la vente qui s'en fait de tous ceux dépéris, dépérissant, ou, sur leur déclin, tortueux, mal-venant & rabougris. Par ce moyen, & celui de la coupe totale du taillis, la terre étant découverte, les principes vivisiants reprennent toutes leurs forces, & opèrent le rajeunissement à chaque révolution de coupe. Telle est la marche de la nature dans cette partie; au surplus, il faut que les opinions cèdent à l'expérience.

Le nombre, l'âge & la qualité des atbres proposés à réserver par demi-hectare, ne pourra point se rencontrer dans toutes les forêts, lors du nouvel ordre à y établir; alors, à défaut de pouvoir y trouver propres à cette réserve les quatre vieilles écorces, il faudra prendre la quantité qui manquera dans le nombre des anciens : si la quantité de ceuxci ne suffisait pas pour en conserver huit, il faudrait y suppléer par les modernes; & s'ils manquaient, pour les remplacements, à pouvoir en conserver douze, il conviendrait de faire une réserve excédant le nombre proposé pour baliveaux, à raison de ce qu'il se trouverait de moins des vingt quatre réserves, parce que, pour peupler & enrichir nos forêts, il est très-avantageux qu'à la révolution suivante, l'on soit assuré de pouvoir faire complettement ce nombre des qualités énoncées,

dont la valeur augmentera progressivement, & par le choix qui doit en être fait avec discernement.

Il faut aussi considérer que, pendant la révolution de vingt-cinq ou trente ans plus ou moins, il périt souvent beaucoup de baliveaux, & des surayes, soit par les ouragans, soit par les givres, & les maladies auxquelles les bois sont assujettis, comme tout ce qui végète, & que, par ces accidents, ce nombre de réserve se trouve diminué, lors de l'exploitation qui succède à cette révolution.

Les hommes forestiers des ci-devant maîtrises du département de la Champagne, dans l'ouvrage donné par le grand-maître, observent, aux pages indiquées 65 & 66, combien le résultat de la réserve de vingt-cinq & trente baliveaux, & trente arbres au moins de différens âges par arpent est avantageuse, quoique, disent - ils, « ce nombre paraîtra mons-» trueux à ceux qui ne veulent pas même de bali-» veaux; mais on doit céder à la preuve, quand » on saura que l'arpent d'un taillis âgé de trente ans » s'est vendu jusqu'à 200 livres, pour l'usage des » forges, & que dix à douze arbres, des plus âgés, » ont été adjugés à 200 liv. & même 240; doit-» on, après cela, avoir regret de réserver trente » arbres, quand le taillis & les dix arbres délivrés » & vendus produisent, au moins, 400 livres «? (Il est ajouté): « qu'il y a lieu de croire que l'on » reviendra du faux préjugé où l'on est sur les rén serves de baliveaux & d'arbres de différents âges,

» à faire sur un demi-hectare, qui contient 48,400 » pieds quarrés de superficie «, &c.

On ne propose ici cette réserve que de vingtquatre arbres de dissérents âges par demi hectare, parce qu'il est reconnu que ce nombre est celui le plus convenable à observer pour maintenir un taillis bien garni avec ses sutayes, & tirer de l'un & de l'autre le produit le plus avantageux, sauf quelques exceptions rares dont on parlera.

Cette quantité de réserves étant établie, ainsi que cet ordre, par un premier aménagement, dans toutes les forêts, le sond en sera bien peuplé & enrichi, & l'on pourra se flatter, en le maintenant, d'y trouver toutes les ressources qu'elles sont sus-ceptibles de sournir.

Lors des coupes qui suivront ce premier établissement, on trouvera, à chaque révolution du taillis, un résultat très-avantageux, & l'on pourra vendre par chaque demi-hectare:

- 1°. Les quatre vieilles écorces, si elles sont dépérissantes & sur le retour, & non propres à la marine, qui seront remplacées par choix dans les huit anciens chênes qui avaient été réservés lors de l'exploitation précédente;
- 2º. De ces huit anciens, il en restera quatre à pouvoir être vendus, s'il n'est pas intéressant de les conserver pour les mêmes raisons, & seront remplacés dans les douze modernes, qui prendront alors la qualité d'anciens;

- 3°. Il en restera quatre de ceux-ci à pouvoir être vendus.
- 4°. Et pareillement dix-huit baliveaux des trente réservés, lors de la coupe précédente, qui seront lors modernes, dont douze des plus beaux auront lors de la réserve remplacé les anciens.

Cet ordre de vente & remplacement successif, suppose, comme on l'a déjà observé, que l'on aura pu faire la première réserve qui suivra le nouvel aménagement dans l'ordre proposé: ainsi cette règle ne pourra s'établir que d'après ces circonstances, ce sera aux administrateurs à faire le choix du nombre & des qualités les plus avantageuses selon le sol & les essences, en suivant l'ordre & la marche tracés, c'est ensin au coup-d'œil de l'homme pratique à les décider.

En observant de faire régulièrement ce nombre de réserves indiqué, il se trouvera ensuite & annuellement à vendre, à chaque coupe qui en sera faire, ensemble ou séparément du taillis, trente pieds d'arbres ou environ, par demi-hectare, tant vieilles écorces, anciens que modernes, ce qui fait la même quantité que celle des baliveaux, & cependant il sera toujours réservé par chacun, vingt-quatre pieds d'arbres des âges & qualités ci-dessus indiqués, & de choix dans les dissérentes essences qui seront les plus avantageuses.

Il est facile de juger combien ce nombre d'arbres à vendre est important, par le produit très-considérable qu'il donnera, & qui pourra se porter souvent à l'égal & même au-delà de celui du taillis, indépendamment des ressources qui se trouveront dans ces sutayes pour le service de la Marine, auquel il faut donner la plus grande attention dans le choix des réserves & leur conservation, avantage qu'on n'a pu se promettre jusqu'à présent, par l'esset des règles de l'ancien ordre qui est absolument destructif ou opposé à l'améliorissement.

Exceptions concernant les Réserves de Futayes.

Ces exceptions ayant les mêmes motifs & les mêmes causes que celles qui viennent d'être proposées concernant le balivage, on renvoie à cet article.

Mais les circonstances particulières qui les ont fait proposer, ne doivent point être étendues, & l'on doit prévenir, par la Loi à rendre sur l'aménagement, l'arbitraire qu'il est si facile d'introduire dans cette partie, en fesant une défense précise de pouvoir déroger aux règles qui seront sixées & déterminées, qu'après l'exposition des motifs qui pourraient l'exiger, pour des causes imprévues & extraordinaires, & sans l'autorisation des autorités déléguées.

Observations sur les Futayes-chênes, relatives aux aménagements de cette partie.

Il sera important de connaître jusqu'à quel âge les arbres de cette essence dans les sols à-peu-près égaux, croissent & se maintiennent sains & vigoureux, pour déterminer celui où il convient de les comprendre dans les ventes & exploitations, enfin quand ils ne profitent plus, lorsqu'ils sont sur le retour, & dans un état de dépérissement prochain.

Les signes qui indiquent cette position, ne sont pas toujours apparens à l'extérieur de l'arbre, comme par les branches dépéries & mortes à la pointe de la cîme, & autres défectuosités occasionnées souvent par des accidents & des maladies qui se manifestent par l'état de l'écorce qui les désigne; on a observé en fesant couper des futayes pour en reconnaître l'âge par les cercles qui divisent & séparent les sêves ou croissances de chaque année, que quand l'arbre ne profite plus, l'aubier qui couvre la partie du bois dur de l'intérieur cesse de s'y convertir par les additions annuelles, comme quand il était dans sa force & sa vigueur, & qu'ordinairement l'épaisseur de cet aubier est considérable dans les terreins secs & pierreux; il est difficile alors de pouvoir compter les dernières années de l'âge, parce que chaque sêve ne se désigne plus que par des points multipliés & circulaires dans l'épaisseur de cet aubier qui marquent les années; mais il n'y a plus l'intervalle qui fesait connaître les progrès de cette croissance qui a cessé, & c'est du point où ces seves ne sont plus marquées par ces distances que l'arbre a fini de croître; il faut donc compter ces seves jusqu'à l'aubier, pour juger le nombre d'années où le terrein lui a permis de grossir encore, d'où l'on pourra

pourra décider jusqu'à quel âge les dissérents sols compensés, peuvent permettre la croissance des arbres, & le tems où lon doit les couper; ensin pendant combien de révolutions d'exploitations du taillis, elles peuvent se conserver saines : au surplus l'arbre peut rester pendant nombre d'années dans un état de stagnation, & s'y conserver sans dépérir, selon les qualités du sol où il se trouve; mais lorsqu'il parvient dans la décrépitude absolue, cette situation se maniseste alors par le desséchement des principales branches de la cîme & les désectuosités de l'écorce.

On ne peut facilement faire ces reconnaissances que quand le taillis est exploité, avant de faire le blanchis & la réserve des futayes.

Proposition de diviser les ventes des Futayes de celles des Taillis.

Il est facile de faire connaître les grands avantages de cette division, il ne faut que quelques observations qui seront aisément comprises par les hommes pratiques, non routiniers, mais qui ont administré avec discernement.

L'ordonnance de 1669 n'ayant point obligé expressément les officiers des ci-devant maîtrises de constater dans leurs procès-verbaux de blanchis, martelages & adjudications, le nombre des arbres qu'il est encore dans l'usage de vendre consusément avec les taillis, ils se sont dispensés de cette mesure

régulière, comme abrégeant leurs opérations; ils ont seulement relaté la réserve tant en baliveaux qu'en futayes, avec l'obligation aux adjudicataires de les représenter aux récollements; il est résulté de cette irrégularité, que ne connaissant point la quantité de pieds d'arbres compris dans la vente, ils ne pouvaient en faire une appréciation, que par un faible apperçu, & le tout s'adjugeait in globo avec ce taillis : cependant ces deux objets différents par leur qualité, leur emploi & leur valeur, auraient dû mériter une distinction & une estimation particulière, quoique souvent très-difficile à faire dans un taillis très-peuplé. Les marchands profitent de cette ignorance pour mettre à prix cette partie, qui n'est bien connue que par eux, & lorsqu'ils sont associés & d'intelligence, comme il arrive souvent, ils en obtiennent la vente au-dessous de sa valeur.

Mais on peut présumer au moins que les motifs qui ont sait négliger l'obligation étroite de cette mesure, sont les mêmes que ceux qui n'ont sait réserver que dix ou seize baliveaux par arpent. Cette quantité étant très-saible, après la réserve saite à chaque révolution de coupe où ces baliveaux sont des sutayes, il s'en trouvait peu à vendre; ce qui sit probablement juger que cet objet, étant alors presque sans valeur, ne méritait pas assez d'attention pour être compté & apprécié régulièrement, & encore beaucoup moins pour en sormer une vente particulière en la divisant. Mais aujourd'hui que les bois ont acquis une grande valeur, & que

celle des futayes doit égaler souvent celle des taillis par l'effet des règles d'aménagement proposées, puisqu'il se trouvera à vendre, à chaque exploitation, environ trente pieds d'arbres par demi-hectare, les hommes qui ont administré sentiront la presque impossibilité que cette quantité puisse être exactement appréciée dans un taillis fourré, épais, ou bien garni, qui forme un très-grand obstacle au discernement, tant pour les agents forestiers que les marchands; ce qui avait été sagement prévu par le réglément du département de la ci-devant Lorraine de 1707, qui ordonne " que les taillis seront » vendus féparément de la futaye, & qu'après cette » première vente usée, il sera fait le blanchis des » arbres les plus anciens, fecs, dépérissants & sur » le retour; comme aussi ceux préjudiciables à la » forêt, & ce en jardinant, pour être aussi adjugés, » par une seconde vente, sur la même assiète; le » surplus des furayes non-défectueuses, réservé, » ainsi que les arbres fruitiers «. - Art. 4 & 5 du tit. 2 du réglément général de 1707, page 301.

L'effet de ces dispositions a été très-avantageux, d'abord pour le produit des ventes; les agents peuvent mieux connaître, sans contredit, la valeur des sutayes étant découvertes, ainsi que les marchands pour les mettre à prix, ce qui est important. Cette division procure un autre avantage, qui doit être apprécié, celui de la concurrence aux enchères. Les taillis conviennent seulement aux uns, & aux autres la futaye. Ces intérêts divers, & cette division,

augmentent les moyens de tirer des ventes les plus forts produits, dont on peut se convaincre par celles faites dans les ci-devant maîtrises de Lorraine, & il n'y a nul doute à cet égard.

Si ces premières considérations doivent appeler l'attention, il en est encore une beancoup plus importante dans l'administration. C'est du choix des réserves que dépend la richesse des forêts, pour le présent & pour l'avenir : l'on ne peut certainement y parvenir dans les taillis bien peuplés, qui offusquent la vue, & sont un obstacle pour reconnaître les beautés comme les défectuosités des arbres : toutes personnes qui ont fait de ces opérations rendront ce témoignage; d'où il résulte des erreurs très-préjudiciables; il arrive que l'on désigne souvent pour être coupé ce qui devrait être conservé, & l'on conserve ce qui devrait être vendu : la méprise ne peut être reconnue qu'au récollement, mais alors le mal est irréparable; on concevra donc aisément que l'assiète étant découverte. par l'abattis du taillis, ces inconvénients majeurs n'existant plus, les choix pourront se faire avec discernement, & procurer encore le grand avantage de pouvoir espacer ces réserves de manière à les diviser plus également dans l'étendue du terrein, en telle sorte qu'elles ne se nuisent point réciproquement, non plus qu'à la recrute, tandis qu'il est impossible, dans une masse, d'en reconnaître les défectuosités; ce qui porte un grand préjudice aux produits & aux valeurs des arbres d'espérance pour le service de la marine & autres bâtiments.

Cet usage & cet ordre si avantageux pour la prospérité des forêts, n'ont été changés, dans le département de la ci-devant Lorraine, que depuis le décès du roi Stanislas, arrivé en l'année 1766; mais les grands propriétaires des bois, persuadés & convaincus de leurs avantages, les ont conservés.

Le gouvernement, en se décidant à ordonner ce changement, a été induit en erreur par le motif apparent d'une faible réalité.

Il faut observer qu'il était d'usage d'accorder une année à l'adjudicataire des taillis, pour en faire l'exploitation & la traite : celui des futayes avait un pareil délai, qui ne commençait qu'au moment où ce premier était expiré, pour éviter la confusion, rapport à la responsabilité des délits qui pouvaient se commettre par l'un ou par l'autre, & en ordonnant qu'à l'avenir il ne serait plus fait des deux parties qu'une seule & même vente, comme il se pratique dans les autres départements; l'on a cru bonisier le recrû d'une année; mais si l'on fait attention aux inconvénients que l'on vient d'exposer, & au grand nombre d'arbres à vendre dans les raillis, ce qui n'a point été jusqu'ici comparable à celui des autres départements, l'on se persuadera, sous ce rapport seul, que cet ancien ordre d'administration n'aurait point été changé. Car en supposant l'avantage de gagner la valeur d'une première feuille, il ne pourrait certainement compenser celui du prix des ventes, ni du choix précieux des réserves que cette methode procurait & facilitait; d'ailleurs,

l'idée de cette économie n'est point exacte; l'exploitation & la traite des futayes qui se font dans la seconde année, ne peuvent nuire que faiblement par la chûte & la traite des arbres, qui causent seulement un dommage à quelques brins de la renaissance du taillis; encore est-il promptement réparé par l'effet de la sêve suivante. Il est, d'ailleurs, une considération qui ne peut être bien appréciée que par ceux qui pratiquent les bois & qui ont l'expérience des ventes; c'est qu'une première année du recrû d'un taillis qui a acquis vingt neuf ou trente ans, est si peu sensible à cet âge, qu'il n'est point de marchands qui puissent, à l'inspection, décider juste s'il a une année de plus ou de moins, & qui ne le portent aux enchères au même prix, & souvent plus fort, en raison de la bonté du sol, qui aura pu donner une valeur plus considérable à la partie la plus jeune : c'est cependant ce motif d'acquérir un avantage qui n'est qu'idéal, qui a fait changer une règle qu'il était du plus grand intérêt de conserver.

Toutes ces observations font proposer d'établir, par une disposition générale, qu'à l'avenir, dans tous les bois nationaux, il sera fait deux ventes séparées sur la même assiète, d'abord du taillis, & l'année suivante des sutayes, comme il se pratique encore pour les bois des communes dans toute la France; d'où résultera une administration éclairée & avantageuse, & l'on préviendra encore de grands abus, qui naissent de la consusion des deux parties dans une même vente.

L'ordre de l'administration observée en la cidevant Lorraine, depuis même plusieurs siècles avant ce dernier réglément des forêts, de 1707, a démontré, par ses essets, l'expérience qui doit saire loi dans cette partie, tant pour la détermination du nombre des réserves, que de la division des ventes des taillis & de la futaye, ordonnées par les mêmes principes de sagesse qui assurent tous les avantages.

Si l'on n'adoptait pas cet ordre de division dans la vente des taillis & des surayes, l'on manquerait l'une des mesures les plus importantes pour opérer l'amélioration des forêts & leurs sorts produits, & l'on serait privé d'y trouver les ressources des plus beaux arbres, pour les bâtiments de toute espèce, notamment ceux de la marine, saute d'avoir pu, dans le principe, en déterminer le choix avec discernement.

Cette partie a été oubliée dans le projet de code qui vient de paraître, ainsi qu'il sera observé au supplément.

Des Futayes en masse.

Cette nature de futaye prend sa dénomination d'un taillis qu'on a laissé croître jusqu'à un âge trèsavancé, & souvent jusqu'à son entière décrépitude, sans soins, sans direction, à l'abandon, tels qu'ils pouvaient être avant que la terre ne sût habitée, Il est des sorêts nationales de cette espèce; il convient

d'en donner une idée, pour préparer le jugement de leurs ressources & de leur produit.

Coupé (de l'Oise) les a justement & exactement désignés dans son petit ouvrage sur la tenue des bois.

« A leur naissance, ces forêts sont mêlées de » diverses sortes de bois qui s'élèvent consusément : » bientôt les espèces faibles restent en dessous, les » plus sorts prennent le dessus, les arbres se sor-

ment, & alors encore, les plus vigoureux s'élan-

» cent & dominent; tous les autres périssent suc-

» cessivement & sans profit.

» Cependant, les espèces mêmes qui sont restées » maîtresses du terrein, les chênes se serrent mu-» tuellement, & élèvent leur cîme à l'envi, pour » aller jouir, par leur sommet, de l'air favorable • qu'ils ne trouvent plus à l'entour d'eux.

" Implantés dans un sol crû & moisi, soutenu sur des racines étoussées & débiles, appuyés latéralement par leur houpe les uns contre les autres, ils vieillissent enfermés en masse pendant cent cinquante, deux cents, & même trois cents ans, jusqu'à ce que leur sommet, dépouillé & aride, annonce que les organes de la sêve n'ont plus de ressort, & que le principe végétal s'éteint.....

Telle est l'image que peuvent s'en former ceux qui ne connaissent point par eux-mêmes ces masses.

Dans les 15°, 16° & 17° siècles, le grand nombre des forêts qui couvraient le sol de la France, présentait cette situation par les raisons déjà données, que l'on ne pouvait en trouver la vente ni l'emploi, les bois étant comme abandonnés à l'usage commun.

Cette partie sera divisée en deux objets.

Le premier concernera les forêts qui étaient & sont encore dans cet état primitif, ou à-peu près, & qui ont été conservées sans aucunes vues de ressource générale, ni de produit.

Le second a été choisi dans l'espérance d'y trouver des ressources pour subvenir aux besoins de construction des bâtiments de la marine de premières classes & des grands édifices.

Première partie.

Les forêts principales qui la composent sont celles de Compiègne, Fontainebleau, Germain-en-Laye, & plusieurs autres situées à quelque distance de Paris & de Versailles, dans l'étendue des cidevant capitaineries des chasses, qui forment ensemble beaucoup de milliers d'hectares, & qui n'ont eu pour principal & unique objet que l'ordre dirigé par la vennerie pour les plaisirs de la chasse du souverain; en conséquence, il n'a été fait aucun choix de terrein, aucunes exceptions, aucun aménagement dans des vues productives & de ressources.

Ces forêts sont, pour la majeure partie, assises dans des terreins secs, pierreux, montagneux &

sablonneux, où l'essence de hêtre est la production ordinaire & naturel de ce sol; on y laissait croître les taillis jusqu'aux âges, de 100, 200 & mêmes 300 ans, & il y en a encore beaucoup présentement parvenus à ces âges, époque de leur décrépitude, selon la bonté ou médiocrité du terrein; alors on était forcé de les exploiter, & les trois quarts au moins des brins étaient péris par l'effet de l'ombrage épais de ceux qui avaient dominé, notamment par le chêne qui subsiste le plus long-temps par sa forte constitution; mais ce qu'il en restait, n'était plus propre, à cause de son dépérissement, qu'au chauffage ordinaire, encore était-il de mauvaise qualité, par la raison qu'ayant reçu sa croissance à l'abri du soleil, le peu de sels qu'il aurait pu avoir, & qui donne l'ardeur au feu, était dissipé par l'affaiblissement de la vieillesse: ce bois nè pouvait plus être comparée à celui coupé dans l'âge de la vigueur qui a toutes les qualités qui peuvent lui être propres.

Les personnes chargées du repeuplement de ces forêts jugeaient que les racines des taillis exploités au-delà de l'âge de cent ans, n'étaient plus susceptibles de le reproduire, ce qui peut être vrai dans un sol très-médiocre, en conséquence on les arrachait avec le tronc des arbres; ensuite on labourait le terrein, un nouveau sémis, ou une nouvelle plantation remplaçait ces veilles masses, & pour les préserver de la dent meutrière des bêtes fauves, il fallait les entourer de landrages & de pallissades que l'on entretenait pendant douze à quinze ans,

& jusqu'au moment où il n'y avait plus de danger d'y laisser fréquenter le gros gibier; on laissait ensuite ce nouveau taillis vieillir pendant les siècles suivants, sans produit quelconque; il fallait au contraire payer chèrement les frais de cette inutile conservation. Ces dépenses annuelles étaient portées à l'extrême par les préposés chargés du repeuplement, comme il était d'usage dans tout ce qui concernait le faste de la cour, ensorte qu'il en coûtait au moins six cent fr. pour la replantation de chaque arpent, & l'entretien des landrages & palissades nécessaires pour leur première conservation; le prix des ventes annuelles de ces bois dépéris, état loin d'atteindre le maximum de cette dépense, d'où résultait que d'immenses forêts qui auraient pu produire un revenu très-considérable, si elles eussent été aménagées à trente ou trente-cinq ans en coupe annuelle, étaientabsolument nulles & même un objet de dépense; & si l'on considère qu'avec le prix de 600 francs par arpent, qu'il en coûtait pour renouveler ces forêts successivement par partie, l'on aurait pu, avec beaucoup moins, acquérir une plus grande quantité de fonds de bois bien peuplé. On jugera, par cet ordre de choses, qu'annuellement les souverains achetaient une partie de leur propriété pour la conserver, & par progression la totalité. Cet ordre d'administration serait presque incompréhensible, si les faits n'étaient pas constans.

On se persuade facilement que personne ne sera tenté de proposer de continuer cet ancien ordre, qui est destructif de tout produit; mais les circonstances où nous nous trouvons, présentent aujourd'hui au gouvernement quelques ressources résultant de ces abus.

La presque totalité des bois des environs de Paris a été exploitée par des coupes sorcées depuis quelques années, tant par les besoins particuliers des propriétaires de vendre, que par celui exigé pour sounir aux grandes consommations de cette ville auxquelles ont été employés beaucoup de parties de bois parionaux, ensorte que pour continuer à y subvenir, les principales ressources vont se trouver dans ces sorêts de Fontainebleau, Compiègne & autres, qui en sont les plus à proximité.

Il convient d'y établir l'ordre de l'aménagement. proposé, pour avoir lieu dans toutes celles nationales, & d'en déterminer l'exploitation à l'âge de 30 à 35 ans : cette règle doit être adoptée pour celle d'une économie avantageuse & très productive; il en résultera que toutes ces anciennes masses de futayes dépéries, dépérissantes & sur le retour, & tout taillis excédant cet âge, devant être coupé, fourniront considérablement de bois de cordes & des futayes. Cette dernière partie peut être propre à des bâtimens, & si cette ressource est économisée pendant quelques années, elle pourra pour beaucoup contribuer à l'approvisionnement de Paris; mais après que les parties excédentes les 30 à 35 ans de recrûte seront coupées, excepté toutes fois celles qui pourraient se trouver dans quelques fonds riches en qualités qu'il faudrait conserver, on devra régler celles annuelles

& par triage à cet âge, ce qui donnera régulièrement un fort revenu qui avait été nul, & le sera jusqu'au changement qui aura lieu.

Les anciennes masses de sutayes qui seront exploitées aux âges de 150, 200 & 300 ans, sont jugées généralement ne pouvoir reproduire un nouveau taillis par leurs racines, parce que les principes vivissants sont asorbés & anéantis par la vieillesse: il faudra faire arracher les troncs & les vieilles racines, & en place y faire des sémis ou plantation, ce qui peut occasionner une dépense considérable; mais il est possible de parer à une majeure partie de cette dépense suivant les moyens dont on parlera dans un article qui traitera de cette partie.

Seconde partie des Forêts en masse de Futayes.

Les vues de leur établissement ou conservation en cette nature, ont été dans le principe d'en obtenir des ressources pour subvenir aux besoins importans des plus fortes constructions des vaisseaux de première classe de la marine.

Pour pouvoir espérer ces ressources, il a fallu faire choix de forêts dont le sol fut riche & implantés d'essence de chênes. On y a d'abord laissé croître le taillis comme dans la première partie, sans soins, sans précautions, sans direction, les brins principaux qui se sont élevés, ont pris l'em-

pire, fait périr par leur ombrage tous ceux qui leur étaient inférieurs & sont devenus des futayes. Il a fallu à ces premiers un tems considérable pour s'en débarrasser. Une petite partie seulement a acquis de fortes dimensions, alors on a exploité tous les brins inférieurs, il s'est formé un nouveau taillis dont on a réglé l'aménagement à un tems nécessaire pour en obtenir de forts & grands baliveaux, & par fuccession de tems de nouvelles futayes pour remplacer les anciennes; mais le couvert épais de ce taillis a rendu leurs qualités défectueuses, par la privation des moyens d'acquérir la force & le nerf que l'on ne peut espérer que par l'influence du grand air & du soleil, ce qui les fait rebuter par les constructeurs de la marine, ils les emploient seulement dans l'intérieur des bâtiments, sinon celles des bordures, lizières ou qui sont proches les clairières, qui ont reçu les moyens de réunir ces qualités nécessaires, comme les arbres provenant des baliveaux réservés sur les taillis, qui sont préférés; ce sont principalement ces circonstances qui ont rendu ces forêts d'une faible ressource, n'ayant pu remplir qu'en partie les espérances que l'on s'en était formées, ce qui a nécessité le gouvernement de tirer des bois de l'étranger à grands frais & au prix de plusieurs millions annuellement, tandis que nos forêts devraient en fournir abondamment, si elles eussent été dirigées & administrées comme on va le proposer dans l'arricle suivant.

Ces forêts, tel puisse être leur état actuel, doivent

encore fournir des ressources en bois propres à la marine; mais avant de rien décider à cet égard, il faudra faire constater leur état, qui fera juger du parti qu'il conviendra de prendre, pour diriger ou rectisser leur aménagement, celui actuel doit être d'un produit très-faible relativement à l'attente de l'exploitation.

Réserves à faire de parties de taillis chênes pour croître en massif de futayes, qui doivent être désignées particulièrement pour les constructions des Bâtiments de la Marine.

Pour faire connaître l'importance & les avantages de cette réserve, que l'on peut dire de nécessité, il convient de faire plusieurs observations.

D'abord, ce qui la rend indispensable, c'est que l'on ne peut espérer des sutayes provenant de baliveaux réservés sur les taillis assis dans les sonds les plus riches, sussent-ils aménagés à l'âge de quarante & cinquante ans, pour qu'elles puissent sournir des pièces d'une tige assez longue à la construction des vaisseaux de ligne des premières classes.

Pour juger de cette assertion, il faut en faire connaître les dimensions exigées.

En l'aunée 1765, le gouvernement demanda aux ingénieurs des ports, à Brest, l'état de tous les bois nécessaires aux constructions des vaisseaux; le tarif en fut envoyé & rendu public : il se trouve rapporté dans l'ouvrage de Tellès d'Acosta, dont il est cidevant parlé, page 149; en voici les principales proportions:

Ce tarif les divise en cinq classes: l'on y voit la longueur que doivent avoir les dissérentes tiges des pièces par le nombre de pieds, celui des épaisseurs, par le nombre de pouces, avec les noms de chaque pièces, comme quille, brion ou ringot, étrave, étambot, précinte, plançons, illoire, &c. &c. L'on y observe principalement qu'il est exigé que les plus fortes pièces aient depuis trente-six jusqu'à soixante pieds de longueur; mais plusieurs de ces pièces peuvent être composées de parties qui se joignent par des empâtures, & l'on observe, dans les détails qui précèdent, que les bois longs sont les plus avantageux.

Et en épaisseur ou équarrissage, jusqu'à vingt & trente-six pouces, d'autres progressivement moindres en longueur, grosseur & épaisseur.

Ces éclaircissements donnent la mesure & les dimensions qu'il est nécessaire que les arbres aient acquis pour être propres à cet emploi, auquel il faut pourvoir.

Des futayes provenant des baliveaux sur les taillis, peuvent acquérir facilement, par leur grosseur, l'équarrissage désiré; mais il faut que cette dimension soit réunie à celle de la longueur que l'on ne peut se promettre de rencontrer rarement ailleurs que dans les masses de sutayes.

Il ferait, sans doute, à désirer que l'on puisse se dispenser de conserver & d'établir ces réserves en masse, qui ne peuvent être aussi productives que des taillis qui s'exploitent dans les révolutions de trente, trente-cinq ou quarante ans, puisque ces masses doivent être aménagées au moins à cent cinquante, deux cent & deux cent cinquante ans, pendant lequel temps l'on ferait cinq & six sois la coupe & la vente de ces taillis, & d'une partie des sutayes.

L'idée de les laisser croître jusqu'à l'âge où la tige des principaux brins serait parvenue à environ soixante pieds de longueur pour en déterminer la coupe, fous la réserve qui serait faite pour baliveaux d'une partie de ces brins, présenterait des inconvénients majeurs : d'abord, pour qu'ils puissent atteindre cette mesure, on ne pourrait en avoir l'espérance bien fondée avant qu'ils n'aient acquis, de cent à cent vingt ans de recrute, suivant les qualités du sol; alors ils prennent la dénomination de haute-futaye; & l'on sait qu'il est rare que des baliveaux puissent réussir à cet âge avancé. Que sont-ils, en esset? des bois serrés les uns contre les autres, n'ayant reçu l'influence de l'air que par leurs houppes, qui, étant entre-mêlées, ont formé un couvert épais, & un obstacle à la pénétration des rayons du soleil depuis le commencement de leur élévation ; ce qui a rendu leurs qualités tendres & sans ners, & n'ayant éprouvé aucunes secousses par les grands vents dont ils étaient garantis par leur réunion, qui auraient fait pivoter & étendre leurs racines pour y résister, étant

tout-à-coup désarbrités, ou isolés, & se trouvant assis faiblement dans le sol, leurs troncs frêles très-élevés, donnant une forte prise aux vents, ils ne pourraient en soutenir les efforts, & seraient arrachés ou rompus; & quand ils pourraient résister, ils se couronneraient, parce que la sêve absorbée sur toute la longueur de la tige, ne se porterait plus à l'extrémité que faiblement.

Ces observations étant physiques & d'expérience, cette mesure ne pourrait donc être adoptée sans les dangers que l'on vient d'exposer, & quelques exceptions rares n'en affaibliraient pas le principe général.

Ainsi, dès-lors que les futayes réservées sur les taillis ne peuvent acquérir les dimensions absolument nécessaires pour remplir l'objet de ces principales constructions, on ne peut donc espérer de pouvoir les obtenir que par le moyen de ces masses : on vient de donner les causes pour lesquelles elles sont désectueuses; mais on peut y remédier facilement, en fesant d'abord un choix, avec discernement, dans les sols les plus riches en qualités, dans des parties de nos forêts.

Il faudra aussi prévenir de grands abus, dans lesquels l'on est tombé à cet égard lors de l'établissement de celles existantes. On était trop riche de cette production, dont on ne pouvait trouver l'emploi & la consommation; ce qui a libéralement fait désigner des forêts entières à cette destination, sans considérer qu'il n'en est point, ou rarement, d'une

étendue un peu considérable qui ne soit composée de dissérentes qualités de sols, bons, médiocres & mauvais, relativement à l'ensemble; il devait paraître au moins douteux que ces deux dernières qualités puissent remplir l'objet que l'on se proposait, tandis que si ces parties eussent été aménagées à trente ou trente-cinq ans, elles eussent donné & donneraient un produit considérable, dont on est privé par l'attente de deux siècles ou environ.

D'après ces considérations, on a proposé, dans le Mémoire sourni au comité des sinances dès l'an 3, de réserver, dans les forêts qui sont près des ports de mer, des rivières navigables, des canaux, des routes, par lesquels les bois de construction peuvent y être transportés, des parties de taillis depuis cinq, dix, vingt, trente, quarante, cinquante à cent arpents, s'il ne peut s'en trouver une plus grande quantité dans un ensemble, qui seront assis par choix dans les terreins les plus riches en sond (car il est très-peu de ces sorêts qui n'en réunissent de cette qualité) à donner l'espérance des sortes productions de l'espèce désignée.

Au moyen de ce choix partiel, on ne sera pas obligé de conserver des sorêts entières pour la destination des bois des premières & des plus sortes constructions de la marine, dont la majeure partie ne pourrait pas en remplir l'objet; cette mesure réunira, au contraire, le grand avantage de ne point gêner l'aménagement qui conviendra à chacune, relativement aux qualités générales du sol, des besoins locaux, du

commerce & à la nature des confommations; & l'on acquerra, par ce moyen, de grandes ressources dans les forêts, qui, jusqu'alors, n'en avaient point préfenté de ce genre sans rien perdre du produit dont elles sont susceptibles, & sur-tout sans contrarier aucune autre disposition: l'on trouvera alors dans l'avenir des secours abondants par tout, pour les grandes & sortes constructions, & en même-temps la réunion de toutes les convenances.

Ces premières dispositions constituent l'ordre économique; mais l'important objet, dans cette partie, est de prévenir & parer aux désectuosités de ces bois crûs en masse, qui sont, on le répète, sans nerfs, tendres & srêles.

Pour y parvenir, on doit observer que les productions naturelles exigent plus ou moins de soins pour les diriger, & leur faire acquérir la beauté & les qualités dont elles sont susceptibles : c'est ce que l'expérience nous apprend tous les jours dans les travaux de l'agriculture, dans ceux du jardinage, de la taille & direction des arbres fruitiers.

Tout a une liaison dans l'ordre de la nature, tout agit par les causes les plus simples; il ne faut que de l'attention pour diriger nos conceptions: tout peut s'expliquer dans le genre dont il s'agit, par des comparaisons même les plus triviales. Il n'est personne qui ignore les précautions que prend un jardinier; lorsqu'il a semé trop épais une planche de légumes, il juge que la multiplicité des pousses se nuisent réciproquement, & qu'il faut les éclaircir pour faire

acquérir la beauté & la bonté à celles qu'il conserve de choix; cette opération est applicable aux bois essence de chênes particulièrement, avec cette dissérence que si l'on éloignait les brins conservés les uns des autres à une trop grande distance, leurs progrès seraient au moins ralentis relativement à l'élévation de leur tige, l'abri étant nécessaire pour l'opérer.

Lorsque les taillis, dans les riches sols, approchent de trente à trente-cinq ans, ils commencent à prendre une forte consistance; les dessous, c'est-à-dire, les arbrisseaux, morts-bois, & une partie des brins qui n'ont pu s'élever, sont, ou commencent à périr étoussés par le couvert épais de ceux dominants; mais il en reste encore beaucoup de tortus, faibles & malvenants, qui gênent la croissance de ceux-ci, & qui ne peuvent laisser d'espérance par leur conformation dissorme, parce que le grand nombre forme un obstacle à l'air de pouvoir y eirculer.

On propose donc d'ordonner que, dans toutes les parties de taillis qui seront désignées pour former des masses de futayes, qui pourront être nommées des bouquets, relativement à l'étendue des forêts, il sera fait, par forme de jardinage, la coupe de tous ces brins dutaillis, notamment des essences, autres que celles de chênes, comme inutiles & superflues; ces précautions réuniront plusieurs avantages.

1°. Les brins qui devront être conservés, c'est-àdire, ceux qui peuvent promettre de prospérer, acquéreront beaucoup plutôt une forte croissance, qui ne sera plus ralentie par ceux qui formaient un obstacle à leur progrès.

- 2°. L'air pouvant se répandre dans toute la masse, préparera aux brins conservés les qualités désirées de la force & du nerf, qu'ils acquéreront avec le temps, & deviendront des sutayes qui pourront être comparées en qualité à celles provenant des baliveaux sur les taillis.
- 3°. Lors des anciens établissements ou conservation de ces masses, on n'aidait point la nature par cette opération; on la laissait agir : il fallait un temps considérable pour que les arbres les plus forts fassent périr les plus faibles, & puissent s'emparer du terrein; ce qui non-seulement retardait d'un très-grand nombre d'années leur prospérité, mais les trois quarts au moins de ce taillis, objet considérable aujourd'hui, périssaient sans prosit, & l'on en tirera la valeur. Voilà ce qui arrivait avant que l'état des croissances ait pu saire déterminer un aménagement, ou un ordre de coupes réglées par un nombre d'années de révolution.

L'éclaircissement de ces taillis doit être fait graduellement lors du premier à l'âge indiqué: les agents de l'administration forestière doivent faire attention de ne pas trop découvrir la masse. Il faudra y conserver les brins de telle sorte qu'ils soient assez rapprochés pour s'arbriter respectivement, de manière à ne pas recevoir sur la tige le plein soleil, & que, par le peu de distance, ils puissent réunir des sorces ussil antes pour se soutenir contre la sorce des vents, il faudra aussi laisser les bordures pleines de la largeur au moins de dix pieds, pour rompre ou affaiblir
leur impétuosité. Cette première opération pourra
comprendre à-peu près la moitié du taillis le plus
faible, s'il est mélé de dissérentes espèces: dès-lors,
l'autre moitié conservée recevra l'air assez abondamment pour acquérir une forte croissance en grosseur &
élévation, ensemble les qualités désignées, & en
même temps tous les arbres s'assermiront dans le sol,
en raison des secousses qu'ils recevront.

Mais on ne doit pas vendre sur pied cette moitié de biens à couper, comme ceux des taillis ordinaires; l'objet est trop intéressant pour l'exposer; il faut prévoir les inconvénients qui pourraient détruire ou considérablement affaiblir cette premiere réserve. L'on n'ignore pas que les adjudicataires font exploiter pour leur compte ou revendent à des particuliers; les bûcherons sont à leurs ordres & dans leurs intérêts; tous ont celui de couper les plus beaux brins de valeur, quoiqu'ils soient désignés & marqués en réserve; & il est si facile de tromper & d'être trompé par des remplacements de mauvais brins, ou baliveaux défectueux, en place de ceux réservés, & d'y faire paraître des vestiges de marques, que, lors des récollements, les administrateurs jugent, sans plus grand examen, qu'il suffit que l'adjudicataire représente le nombre des réserves dont il est tenu, pour lui donner décharge, & souvent à l'inspection générale de l'exploitation. Les hommes forestiers ne douteront pas de la vérité de ces abus trop ordinaires, mais qui pourraient encore avoir lieu plus facilement dans les circonstances d'une réserve de cette nature & de cette importance.

Ces considérations doivent déterminer à prévenir cette avidité qui détruirait ces réserves, en ordonnant que ces éclaircissements, absolument nécessaires, seront faits par des bûcherons, qui n'auront aucun intérêt de couper d'autres brins que ceux blanchis par les gardes, & désignés par les administrateurs & sous leur surveillance; que tous ces brins coupés seront tirés de la masse, & transportés dans des places vaines & vagues à portée des chemins propres à la traite, pour être ensuite vendus en la manière ordinaire & accoutumée, déduction faite des frais d'abattage & de transport, que les marchands seront tenus de payer comptant comme frais d'adjudication.

Les personnes non versées dans la pratique des bois, pourraient considérer comme minutieux & pénible cette opération pour les agents; mais si l'on considère qu'un balivage ordinaire dans un taillis fourré est beaucoup plus pénible, & exige plus de soins & d'attention de leur part, pour bien espacer & juger les brins à réserver, on ne conservera pas cette idée; d'ailleurs il suffit que l'importance de cette mesure puisse assurer les moyens d'obtenir des arbres qui rempliront tous les besoins importans de la marine pour ne point hésiter.

Il est indispensable de prendre ces précautions, sinon il faudrait adandonner en pure perte les trois quarts du taillis de ces masses, qui y périraient sans profit, comme il est arrivé à celles existantes, & renoncer à en obtenir des bois qui aient les qualités requises.

Ce premier éclaircissement fait comme il est proposé, le second & dernier dans cette forme ne devra avoir lieu que trente ou quarante ans après, c'est-à-dire quand les principaux brins auront obtenu dans leur tige jusqu'au premières principales branches latérales, une élévation de 60 pieds ou environ, suivant qu'il sera constaté par une reconnaissance qui en sera faite par les Agents; alors il faudra faire couper d'après la décision qui interviendra sur leurs observations, les arbres qui gêneront la croissance des plus beaux; cette seconde vente pourra comprendre plus de moitié ou deux tiers de ceux réservés lors du premier éclaircissement, lesquels après l'abattage & le transport seront vendus & adjugés à l'enchère & donneront un fort produit.

Alors les souches & les racines se trouvant en plein air par le découvert de l'espace, étant dans l'âge de la force & de la vigueur, un nouveau taillis renaîtra, les arbres réservés auront pu acquérir un fort pivot ainsi que beaucoup de consistance dans les racines, pour résister aux essorts des vents & autres intempéries : de ce moment recevant le plein air, ils feront des progrès considérables en grosseur; on sera assûré qu'ils auront acquis le ners & les qualités désirées & exigées par l'esset de ces opérarions, qu'ils deviendront de la plus grande valeur,

& rempliront les vues pour lesquelles on aura pris ces soins.

L'aménagement de ces parties ne doit & ne peut être fixé, leur objet ayant pour destination de leur faire acquérir les plus fortes & les plus grandes dimensions, à l'effet de remplir l'important service de la marine. L'on ne doit point préjuger le terme qui leur sera nécessaire pour y parvenir, puisqu'il dépendra des différentes qualités des fols & des températures, qui sont plus-ou moins avantageuses aux croissances, conséquemment plus ou moins longues. Une détermination serait un arbitraire qui pourrait détruire les espérances des plus fortes constitutions de ces arbres précieux. Il est donc prudent d'attendre l'effet des progrès de la nature, pour ne point faire de méprise; d'ailleurs ces réserves ayant pour principal objet de remplir les besoins de la marine, leur exploitation leur sera soumise, ou en raison du tems où leur maturité l'exigera.

Quand au second taillis qui renaîtra après ce dernier éclaircissement, on le laissera parvenir à l'âge où l'on sera assuré d'y pouvoir faire une réserve des plus beaux brins, qui donneront les mêmes espérances que les premiers; &, lors de l'exploitation qui sera faite de ceux supersus & inutiles à conserver, l'on coupera aussi les arbres qui auront dépéri des premières réserves, & ainsi se succèderont & se perpétueront ces masses.

Sans ces mesures & ces précautions, on ne peut se promettre d'atteindre le but que l'on se propose. Des personnes pourraient peut-être observer que les chênes des plus grandes & des plus fortes dimensions, proviennent principalement des masses des futayes, & notamment ceux que nous tirons de l'étranger, qu'il est reconnu qu'ils n'ont pas les défauts dont on vient de parler, puisqu'ils ne sont point rebutés par les constructeurs.

Une simple observation doit suffire pour la réponse.

On a déjà fait connaître que les arbres provenant des masses existantes qui ont pris leur croissance sur les bordures, lisières & clairières, ayant reçu l'influence du grand air, étaient estimés comme bons & solides, & employés par les constructeurs; mais à cette exception près, la très-majeure partie ne peut servir que dans les parties des vaisseaux qui font continuellement dans l'eau, où ils se durcifsent. Ceux que l'on a tirés en grande quantité de l'empire de Russie, provenant des forêts du royaume de Casan, en Asie, sont aussi crûs en masse; mais ayant pris leur croissance dans un climat très-chaud, cette circonstance peut aisément faire juger qu'ils n'ont pas eu besoin des secours proposés pour nos climats froids & tempérés, & qu'ils acquièrent sans foins les qualités que nous ne pouvons obtenir que par les préparations qui viennent d'être indiquées.

Observations relatives à l'Exploitation des Futayes en masse de la première partie, & au repeuplement.

Les grandes forêts de Fontainebleau, Compiègne & autres, qui avaient, comme on l'a observé, pour objet principal, les agrements de la chasse du souverain, sont divisées en masse de futayes, dont des parties considérables ont acquis, depuis cent jusqu'à trois cents ans de recrute, & le surplus est en taillis de tout âge, qui étaient destinés à vieillir sans produit jusqu'à leur entière décrépitude.

On a observé à cet article qu'il était important d'aménager ces sorêts considérables comme toutes les autres nationales, suivant les dissérents sols, dont l'âge moyen doit être de 30 ou 35 ans, & de vendre toutes ces masses de sutayes, ensemble tous les taillis qui auraient acquis cet âge.

En fesant cette disposition dans la loi à rendre, il faudra aussi pourvoir au remplacement des parties de vieilles sutayes, dont les souches seront arrachées, soit par des sémis, soit par des plantations.

Cette dépense étant considérable, puisqu'on peut la considérer comme celle d'une forêt que l'on voudrait établir dans un nouveau terrein, mérite quelque attention avant de s'y décider.

Il faut d'abord observer que tous les taillis audessus de l'âge de trente à trente-cinq ans, sont nommés jeunes & demi-futayes jusqu'à cent, & qu'à cette époque, ils prennent la qualité de hautesfutayes, lesquelles hautes-futayes étant dans un sol même médiocre, font, après leur exploitation, sufceptibles d'une prompte régénération. La terre étant découverte reçoit le grand air; les pluies & le soleil la divisent, la ramolissent, & rendent à la végétation sa force & sa vigueur. On ne doit donc couper ces taillis qu'avec la réserve de trente baliveaux par demihectare; mais, dans le cas où il ne se trouverait pas d'anciennes futayes, saines & vives à pouvoir être conservées jusqu'à la révolution suivante, au nombre indiqué aux articles de la futaye-ordinaire, il faudrait y suppléer, en fesant la réserve en baliveaux au nombre de 54 par arpent, pour se trouver peuplé, après cette révolution, de la quantité proposée à cet article, ou proportionnément, pour completter ce nombre; ils réussiront plus sûrement dans ceux de l'âge de quatre-vingt à quatre-vingt-dix ans; ce qui dépendra encore de la qualité du terrein.

A l'égard de celles au-dessus de cent ans jusqu'à cent cinquante, assisses dans des bons terreins, l'on peut se dispenser de défricher les troncs & racines des sutayes de cet âge. On le répète, la caducité arrive plutôt ou plus tard, en raison des plus ou moins bonnes qualités du sol.

Il faut considérer que la nature a presque tout sait par les racines plus que par les sémences, pour la prompte & solide régénération; le chevelu de ces racines sont les moyens par lesquels la sêve est extraite de la terre & produit la croissance de l'arbre; le long tems pendant lequel l'espace a été privé de ceux d'activité, la fait paraître d'abord dans un état d'inertie, mais elle n'attend que le moment savorable de pouvoir se développer, & cette attente n'est pas ordinairement bien longue.

Pour se dispenser des dépenses considérables d'une plantation nouvelle dans l'emplacement d'une ancienne futaye de cet âge, il faut faire couper les racines à cinq ou six pieds de la souche, & dans terre, en observant de faire cette coupe nette & en bec de flûte, & qu'elles ne restent point découvertes à l'air: ce moyen abrège le tems de la reproduction, qui en est plus active. Mais quand on ne le ferait pas, le chevelu de ces racines étant très-vivace, sa tendance est toujours de donner sa production à l'extérieur. On peut reconnaître les effets de ce chevelu, & combien il est facile de l'aider pour se multiplier : faites un fossé, sur la fin de l'automne, le long de la rive d'un bois ou d'une plantation d'arbres; on rencontrera les racines où ce chevelu qui les garnit est très-multiplié; couvrez-les de trois ou quatre pouces de terre, &, au printems suivant, vous appercevrez les jets des pousses qui s'étendront sur la largeur de ce fossé, formeront de nouvelles racines & un nouveau bois. On sait que c'est un moyen de l'étendre & le multiplier, & pareillement avec les branches d'un jeune taillis, pour en garnir les places vides; pliez un brin de jeune chêne, ou autres espèces,

auquel vous ferez une entaille au pied pour le coucher, & enfoncez-le de deux à trois pouces en terre fur la longueur, vous ferez assuré que cette branche donnera de nouveaux jets au printems, qui se multiplieront par le développement des germes indiqués par les petits nœuds de la branche, dont une partie se forme en racines, & une autre en production extérieure: rien n'est donc plus facile que d'étendre & multiplier cette production par forme de marcotte.

Cette tendance des bois à se reproduire sans cesse, ne permet pas de croire légérement que le principe puisse en être éteint dans les arbres d'une vieille sur sur qui a encore ordinairement de la vigueur à cet âge de cent cinquante ans, au point de ne pouvoir espérer la reproduction d'un nouveau taillis, sans une nouvelle plantation ou sémis, parce que cette vigueur prouve que les racines ne sont point amorties.

On ne doit donc pas se décider légérement à faire arracher les racines de la souche des arbres, c'est-àdire, désricher: on a vu, il y a trente ans, couper une vieille sutaye chêne, de l'âge de cent cinquante ans, dans un terrein médiocre; il ne présentait, au printems suivant, qu'un extérieur aride, sinon quelques faibles jets de bois blancs, comme saules, massoles, tremble, bouleau, coudrier, épines, ronces, autres, qui s'emparèrent, l'année suivante, du terrein, par les semences qui y avaient été apportées par les vents; il se sorma un taillis de ces essences;

mais, dès la quatrième année, l'on appercevait à fleur de terre, au pied de ce taillis de bois blancs, des pousses de jeunes chênes; en creusant à l'entour & soulevant la surface de la terre pour connaître le principe de ces seuilles, on découvrit que c'était le chevelu des racines des vieux arbres de la suraye exploitée; comme ce jeune taillis s'élevait avec rapidité & formait un fourré épais, on le sit recéper à l'âge de sept ans; il donna de bons sagots: le terrein étant découvert, le chêne parut en abondance: il avait pris de la consistance quoique ombragé, & ils occupèrent à leur tour la moitié du terrein; ils s'élevèrent, devinrent sorts & vigoureux, & sormèrent un bon taillis: après la coupe suivante, les trois quarts se trouveront de cette essence.

Ces observations ont pour objet de prévenir qu'il peut paraître intéressant à l'égard des terreins occupés par des masses de futayes des âges depuis cent à cent cinquante ans, qu'avant d'ordonner le défrichement, il faut y surseoir pendant quatre à cinq ans. On examinera alors si la force & la vivacité des racines annoncent une espérance de reproduction, ou n'en laissent aucune : si elles en laissent, cela évitera de grandes dépenses, & l'on sera beaucoup plus assuré, après la seconde coupe, d'obtenir un taillis plus fort & plus garni que celui d'une nouvelle plantation. L'on pourrait encore, lors de l'exploitation de ces futayes en masse, en conserver quelques brins les moins avancés & les plus vifs pour baliveaux: l'on en a vu nombre réussir & grossir. Cette réserve ne peut nuire

nuire à la recrute, ni y porter aucun préjudice. Elle fait, au contraire, l'ornement du taillis, la production des semences, & l'espérance d'un produit à la révolution suivante; mais il faudrait une disposition d'exception de ces parties.

A l'égard des masses de ces futayes qui ont acquis plus de cent cinquante ans, il est rare qu'elles puissent reproduire l'essence chêne; les principes vivisiants sont communément éteints à ces âges avancés, mais toujours plutôt ou plus tard, selon les qualités du sol.

Il faut d'ailleurs considérer que quand on établit une nouvelle plantation ou sémis après un labourage, ce qui est très-dispendieux, l'on est d'abord incertain de la réussite, à cause des variations des saisons, & qu'une gelée du printems peut détruire en grande partie; il faut souvent, pendant trois ou quatre ans, repiquer les parties vides, & seulement quatre ou cinq ans après, il devient nécessaire de la recéper, pour faire pivoter & multiplier les brins par les racines, ce qui absorbe un nombre d'années avant d'être afsuré du succès, tandis qu'une reproduction par les racines d'un ancien taillis ou futaye, est beaucoup plus forte & moins longue. Il paraît donc prudent & avantageux d'attendre l'effet du développement des moyens de la nature dans toutes les parties de masse de futayes que l'on exploitera.

Dispositions proposées à faire relativement à l'ordre qu'il convient d'établir pour la bonne tenue des forêts.

Le premier objet est d'en faire reconnaître les bornes & les limites avec tous les propriétaires voisins.

Le second, de faire constater la contenance de chaque forêt & des parties dépendantes.

Le troisième est leur division en triage, & les triages en coupes réglées & annuelles.

Le quatrième est la division de chaque coupe de taillis à établir par des lissères ou cordons qui se perpétueront & croîtront en futayes.

Le cinquième est la carte générale géométrique de chaque forêt, ou plans qui les représenteront, avec leurs limites, bornes, fossés, cordons de leurs divisions en coupes réglées.

Le sixième est la suppression des arpentages & réarpentages de chaque exploitation après les divisions établies.

PREMIER OBJET.

Reconnaissance des limites des forêts.

Il faut d'abord faire procéder à cette vérification à commencer par celles de l'ancien domaine, qui ont

été déterminées par des bornes & fossés anciens; il ne sera question que d'appeler les propriétaires voisins & riverains, & recoller avec eux les anciens procès-verbaux, plans & cartes géométriques, & juger si elles sont suffisantes, sinon ordonner qu'il en sera planté de nouvelles aux frais de qui il appartiendra suivant la loi.

SECOND OBJET.

Contenance des Forêts.

Toutes les forêts de l'ancien domaine ont été plusieurs fois arpentées & réarpentées; les actes qui constatent ces opérations doivent se trouver dans les gresses des ci-devant maîtrises, dans le dépôt des résormations des grands maîtres, ou dans celui général à Paris, ainsi que les procès-verbaux, plans & cartes desdites forêts, & de celles de tous les gens de main-morte. Il paraît convenir, avant d'ordonner un nouvel arpentage de chaque forêt & des parties qui y sont adjointes, de vérisser combien il a été exploité d'arpens pendant leur révolution entière, & si la dissérence (car il y en aura une) n'est pas considérable, il deviendrait supersu & sans objet d'utilité d'en faire faire un nouveau, ce serait une grande dépense inutile & infructueuse.

A l'égard des bois réunis au domaine de la République par la suppression des gens de main morte, l'on doit trouver, dans les mêmes dépôts, les actes d'arpentage & cartes qui en ont été dressés : il y aura à faire les mêmes vérifications, tant de l'abornement que de l'ancien arpentage, avant d'en ordonner de nouveaux.

Ce qui concerne les bois & forêts confisqués sur les émigrés, présente plus de difficultés; l'on peut cependant trouver dans leurs archives & dans les papiers des régisseurs pareils renseignemens; mais dans le doute, en ordonnant la vérification des limites, on procéderait de suite aux abornemens & arpentages dans la même forme.

TROISIÈME OBJET.

Division des Coupes.

Après les deux premiers remplis, les arpenteurs procéderont à la division de chaque forêt en canton ou triage & par coupe annuelle, en autant de parties égales que l'aménagement en aura déterminées, pour être exploitées de suite en suite & sans interruption, dans chaque division ou triage.

QUATRIÈME OBJET.

De la Division de chaque coupe annuelle à établir par des lisières ou cordons pour croître en sutayes.

Cette partie importante mérite l'attention des législateurs.

L'expérience ancienne & moderne a appris combien font variables les opérations des arpenteurs : chargés de mesurer le même terrein, presque aucun ne sont d'accord entre eux, parce que souvent ils n'ont ni les mêmes règles, ni les mêmes principes pour les diriger, notamment dans les terreins inclinés, pris d'après leur superficie, ou d'après leur base : les uns opèrent par développement & d'autres par cultellation, instrument universel; ces deux méthodes présentent de grandes dissérences, indépendamment des inexactitudes; ce que l'on remarque dans les comparaisons des arpentages & réarpentages, & ces incertitudes sont presque toujours très-préjudiciables aux propriétaires.

Il est certain que l'opération par le développement, est la seule qui doit être adoptée & prise pour règle générale dans tous les arpentages, d'après le jugement des plus grands géomètres, & la décision de l'académie des sciences sur des contestations de ce genre, qui lui ont été soumises, & par un mémoire où les deux systèmes sont discutés par le citoyen Dralet, secrétaire de la société d'agriculture du département du Gers, à Auch, adressé au gouvernement, lequel porte à la démonstration les grands inconvenients du système par cultellation, qui paraissent devoir provoquer une loi importanre & unisorme sur cette matière.

Pour éviter ces variations & établir un ordre immuable, de grands propriétaires de forêts ont fait conserver entre chaque division de coupe, des cordons ou lisières de taillis, pour croître en sutayes & y être conservés à perpétuité, en les renouvelant successivement & à mesure de leur dépérissement, & par parties.

Il est de ces forêts qui sont divisées par tranchées de 12 à 15 pieds de large, qu'il faut entretenir continuellement, ce qui présente d'abord une perte de terrein considérable, relativement à leur étendue; &, au lieu d'en tirer un produit, il faut faire une dépense pour maintenir cette privation. D'autres sont divisées par des bornes en pierre & des fossés à l'extrémité de chaque ligne & tranchée, les fossés se remplissent, souvent il arrive que les bornes sont cassées & emportées par les voituriers & charretiers, sur-tout dans les contrées où la pierre de taille est rare; ensorte que souvent il se présente des incertitudes & des embarras pour reconnaître l'exacte division, d'où naissent beaucoup d'abus & la nécessité d'appeler un arpenteur.

L'établissement des lisières & cordons séparatifs de chaque vente annuelle, prévient ces abus & réunit plusieurs avantages.

D'abord on ne perd le produit d'aucunes parties de terrein, au contraire les cordons conservés croiffant en sutayes, peuvent sournir des secours à la marine, selon les qualités du sol, & notamment des courbes, qui sont rares & d'un emploi important dans les constructions des vaisseaux.

Il paraît donc du plus grand avantage d'établir ces divisions de coupes annuelles dans toutes les forêts nationales, par le moyen de ces cordons de taillis à réserver pour les séparer respectivement.

Mais quel doit être le mode & la règle à établir pour ne point nuire à la recrute des taillis?

Une trop forte largeur y coopérerait certainement par son ombrage épais, l'expérience des anciens cordons que l'on avait laissé croître pendant plus d'un siècle, en fait la preuve; ils ont été supprimés pour cette raison dans dissérentes forêts; cependant cette mesure est trop importante pour l'abandonner, & il paraît facile de remédier à la majeure partie de ces inconvenients.

On pourrait déterminer leur largeur à 4 ou 5 mètres, ou 12 à 15 pieds sur toute la ligne, avec une petite laye d'un mètre ou 3 pieds de chaque côté, qui serait entretenue par les gardes pour en faire la division d'avec les assiètes voisines, laquelle servirait à prévenir les anticipations, lors de l'abattis de ces assiètes.

Lorsque ces cordons auront acquis un âge double de la révolution, il conviendrait ordonner qu'il y sera fait, lors des ventes voisines, le martelage & le blanchis des brins inutiles à conserver, pour être vendus séparément, & réserver tous les arbres d'espérance, ainsi que ceux nécessaires à les entretenir; alors l'air ayant une libre circulation, les taillis des coupes voisines ne seront point trop ombragés, & tout prospérera; il renaîtra un nouveau taillis dans les parties coupées, qui entretiendra toujours le cordon bien garni, & aux révolutions suivantes, les arbres qui

avaient été réservés, pourront aussi être exploités, & ainsi se renouvelleront & se perpétueront ces cordons, ce qui ne peut laisser aucun doute sur la solidité de ces mesures, reconnues d'ailleurs par l'expérience; toutes autres paraîtraient superflues, inutiles & coûteuses.

CINQUIÈME OBJET

Est la Carte générale géométrique de chaque Forêt ou Plan, qui les représenteront avec leurs' Limites, Bornes, Fossés & Cordons de leurs divisions en coupe réglée.

Les arpenteurs devront être chargés par une inftruction particulière de la commission qui sera, ou qui pourra être décrétée, de ce qu'ils seront tenus de faire & d'observer, lors des visites & reconnaissances des abornements de chaque forêt & de leurs divisions en coupe annuelle & réglée, suivant qu'il sera établi par l'aménagement; il conviendra d'ordonner que ces arpenteurs seront obligés d'indiquer & de tracer distinctement sur leurs plans ou cartes géométriques, qui seront uniformes pour toutes les sorêts, relativement au format; d'abord les distances d'une borne à l'autre, ou sossés rensermant la propriété, la longueur, largeur & prosondeur de ces sossés, par le nombre de décimètre, centimètre & miliomètre; ensemble l'indication des tenants & abou-

tissants auxdites forêts; la mesure de l'étendue de chaque cordon, ainsi que des lignes tirées pour l'opération de l'arpentage, régulières & irrégulières, & que le tout sera figuré sur ladite carte; ensemble les places, vaines, vagues, friches & grandes clairières, avec l'indication de ce que chacune de ces parties contient; & pour completter cette ordre, qu'il sera fait une échelle pour servir à la vérification des distances indiquées, & y sera joint un état de toutes les mesures & de tous les objets pour servir d'intelligence auxdites cartes, & par numéros indicatifs pour pouvoir être vérifié dans tous les tems. Au moyen de ces précautions, il sera toujours facile de trouver les points de division de chaque assiète, quand même les cordons séparatifs pourraient disparaître; ainsi ces mesures préviendront tous les inconvénients que l'on pourrrait supposer.

Ces cordons formeront une très-belle décoration aux forêts, ce sera réunir l'agréable à l'utile.

SIXIÈME OBJET.

De la suppression des Arpentages, & d'Arpentages de chaque Exploitation après cette division établie

Lorsque les forêts seront abornées, amenagées & divisées en triage & en coupes réglées avec des cordons, ainsi qu'il est proposé, le ministère des arpenteurs à cet égard deviendra absolument inutile;

l'on ne sera plus exposé aux variations perpétuelles de leurs opérations; on vendra les coupes comme elles se contiennent & se comportent, sans parsournissement de mesure, vendant plus ou moins, si plus ou moins il y a, entre leurs cordons, qui en seront la division. Les frais considérables d'arpentage de chaque assiète annuelle, se trouvant supprimés de droit, formeront une économie qui mérite attention.

On estime le nombre des forêts & bois nationaux se porter à environ six millions de demi-hectares (le ci-devant arpent), ou trois cent huit millions d'ares environ; en les supposant aménagés seulement à trente ans de recrute, il y en aura une grande partie qui pourra l'être à moins, cette quantité produira une coupe annuelle de deux cent mille demi-hectares ou arpents.

Les salaires de l'arpenteur & du réarpenteur au récollement des ventes, ainsi que les frais de plans ou cartes géométriques de chaque assiète, se portent & se porteraient au moins pour les deux, à quatre francs par demi hectare, ce qui forme une dépense annuelle économisée de huit cent mille francs, & pendant une révolution de trente ans, de vingt-quatre millions.

Les adjudicataires sont ordinairement chargés de ces frais, ce qui peut encore avoir des inconvénients & des abus; mais ils savent certainement en faire une déduction dans le prix de leurs offres & de leurs enchères, & les ventes en seront augmentées,

proportionnément; ce sera cependant encore le plus petit avantage que l'on retirera du produit, & de la vente de ces cordons, qui auront été le moyen de cette suppression, laquelle doublera au moins cette économie.

Dispositions nécessaires pour préparer les bases & la confection des aménagements, & par provision établir l'ordre des coupes.

On a vu que, pour parvenir à former le réglément de 1669, on ne s'était occupé que de la police de l'administration des forêts & des dispositions coercitives, & que l'on y avait employé huit années; mais aujourd'hui l'objet capital est la réformation du régime actuel, & d'établir par une loi des règles tirées des principes qui doivent opérer ces grandes améliorations dont on ne peut douter, étant certain qu'il n'est point de nature de biens qui en soit plus susceptible, aux yeux de ceux qui ont fait une étude de cette partie, ainsi qu'il est observé dans cet opuscule.

L'importance de cet objet exige comme dans toutes les grandes opérations, l'établissement d'une commission centrale, qui ne soit occupée que des moyens de direction, d'ordre & des instructions méthodiques & régulières pour parvenir à la confection desdits aménagements qu'elle dirigera, & qui comprendront tous les anciens & nouveaux bois nationaux,

ainsi que ceux des pays conquis; ce qui nécessitera un tems considérable & de très-grands détails pour y parvenir.

Le comité qui s'occupe présentement du code général des forêts, réunit beaucoup de connaissance dans cette partie, il considérera dans sa sagesse les moyens les plus convenables à proposer à cet égard, & jugera combien il est essentiel de déterminer & fixer dans la loi à rendre, les bases & les règles principales de l'aménagement qui en feront le sondement, pour prévenir les variations des opinions, qui renverseraient les mesures les plus réstéchies & les mieux calculées, si elles étaient laissées à l'arbitraire.

Celles principales propofées sont:

- 1°. Le minimum & le maximum des dissérents âges où les taillis devront être aménagés dans toutes les forêts estimés par le minimum devoir être depuis 10, 15, 20, 25, 30 & 35 ans, & le maximum jusqu'à 60 & 70 ans, par où l'âge moyen se trouve déterminé à 30 & 35 ans, qui devra être le plus général ainsi qu'il est observé.
- 2°. La réserve uniforme du nombre des baliveaux dans tous les taillis, à raison de trente par demihectare, à quel âge la coupe peut en être déterminée.
- 3°. Celle des arbres futayes, vieilles écorces, anciens & modernes, au nombre de vingt-quatre, aussi par demi-hectare, dans l'ordre & les qualités indi-

- quées, & comment ce nombre doit être suppléé par l'augmentation du nombre de baliveaux.
- 4°. Déterminer par un article précis l'indication & l'ordre de ce qui doit être vendu & coupé de futayes sur l'exploitation des taillis, après la réserve faite, ainsi qu'il est énoncé & proposé, parce que cet ordre ne peut, ou ne doit être changé, après même l'aménagement consommé, comme étant une règle invariable prise dans la nature des convenances, pour le régime avantageux de toutes les forêts, fauf lors desdits aménagements, à être indiqué selon les sols & les essences, le plus ou le moins d'arbres qui devront être alors exploités; ce qui ne pourra être que quelques exceptions déterminées par des circonstances rares de localité, & comme il est pressant d'établir cet ordre, & que le travail, pour parvenir à la confection desdits aménagements, peut être long, il est important que provisoirement il soit ordonné, & que dès ce moment il reçoive son exécution.
- 5°. Pour pouvoir parvenir, avec discernement, à faire un choix avantageux des réserves, connaître leur valeur, leurs beautés & leurs désectuosités, & prévenir les méprises fréquentes qu'il est presque impossible d'éviter dans un taillis sourré, ou bien peuplé, & pareillement la valeur des arbres qui seront désignés à vendre, il nous paraît certain que la division de la vente, du taillis, de celle de la sutaye, est d'une absolue nécessité; & si elle n'était point ordonnée, ainsi qu'il est proposé, l'on manquérait l'un des plus importans moyens d'enrichir & améliorer

les forêts, & celui d'en augmenter considérablement le produit.

- 6°. Que, dans toutes les forêts, il sera fait une reconnaissance exacte des sols de la première qualité en bonté, qui pourront s'y trouver, peuplés en essence de chênes ou y dominant, pour être destinés à croître en sutayes, dirigées & soignées ainsi qu'il est proposé, & ensuite déclarés spécialement affectés à l'emploi des besoins de la marine.
- 7°. L'établissement des cordons de taillis dans toutes les forêts, pour être conservés à perpétuité par un renouvellement successif, & former la séparation d'abord des triages, qui sont la division de différens cantons d'une grande forêt, & celle de chaque assiète ou coupe de chacun de ces triages, d'où naîtra une grande économie, par la suppression des arpentage & réarpentage annuels, & encore un plus grand avantage résultant du produit de ces cordons, indépendamment des ressources qu'ils pourront procurer à la marine.
- 8°. En ordonnant, à l'égard des forêts de Fontainebleau, Compiègne, & autres des anciennes capitaineries des chasses, que toutes les masses de futayes, ainsi que les taillis excédant l'âge de trente à trentecinq ans, seront exploités, & qu'à l'égard de celles dont l'âge excède cent ans, avant d'ordonner que les souches & racines seront extirpées & le terrein repeuplé par de nouveaux sémis ou plantation, il paraît qu'il est intéressant de surseoir, pendant six années, à cette grande dépense, jusqu'à celles qui

auront acquis cent cinquante ans & plus, & qui se trouveront assisses dans un bon sol, par la grande espérance qu'elle pourront encore reproduire un bon taillis par leurs racines, ainsi qu'il a été observé. Cette économie sera très-considérable, sans préjudicier à la propriété.

9°. L'organisation de cette commission d'aménagement, avec tous les moyens de se procurer tous les éclaircissemens nécessaires dans chaque département, & les attributions qui conviendront à cet esset, circonstances & dépendances.

Idée des Instructions préalables que devra se procurer la Commission d'aménagement, concernant le fond des forêts.

- 1°. Constater, par une reconnaissance, la nature & les différentes qualités des sols dont sont composés les différents bois & sorêts, leur climat & température, par approximation du nombre de demi-hectare, en bons, médiocres & mauvais;
- 2°. Les différentes qualités, nature & espèces des essences dont les dites forêts se trouvent peuplées, avec estimation des quantités par apperçu du nombre de demi-hectare, de chaque espèce dominante, soit moitié, quart, tiers, sixième; &c.
- 3°. A quel âge, par l'aménagement actuel, a été déterminée l'exploitation ou coupe réglée & annuelle;

4°. Quel a été le nombre de baliveaux qui a dû être réservé par demi-hectare, d'après l'ordre établi ou qui l'a été effectivement, en quelle espèce ou essence cette réserve a été faite, & la quotité de chacune par apperçu, si les procès-verbaux de balivage ne la déterminaient pas;

o. Combien il a été réservé de chênes & autres espèces, dites vieilles écorces, anciennes & modernes, lors des dernières coupes du taillis, avec leurs dissérents âges & leurs qualités, aussi par demi-hectare: les procès-verbaux qui contiennent les réserves devraient relater ce nombre ainsi que ceux du récollement, sinon en donner une estimation;

6°. Jusqu'à quelle hauteur se trouve élevé & peut, par des comparaisons, s'élever le taillis, notamment celui de chêne, dans chacune des qualités de sols ci-dessus désignés, à commencer par l'âge de dix, quinze, vingt, vingt-cinq, trente, trente-cinq, quarante ans & plus, avec les dissérences de ces élévations progressives & comparatives, &, selon ces qualités, quel est le terme moyen des croissances dans les parties mêlées des dissérentes espèces, & quelles sont celles qui y dominent;

7°. Comme c'est de la force & de l'élévation du baliveau réservé à ces dissérens âges que dépendra l'espérance d'en obtenir des futayes de fortes & grandes dimensions pour l'emploi de toute espèce de construction, & notamment des bâtiments de la marine de seconde classe, il est nécessaire de constater particulièrement combien, à chacun de ces

âges, la tige des plus beaux brins, prise depuis la naissance de la souche jusqu'à la principale branche latérale, a communément de pieds de hauteur, & peut en acquérir, en retardant l'exploitation de quelques années, si touresois la qualité du sol peut assurer des progrès par cette attente;

- 8°. Constater pareillement jusqu'à quel âge, par le nombre de révolutions de coupes du taillis, les plus anciens chênes, dans les meilleurs fonds de chaque partie, prennent de la croissance & peuvent se conserver viss; quel est celui de leur décrépitude ou retour, faire pareilles observations dans ceux médiocres & de moindre qualité.
- 9°. Il faudra reconnaître, avec attention, les parties des forêts dont les sols sont les plus riches & les plus propres à y faire les réserves de taillis indiqués pour croître en masse de futayes, à l'effet de préparer & assurer les ressources précieuses des arbres des plus fortes dimensions pour les constructions des vaisseaux de ligne de première classe, avec indication de ces parties par le nombre d'arpents de ces terreins privilégiés.

On peut juger, par cet extrait de premiers éclaircissements, qu'ils pourront conduire à connaître l'espérance productive des forêts, par les qualités du fond & des essences, & que ce sera par les rapprochements & la combinaison des saits & des circonstances, que sortiront les règles & l'ordre qu'il conviendra d'adopter pour chaque partie; mais il en faudra beaucoup d'autres, plus détaillées, plus précises & plus définies sur toutes les parties, en telle sorte qu'elles puissent être appliquées avec discernement aux dissérentes considérations de leur état. & position.

Observations concernant les Bois & Forêts de la Flandre, de la Belgique & des Pays conquis dans ces contrées jusqu'au Rhin, relativement aux bois de construction pour la Marine.

La nature a favorisé ces pays d'un sol riche, meuble & végétal. Il annonce, par ces qualités du premier ordre, que les bois & forêts doivent y avoir une croissance très-sorte & très-hâtive, ce dont il n'est pas permis de douter pour ceux mêmes qui n'en ont pas vu l'esset, parce que par-tout où les bois, notamment l'essence de chêne, peuvent facilement pivoter, étendre & multiplier leurs racines, ils acquièrent, par l'abondance de la sêve, de belles & fortes proportions, & l'on peut en concevoir les plus grandes espérances.

Dans ces contrées très-précieuses pour l'agriculture, & qui sont situées au nord de la France dont elles font aujourd'hui partie, l'on n'y a conservé que peu de grandes sorêts: le bois pour le chaussage y est suppléé par le charbon de terre, la houille & la tourbe, que l'on y trouve en abondance.

Les taillis dans ces fonds riches s'exploitent ou se coupent aux âges depuis huit jusqu'à quinze ans : l'emploi s'en fait particulièrement en gaules & perches nécessaires à la culture du houblon, pour brasser la bierre, dont la consommation est très-considérable, & ce taillis, quoique peu âgé, y est d'un grand produit, par rapport aux besoins multipliés de cet emploi.

On y réserve des baliveaux qui croissent en sutayes; mais la tige ne peut en être que proportionnée à la hauteur qu'elle avait lors de la réserve, à moins que ces baliveaux ne se trouvent arbrités, soit par leur nombre, soit par les anciennes sutayes. Ces arbres sont seulement propres aux constructions des bâtimens ordinaires.

On ne connaît pas, dans ces contrées, de réserves en masse de futayes, ni même de taillis, dont la coupe soit retardée jusqu'aux âges de trente & quarante ans; les baliveaux formeraient alors des sutayes de grandes dimensions.

Les anciens souverains de ces contrées n'avaient qu'une petite marine marchande dans les ports d'Ostende, Nieuport & Anvers, qui n'exigeaient point ceux nécessaires aux fortes constructions. Leurs forêts étaient exploitées aux âges convenables, & ils en tiraient un fort produit, qui se renouvelait plus souvent.

Aujourd'hui, an 8, la République se trouve dans des circonstances bien dissérentes. Un des objets les plus importans pour elle, est de préparer de grandes ressources pour sa marine, & elle ne peut le faire plus avantageusement que dans la Belgique & la Flandre, pays bordés par la mer océane. Il sera nécessaire d'établir un nouvel aménagement des bois & sorêts, pour assûrer ce service : cette proximité des ports, où tout se transporte facilement par de nombreux canaux, & avec peu de dépense, réunit tous les avantages : la prompte croissance de ees bois & leurs bonnes qualités sont des considérations qui doivent déterminer le gouvernement à faire reconnaître, par des personnes versées dans les connaissances de cette partie, tous les avantages que présentent ces nouvelles propriétés de la République.

Supplément & Observations abrégées sur quelques dispositions des Projets qui forment l'ensemble du Code forestier rendu public dans le mois de Floréal an 7.

L'auteur du précis avait communiqué au rapporteur de la commission le mémoire qu'il avait sourni dès l'an 3 au comité des sinances, & pareillement des observations sur dissérents projets de dispositions, qui auraient pu donner quelques éclaircissements sur des parties importantes de la formation de ce projet de code; mais s'étant apperçu que les bases & les principes dans ses dispositions, n'avaient point été entendue, peut-être saute d'explications suffisantes, il s'était déterminé dans ce précis à refondre, corriger & augmenter ce mémoire, & à le rendre public, lorsque ce code allait être imprimé, ce qui a fait surseoir jusqu'à présent, pour y ajouter ce supplément.

On aurait désiré pouvoir se dispenser de donner des réflexions sur différentes dispositions de ce projet; mais étant intimement liées à l'aménagement, comme les parties le sont au tout, l'importance de la matière nous a déterminé à faire les observations suivantes sur des articles qui nous ont paru au moins contraster avec les bases & les principes mêmes développés dans le rapport général qui précède, qui sont d'ailleurs opposées & contradictoires dans plusieurs parties importantes, avec le mode & les règles d'exécution de ces principes qui sont traités dans le précis, & à franchir sur les idées de soupçons, que l'on pourrait y voir un esprit de critique qui serait certainement très-déplacé, sur-tout dans cette matière qui est susceptible de conceptions si dissérentes, en raison des connaissances pratiques acquises, qui contredisent si souvent l'opinion de la simple théorie, ne pouvant avoir d'autres vues que celles des législateurs mêmes, de coopérer autant qu'il est en nous au bien général que doit produire ce code.

Sur le premier Projet de résolution aménagement, page 64.

Par l'article Ier. il sera procédé à l'aménagement

de toutes les forêts nationales non aménagées dans cinq années.

Par l'article 2 pareillement à la révision des aménagements existant dans le même espace de tems.

Pour parvenir à l'aménagement, il sera formé une commission de trois membres & d'un secrétaire.

Par l'article 7 cette commission d'aménagement doit terminer son travail dans cinq années, & ce délai expiré, elle sera dissoute.

Plufieurs confidérations paraissent devoir faire juger qu'il est impossible que cette opération qui embrasse un travail & des détails immenses, suivant le rapport même, puisse être exécutée dans ce court délai, quelqu'activité que puisse y mettre les membres de cette commission, parce que, indépendamment du travail principal, c'est-à-dire de la confection du projet de chaque partie d'aménagement, il ne dépendra pas de leurs soins personnels d'activer & d'accélérer les grands travaux préparatoires des commissions qui seront nommées pour constater préalablement l'état de tous les bois & forêts compris dans les 250 arrondissements, & si l'on fait attention que l'on y a joint celles des communes qui, avec celles nationales, donnent un apperçu de 4,244,343 hectares, 8,488,636 demi-hectares ou arpents environ, disséminés dans l'étendue du territoire de la république, il paraît qu'indépendamment de cette grande masse, les parties de bois tenues à titre d'engagement, d'échange non consommé, d'usufruit, d'indivision, de grûrie, grairie, ségrairie, &c. n'y sont point

compris; cette immensité pourra donner une idés de ce travail préalable, qui consistera principalement à constater la nature des divers sols de chaque partie de forêts, des essences dont elles sont composées, & beaucoup d'autres instructions nécessaires, dont on a donné une esquisse dans le précis, & si l'on considère qu'il fut employé, pour préparer le réglément de 1669, huit années, où cependant il n'était question que de formes, & de déterminer une loi d'ordre de police & d'administration, & de fixer des peines coercitives, l'on pourra se persuader facilement que ce travail qui se rédigeait dans le cabinet ne peut être comparé à celui de l'examen préparatoire du fond de toutes les parties de nos forêts, pour 'ensuite déterminer l'aménagement qui conviendra à chacune, ce qui certainement ne peut s'exécuter dans le court espace du tems déterminé, lequel se trouvera, à-peu-près, absorbé pour pouvoir faire la réunion des matériaux indispensablement nécessaires pour faire une bonne opération.

Le motif que l'on donne à ce court délai de cinq ans, est l'abus que pourrait faire la commission de prolonger son existence en négligeant ses travaux; mais si cette crainte était fondée, il en est une autre qui serait peut être plus préjudiciable à l'accomplissement des aménagements, ce délai de cinq ans expiré, cette commission sera dissoute suivant les lois proposées, quand ce sera probablement le tems, où elle aura pu atteindre le milieu de ses travaux, alors l'esprit de système pourra proposer un nouvel ordre de

choses malgré le témoignage même du ministre, que la confection n'a pu s'en faire dans un tems insussifiant, & l'on peut considérer que les effets de cette dissolution seraient peut-être irréparables pour la régénération des forêts, on passerait successivement de nouveaux projets en d'autres projets, & de systèmes en systèmes.

Les membres de cette commission après que cet important travail sera achevé, ne devront pas craindre de perdre leur place; étant très-instruit sur cette matière, ils auront au contraire l'espérance sondée d'être employés par les consuls ou par le ministre, pour l'exécution des régléments & la direction supérieure de l'administration, par suite des connaissances particulières qu'ils auront acquises, & ils n'auront pas sous ce point de vue, d'intérêt de prolonger le travail définitif de l'aménagement.

On peut aussi considérer que les membres de cette commission, au nombre de trois, peuvent paraître insussifiants pour pouvoir surveiller & diriger avec toute l'attention que la matière exige, le grand détail du travail des bureaux qui seront établis; préparer & soigner les instructions des opérations préalables, & la confection de chaque aménagement; tous les renseignements, pièces & titres étant rassemblés, la division devra s'en faire entr'eux, pour ensuite être discutés en commun, & à l'esset d'activer cette partie, il conviendra qu'ils sussent au nombre de cinq, sinon ils seront forcés de s'en rapporter à des chess de division.

Par ledit article Ier. il est dit qu'il sera procédé à l'aménagement de toutes les forêts nationales, non aménagées, qui ne sont pas susceptibles d'être aliénées, déterminées dans les dispositions de l'art. 3.

Et par l'article 2 qu'il sera aussi procédé à la révision des aménagements existants, & qu'ils seront résormés s'il y a lieu; mais il n'y sera apporté aucuns changements, avant que les opérations prescrites par l'article I^{er}. soient consommées.

OBSERVATIONS.

Il n'est point de forêt de l'ancien domaine, ni de celles y réunies, de quelles classes elles puissent être, où il n'ait été établi un ordre quelconque de coupe réglé; mais il faut considérer que l'aménagement est formé de deux parties principales, qui sont distinguées par leur nature & leur objet.

Le premier est l'âge auquel il convient de déterminer la coupe des taillis, selon les qualités des sols, des essences, du besoin des localités & du commerce.

Le second est le nombre & qualités des réserves, tant en baliveaux qu'en sutayes, de dissérents âges qu'il convient aussi sixer par demi-hectare ou arpent.

Ces deux parties présentent des dissérences importantes qui les divisent & les distinguent.

A l'égard de la première, l'on ne peut mettre en doute qu'il ne fût nécessaire d'examiner les différentes

qualités des sols, auparavant de pouvoir déterminer un bon ordre d'aménagement selon leurs diversités, & enfixer la coupe des taillis aux âges qui seront le plus avantageux pour leur produit, & l'espérance d'en obtenir de belles surayes par le balivage, le sursis, portés dans les deux articles, est consorme aux principes.

Mais à l'égard de la seconde partie de l'aménagement, concernant le nombre des réserves, tant en baliveaux qu'en sutayes de dissérents âges qu'il convient faire, les règles qui doivent le déterminer ne sont point tirées des sols, mais de l'espace que contient le demi-hectare (ou arpent) qui permet la quantité & l'ordre proposé, ainsi qu'il est établi dans cet écrit aux articles qui concernent cette partie. Cette détermination est donc indépendante de toutes visites préalables.

Le repeuplement des forêts en futayes doit paraître d'ailleurs aussi urgent qu'il est important, d'après le peu de réserves au moins présumé qui y ont été saites dans les parties où l'on s'est conformé au réglément de 1669, qui n'en a ordonné qu'une de dix baliveaux par arpent dans les grands taillis, où devrait être déterminé le plus grand nombre; & seize dans les petits, exploités à dix ans & au dessous, qui sont à cet âge sans valeur, au lieu de trente, qui aurait dû être fixé.

Cependant, ce grand améliorissement se trouverait disséré par le sursis de toutes les parties de l'aménagement proposé par ces deux articles; mais ce n'a été

& n'a pu être l'intention, d'après les bases & les principes du rapport, ni même par les dispositions.

En effet, par l'article 22, il a été proposé d'ordonner que la réserve, dans tous les cas de la détermination de l'aménagement, ne pourra être au-dessous, par hectare (deux arpens), de soixante baliveaux de l'âge du taillis, de vingt modernes, réservés lors de l'exploitation immédiate précédente, de douze anciens ou baliveaux réservés lors de l'avant-dernière exploitation, & de huit vieilles écorces ou arbres réservés à plus de trois périodes.

Dès-lors que dans tous les cas l'aménagement de cette partie, est fixé & déterminé, & qu'il ne peutêtre changé dans ses proportions, il est évident qu'il ne doit point être prononcé d'ajournement; mais qu'il est, au contraire, très-important d'ordonner que dès à présent, comme pour l'avenir, ce nombre de réserves sera fait & exécuté dans toutes les sorêts, à compter du jour que la loi sera rendue, étant l'un des plus intéressant objet de leur améliorissement, un retard de cinq ans simplement supposé, pourra se porter à plus de dix, & ce retard serait irréparable.

Il faut aussi observer qu'il n'est pas moins pressant de fixer, dès à présent, l'ordre qu'il convient d'observer dans les ventes assiètes, martelages & réserves ordonnées, parce que, pareillement, cet ordre ne peut dépendre des visites préalables, ni être changé par l'aménagement définitif, sauf quelques exceptions rares & indiquées dans le précis; ces règles étant la direction invariable d'une administration éclairée, il

est instant de ne point dissérer, tout sursis, aussi à cet égard, serait très-préjudiciable aux produits & à l'économie des forêts.

Voyez les observations ci-après sur le titre premier de l'assiète balivage & martelage, & sur l'article 7 dudit article.

Par les articles 20, 21 & 22, il est laissé au jugement de la commission, la détermination de l'adoption du système des sutayes en masse, ou de celui des sutayes sur taillis, qu'il paraîtra présérable d'adopter, en indiquant, dans le premier cas, la manière dont ces sutayes seront exploitées & régénérées après l'exploitation, & le minimum des arbres à réserver, eu égard à la nature du sol & à la situation de la forêt.

Les projets contiendront l'indication du nombre de l'essence & de l'âge des arbres à réserver (art. 22) qui sont cependant détaillés & déterminés, ce qui est contradictoire. Ce nombre est réduit à cinquante au lieu de cinquante quatre par demi-hectare (ou arpent), proposés dans le Précis aux articles Baliveaux & Futayes; mais il est laissé la faculté de faire une plus forte réferve dans les parties qui le permettront.

Cette détermination est très-importante pour prévenir l'arbitraire; mais comme il n'est point de règles générales, sur-tout dans cette matière, qui ne puissent être susceptibles de quelques exceptions, & que souvent des circonstances locales rendent indispensables, il peut paraître convenable de dire que les projets contiendront l'indication du nombre, de l'esfence & de l'âge des arbres à réserver, & ajouter que cependant, pour ordre général, la réserve ne pourra être, par chaque hectare, au-dessous de...., sinon dans les cas où des circonstances locales majeures pourraient nécessiter une moins forte réserve, alors ordonner qu'il ne pourra être dérogé à cette règle qu'en donnant & en expliquant les motifs qui pourront fonder quelques exceptions, l'espèce, la nature, les quantités & qualités des arbres pouvant se nuire entre eux, & au repeuplement du taillis: il est prudent de prévoir ces inconvénients.

On y ajoutera qu'il convient aussi de considérer que souvent, dans une même assiète, il se trouve des parties très-peuplées de taillis & de futayes, d'autres qui sont dépeuplées, soit que la nature du terrein en eût été le principe, soit par causes d'anciens abroutissements, qui ont formé de grands vides & clairières. Il ferait très-préjudiciable, dans ces circonftances, de faire supporter aux cantons peuplés la réserve qui aurait pu être faites dans les parties dégarnies, tant en baliveaux qu'en futayes. On jugera facilement que ce serait accumuler sur un même point une réserve trop considérable, qui nuirait d'abord aux progrès de chaque arbre respectivement, & encore plus à la recrute de ce taillis des cantons bien garnis; ce qui en affaiblirait les produits & les resfources : il peut, en conséquence, paraître convenir de déterminer à l'article 22, après le détail de la réserve, « que dans les circonstances où il se trou-» verait des vides épars de taillis dans une même

» assiète, qui en excéderaient le sixième, le nombre de réserves serait diminué au-delà de ce sixième dans l'ensemble des parties bien peuplées, & proportionnément à cet excédent, dont il serait fait mention exacte au procès - verbal, ainsi que de l'estimation & évaluation des vides, ensemble des autres causes qui n'auraient pu permettre de faire le nombre de réserves ci-dessus ordonnées; & dans le cas où il se trouverait des cantons séparés de plusieurs hectares excédant ce sixième, où il y aurait peu ou point de sutres peuplées, pour y être sait particulièrement les réserves que pourra permettre le local «.

ART. XXIII.

Il porte » que dans les cas prévus par l'article 22, » il fera établi le long des chemins des tranchées & » des lisières, un cordon de deux ou six mètres de » largeur pour croître en futaye «.

Et par l'article 51, les coupes feront séparées par des tranchées de deux mètres de largeur, (six pieds & plus.) C'est à côté de ces tranchées qu'il est ordonné qu'il sera établi un cordon de deux à six mètres, (six ou dix-huit pieds) par cet art. 23.

Il faut observer que ces cordons diviseront communément deux assiètes ou ventes; qu'il est nécessaire qu'ils soient séparés des deux parties du taillis voisin, pour qu'il ne puisse s'opérer de consuston, & qu'à cet esset, les deux mètres qui seront employés en petite tranchée ou laye, soient aussi divisés en deux, c'est-à-dire, qu'il y en ait un pour en former une de chaque côté du cordon, à l'esset d'assûrer sa conservation, ce qui en fera la démarcation, & préviendra les anticipations & les méprises qui pourraient souvent avoir lieu sans cette précaution.

En voici les Figures:

Taillis de l'ordinaire de l'an.....

Laye ou tranchée d'un mètre 3. pieds de largeur.

Cordon entre les deux affiètes de 4 mètres ou 12 pieds.

Laye ou tranchée d'un mètre de 3 pieds de largeur.

Taillis de l'ordinaire de l'an.....

Il faut que ces petites tranchées soient nettoyées de la reproduction ou recrû de chaque année, tous les deux ans au plus tard; la valeur en petites bourrées ou sagots pourrait en payer les frais.

Il conviendrait faire une disposition de manière à préciser l'ordre & le placement de ces cordons & de ces petites tranchées ou layes, & réunir les dispositions de suite, ou dans un ensemble, pour leur donner plus de clarté.

On prie de revoir le précis sur cet article, & de confidérer que pour utiliser & rendre productifs ces

cordons, il faudra aussi, à chaque révolution des coupes voisines, faire couper tous les brins dépéris & dépérissant, & par parties seulement, d'où naîtra un nouveau taillis qui l'entretiendra & le perpétuera. L'on conservera tous ceux qui promettront de s'élever ou former des sutayes suivant la qualité du sol, qui seront aussi coupées lorsqu'elles approcheront leur dépérissement, ou lors des besoins; l'on réunira alors tout ce qui est capable d'opérer le bon ordre à l'utile & à l'agréable, sans préjudicier au recrû; il faudrait aussi une disposition qui le détermine ainsi, ou dire que la commission des aménagements en sera chargée.

A l'égard des cordons désignés à conserver, suivant l'article 23, le long des chemins & lisières, cette détermination de réserve aurait des inconvénients beaucoup plus grands que les avantages que l'on pourrait s'en promettre : cette disposition prend sa source dans le désaut de connaissances physiques sur cette partie, en disant, page 37 de ce rapport, que des rideaux de futayes en cordons sur les lisières, tranchées & chemins, sont des conservateurs, protecteurs des taillis; mais est-il permis de douter qu'ils en font, au contraire, les destructeurs, puisqu'il n'est point de cause comparable au fort ombrage qui puisse leur être plus préjudiciable, sur-tout lorsqu'ils ne sont point destinés à être éclaircis à chaque révolution des coupes voisines, de manière à ne nuire que faiblement au recrû; l'on peut se persuader que cette proposition n'a été qu'une erreur de rédaction, puisqu'à la pag. 35 de ce rapport, il est dit que l'enormité de la cîme des arbres

arbres épars ombrage le taillis & le fait périr, ce qui serait contradictoire; & d'après cette vérité, que d'ailleurs l'expérience rend incontestable, que seraitce donc de l'effet que produirait une réunion d'arbres futaves dans la largeur de quatorze à dix-huit pieds, sur des lignes & des longueurs d'une forêt entière, & qui, indépendamment d'une très-grande destruction de taillis dans les espaces considérables où se porterait l'ombrage de chaque côté, rendrait les chemins impraticables pour la traite des bois, notamment dans l'arrière-saison, temps des pluies, où communément elle se fait? Les marchands, sous ce rapport, mettraient en grande confidération les obstacles, les frais & dépenses qu'il leur en coûterait de plus que si cette traite était facile; ainsi ces deux causes affaibliraient considérablement les produits; le bon ordre & l'économie ne permettent point cette mesure, qui en serait destructive.

A l'égard des cordons proposés sur les lisières des plaines, ils ne doivent être placés qu'à l'aspect du nord seulement. Alors ils nuiront peu ou point au recrû, & seront très-avantageux, parce que l'air & le soleil auront, par cette position, toute leur action, & ils ne formeront point d'obstacle à la traite des ventes.

L'on parlera encore ici de l'article 51, comme connexe.

ART. LI.

« Les coupes seront séparées par des tranchées s de deux mètres de largeur «. On pourrait ajouter que distraction sera faite du total des assiètes de ces deux mètres, ainsi que des cordons de quatre mètres, qui formeront la division & séparation des assiètes joignantes, suivant l'article 23, dont on vient de donner l'assiète & la figure, & que l'arpenteur sera tenu, dans son procès-verbal d'arpentage, de relater la quantité de terrein qu'ils occuperont, de les tracer sur la carte générale, t'est-à-dire, les figurer & annoter les contenances.

ART. LV.

» Il sera dressé une carte triple de chaque sorêt » comprise dans un même aménagement; cette carte » indiquera la division des coupes, les tranchées qui » les séparent, les numéros des bornes, les massis » de sutayes. & les places vides où il en existe «.

On a la persuasion que pour donner plus de persection encore à ces cartes & les rendre plus régulières, il conviendrait d'y ajouter tous les objets indiqués dans le précis, à l'article des dispositions proposées pour la bonne tenue des forêts, elles réuniront plus d'intelligence & d'ordre.

ART. XXIV.

" Il pourra être distrait de la quantité des bois classés dans un même ordre de coupe, des portions de terreins susceptibles de produire une belle suraye, pour croître en bouquets ou petits massifs «.

La réserve de parties de taillis où le chêne domine, n'a été proposée dans le précis, que dans la vue importante de prévenir l'affaiblissement du produit des forêts, qui, jusqu'à présent, ont été inconsidérément destinées en totalité pour croître en futayes, parce qu'il en est peu ou point, assises dans de bons terreins qui ne renferment dans leur étendue, des parties médiocres & mauvaises; ces parties se trouvent alors foustraites à l'aménagement & à l'ordre d'exploitation réglée des coupes ordinaires où le syftème des futayes sur taillis est nécessité particulièrement par la qualité du sol; & pour obvier & prévenir cette perte considérable dans les produits, il a été, & il est proposé, non des réserves seulement des petits bouquets de taillis qui n'auraient lieu que là, où il ne se trouverait pas de grandes parties de terrein propre à en espérer de belles & grandes futayes, mais des objets mêmes de plusieurs centaines d'hectares, dans un ensemble où disséminés dans l'étendue de chaque forêt & par petites parties : la proposition est donc de les distraire de l'ordre des coupes où le système des futayes sur taillis sera admis, pour assurer les ressources précieuses qu'il est important de procurer à la marine, ce qui ne dérangera point l'aménagement qui conviendra à chacune desdites forêts.

On prie de recourir au précis sur cette partie pour en connaître les détails & la manière proposée de les administrer.

Il paraît que l'on pourrait donner aux dispositions qui en ont déterminé & établi les principes, plus d'étendue & d'explication.

ART. XXVI.

» L'aménagement des parties des forêts destinées à » croître en futayes, est déterminé pour leur exploi-» tation, à la révolution périodique de 120 à 180 au plus, là où le chêne domine.

» Et celles dans lesquelles le hêtre, l'orme & le » fresne dominent, le seront à 60 ans au moins, & » à 90 ans au plus «.

On observera que ces dispositions paraissent être une erreur; car elles présentent une contrariété aux articles 20 & 21 qui laissent & attribuent à la commission d'aménagement le jugement de la manière dont ces futayes seront exploitées; cette manière se tirera de la nature & des circonstances : une partie de ces futayes pourrait, sans doute, dans la latitude de ces époques, avoir acquis le dégré de maturité & de croissance qui indiquerait le temps utile d'être coupée; mais comme cet objet est variable suivant les qualités du terrein & des climats: par exemple dans les parties du Nord & du Levant, elles sont beaucoup plus tardives que dans le Midi & les régions tempérées; elles y croissent & profitent dans ces terreins de première qualité au-delà de trois siècles, & ces parties étant destinées principalement pour fournir des pièces de première dimension à la marine, il paraît de la prudence d'attendre l'effet des croissances pour en déterminer la coupe, & non la fixer dès à présent, puisque suivant le rapport même, la persection d'un aménagement consiste à être d'accord avec la nature; voyez la page 36 de ce rapport & l'ensemble : ce serait donc contredire ce principe incontestable

Les réserves indiquées par leur nature ou essence dans la feconde disposition de cet article, n'ont pour principal objet que d'acquérir des pièces en longueur pour la construction des plus grands bâtiments de la marine de première classe; à l'égard de ceux inférieurs, les futayes sur taillis pourront facilement y pourvoir, d'où l'on peut inférer qu'il sera inutile de conserver des parties de forêts en masse, dans lesquelles le hêtre, l'orme & le fresne dominent pour croître en futaye, comme il est proposé, d'autant plus que, suivant le devis des constructeurs de la marine à Brest, les parties de ces qualités de bois, qui peuvent être employées dans les bâtiments de la marine, n'exigent qu'une longeur médiocre; ce serait se priver d'ailleurs, sans objet réel de produit, des parties de taillis qui feront plus avantageusement mis en coupe réglée ordinaire, & dont le produit se renouvelle à chaque période fixée par l'aménagement dans le syftême des futayes sur taillis.

ART. XXXVIII.

Cet article peut apporter un obstacle à la confection des aménagements dont on doit désirer la célérité; le motif d'y faire concourir le ministre de la marine, n'est point connu ni dans le rapport, ni dans la disposition: il paraît que cette partie ne doit pas avoir plus d'analogie à son ministère, que célui des sinances de surveiller le travail des aménagements; celui-ci ne

doit connaître que les produits & leur emploi, & par parité ce premier, les ressources pour trouver dans l'étendue des forêts les bois de constructions qu'il ne pourra ignorer par l'exécution de l'article 37 précédent, qui ordonne qu'il lui sera envoyé l'extrait des rapports & projets, pour ce qui s'y trouvera de relatif à la marine; sinon le travail de la commission se trouverait indirectement dans la dépendance de deux ministres, qui peuvent avoir des vues dissérentes pour opérer le bien, mais qui pourraient entraver les rouages, par leur concours aux mêmes objets.

Sur l'organisation de l'Administration forestière.

Titre Ier. relatif aux fonctions des agents forestiers, page 100.

Cette partie, après celle des aménagements, est la plus importante du régime forestier, puisque c'est elle qui doit maintenir, conserver & diriger les moyens indiqués dans l'ordre qui sera établi par les dits aménagements pour l'amélioration des forêts, les produits & les ressources en sutayes pour la marine, les grands bâtiments, & les secours en tout genre; mais la division des sonctions des agents & leur isolement de l'ensemble des opérations, répondent-ils aux grandes vues du rapport? c'est ce dont il est permis de douter.

En effet, l'on voit dans les dispositions que le conservateur est le chef ou président du corps des agents qui composent chaque arrondissement, qui sont déterminés avec les résidences.

L'inspecteur est aussi le chef de l'arrondissement où le conservateur ne réside pas, sous la surveillance de celui-ci. Le sous-inspecteur correspond avec l'inspecteur: il lui rend compte de ses opérations, & transmet ses ordres au chef-garde; le chef-garde correspond avec le sous-inspecteur, il lui rend compte chaque décade, & il surveille les autres gardes.

Les attributions sont distinguées, désignées & classées ainsi que leurs fonctions, & l'ordre dans lequel ils se suppléent.

On voit, par cette graduation de fonctions & de pouvoirs ainsi divisés, qu'ils se trouvent chess & maîtres absolus des fonctions particulières qui leur sont conférées respectivement par les différentes dispositions qui les concernent.

Ces agents se trouvent par là absolument isolés de toutes les opérations auxquelles ils doivent cependant concourir tous en commun, comme opinants & comme juges de toutes les déterminations principales, qui sont l'essence & le complément de l'administration. Cependant, ils y deviennent, au contraire, en quelque sorte, étrangers, puisqu'ils ne doivent connaître & juger que l'objet particulier de leur attribution, n'ayant point celle de la voix délibérative dans les opérations de ceux qui les précèdent en ordre supérieur, & d'après le sens & l'expression des dispositions mêmes.

Ce défaut d'union & de participation peut avoir les

plus grands inconvénients: ce n'est que par la réunion des opinions que l'on peut parvenir à atteindre ou approcher de la régularité & de la persection; le jugement n'en doit donc pas être conféré à un seul, sur-tout en administration de bois & sorêts, où l'ignorance des règles & des principes peut devenir si dangereuse, qu'il faut des siècles à la nature pour les réparer. L'on doit au moins supposer que trois ou quatre verront mieux qu'un seul.

Cette division étrange de pouvoirs & de fonctions fe trouve dans les dispositions de l'article 10 & suivants.

"L'inspecteur (suivant cet article) fait les assiètes, » balivages, martelages & récollement : il assiste le » conservateur lorsque celui-ci procède à ces opera-

» tions «.

Quand c'est l'inspecteur qui procède, il y est accompagné & assisté par le sous-inspecteur, art. 19, section 3.

Et par l'article 38, l'agent temporaire assiste aux balivage, martelage, récollement, & aux opérations forestières pour lesquelles il a une mission spéciale de l'administration centrale. Il corressond avec elle.

Ces opérations étant les plus importantes pour assurer le maintien, l'ordre, la régularité, la préparation de la régénération par le bon choix du balivage & celui des réserves, qui forment & constituent la richesse des forêts, le jugement n'en doit pas être porté privativement, c'est-à-dire, par un seul.

Le sous-inspecteur & l'agent temporaire ne sont

désignés dans les art. 19 & 38 que pour aider le premier; assister, ce serait dire, selon le sens ordinaire & la signification de ce mot, être spectateur; l'on se persuade que ce n'a point été l'intention de la commission ni du rédacteur, puisque les conservateurs, inspecteurs, sous - inspecteurs & agents temporaires doivent être, lorsqu'ils sont réunis, des coopérateurs & juges, & non de simples assistans: le jugement de ce qui doit être réservé, conservé & coupé, doit donc aussi appartenir à tous les agents; mais si l'on n'en fait pas une disposition expresse, l'on verra que les conservateurs & inspecteurs prétendront être exclusivement les seuls juges de ce qui doit être fait & déterminé, en prenant littéralement la disposition qui le leur attribue singulièrement par le mot fera, tandis que si l'on avait voulu que le sous inspecteur & l'agent temporaire aient eu voix délibérative, la loi prononcerait feront. Voilà l'isolement bien prononcé.

Lorsque l'on établit des fonctionnaires qui forment un corps, un ensemble pour diriger différentes opérations qui ont toutes, en résultat, le commencement & la fin d'une administration commune, il est de droit & des règles tirées du principe naturel, que tous y coopèrent & soient surveillans de l'ordre & de l'harmonie nécessaires au complément des résultats, comme des juges d'un tribunal, quoiqu'en grades dissérens, concourent, par leurs opinions & leurs avis, au jugement; sans quoi il serait établi une division & un despotisme entre ces agents, tandis que cette matière, peut-être plus qu'aucune autre,

exige la réunion & le concours de tous les agents délibérant à toutes les opérations. Cependant, par ces dispositions, ils seraient isolés & indépendants; d'où résulterait certainement des abus qui seraient destructifs de l'effet des aménagements les plus sages, &, comme dit le rapport, de funestes erreurs peuvent en hâter la destruction.

Si la rédaction était cependant conforme à l'intention, ce serait laisser la porte ouverte ou l'ouvrir aux plus grands inconvénients & aux abus qu'il n'est pas besoin de détailler; on les sentira facilement.

L'on pourrait demander alors quels seront les occupations de l'inspecteur lorsqu'il assisterait le conservateur, celles du sous-inspecteur avec l'inspecteur, & pareillement celles de l'agent temporaire, s'ils n'ont pas voix délibérative: comment les astreindre à signer une opération où ils n'auraient point participé par leur suffrage? ils ne seraient donc que de simples surveillants, des espions, des contrôleurs muets, & par suite des dénonciateurs directs ou indirects de ce qu'ils n'auraient pu empêcher ou approuver.

Les abus résultant de la division des agents dans les dissérentes opérations à faire dans les sorêts dont ils devaient s'acquitter en commun sous l'ancien régime, surent portés si loin, & l'on en sentira la nature & l'espèce qu'il est inutile d'énoncer, puisqu'il fallut ajouter à l'ordonnance & aux régléments, & faire une obligation étroite de leur réunion par des arrêts du conseil, sous peine de sorsaiture, & d'en demeurer solidairement responsables, du moins cette

sage précaution eut lieu en Lorraine, & si l'on ne prenait point ici cette mesure conservatrice, ce serait manquer de prévoyance & le salut des sorêts.

Cette obligation d'opérer en délibération commune, paraît encore plus indispensable dans les circonstances actuelles, où les nouveaux agents qui seront nommés n'auront, pour la plupart, aucunes des connaissances nécessaires de l'administration: un seul étant instruit pourrait, par ses observations, empêcher ou prévenir les erreurs, &c.

GÉOMÊTRE.

Section 4, page 105.

ART. XXXII.

"Le géomêtre qui a fait l'arpentage de l'assiète ne peut être employé au récollement; il y est procédé par un élève suppléant ".

Ne conviendrait - il pas mieux que ce soit l'élève qui sît le premier arpentage, & que ce sût le maître qui le vérissat & le rectissat, plutôt que l'écolier contrôlât le maître. D'ailleurs, le récollement ou réarpentage à cet égard est l'opération la plus importante, puisqu'elle détermine désinitivement la quantité d'hectares à payer par l'adjudicataire, & la présomption du savoir est en saveur du ches. Il paraît qu'il a été omis d'ordonner que le récollement ou réarpentage ne pourra être sait qu'en la présence & assistance de l'arpenteur qui a fait & mesuré l'assiète. Cette préseaution assûre l'exactitude des opérations; & de droit,

l'adjudicataire pouvant nommer, de sa part, un autre arpenteur pour cette vérification, cette faculté ne doit point lui en être interdite; d'ailleurs, ces trois arpenteurs rendront l'opération plus exacte, ce qui était ainsi justement prévu pat les loix précédentes.

Cet ordre paraît devoir être observé jusqu'après la distribution de chaque forêt en coupe réglée, immuablement divisée & bornée par des cordons perpétuels, ainsi qu'il est proposé.

L'on observera encore que si l'on adopte le projet d'établir des cordons de taillis pour croître en futayes, dans l'ordre & les modifications indiquées pour prévenir les inconvénients qui pourraient en résulter, & dont l'expérience est faite, ces cordons divisant & séparant toutes les coupes annuelles d'une même forêt, alors le ministère des arpenteurs ou réarpenteurs deviendra absolument inutile à cet égard, & l'on évitera, pour l'avenir, des dépenses considérables, ainsi qu'il est établi dans cet écrit; mais jusqu'au temps que ces cordons & divisions seront fixés, ce ministère est indispensable. L'on pourrait provisoirement en désigner deux pour chaque arrondissement, pour se suppléer respectivement dans les arpentages & réarpentages; mais cette dernière partie ne devra point être remplie par celui qui a arpenté.

Il était établi ci-devant que l'arpenteur d'une maîtrise voisine, vérifirait les opérations de celui qui avait le premier opéré. Ils se réunissaient à cet esset, & leurs salaires étaient réglés par demi-hectares ou arpens, ce qui peut encore être ainsi déterminé, jusqu'après que ces cordons séparatifs des ventes seront établis.

Titre I, de l'assiète, balivage & martelage, page 115.

Ce titre devant comprendre la défignation des ventes qui devront être faites, tant en taillis qu'en futayes, doit aussi indiquer l'espèce, la nature & qualité des arbres qui devront être réservés, & ceux qui doivent faire partie de la vente. Il est indispensable de tracer l'ordre & la marche qui doivent être suivis par les agents; ensin, le mode d'exécution, sans quoi ces deux objets, les plus importants, seraient livrés au plus grand des arbitraires, en laissant subsister l'ancien ordre de choses jusqu'après l'aménagement de chaque forêt, lequel est si opposé aux principes qui doivent les régénérer & si clairement établis dans le rapport, que ce serait, contre le désir & la volonté, ajourner l'objet le plus intéressant à résormer.

On pourrait ainsi régler provisoirement & jusqu'après la confection des aménagements, ce qui, certainement, sera fait en définitif.

A l'égard du balivage,

Que les agents seront tenus d'y procéder, de déterminer & indiquer aux gardes le choix de chaque brin de l'essence la plus belle qui se trouvera sur l'assiète, d'abord en chênes, châtaigniers, hêtres, ormes, &, à leur désaut, d'autres espèces les plus convenables au sol, au nombre de soixante par hectare, conformément à l'art. 22 du titre de l'aménagement, qui seront marqués comme il est voulu, art. 8. A l'égard de la futaye,

Ordonner qu'il sera réservé tous arbres sains, viss & bien-venants qui se trouveront sur les assiètes, tant en chênes, châtaigniers, hêtres, ormes, frênes, & autres espèces des plus beaux, dans l'ordre, les qualités & le nombre de chaque âge déterminé par ledit article 22; & dans le cas où les qualités de chaque première espèce ne se trouveraient pas, la première espèce sera suppléée par la suivante, & successivement; & si les quantités de ces différentes espèces n'existaient pas en totalité dans les assiètes, il y sera suppléé par augmentation d'un plus grand nombre de baliveaux, en raison de celui des sutayes en désicit.

Voyez l'article du précis sur cette partie.

Cette réserve étant ainsi faite & proportionnée, comme il est réglé par ledit article 22, tous autres arbres dépéris, dépérissant & sur le retour, & qui se trouveraient surnuméraires au nombre sixé & déterminé, excepté ceux propres à la marine qui pourraient évidemment se conserver viss & entiers pendant le temps de la révolution qui suivra, seront désignés & marqués pour être vendus.

Il peut paraître convenir d'ajouter à ces articles, ou particulièrement, que les agents seront tenus de dresser procès-verbal de leur opération, & d'y énoncer le nombre de baliveaux réservés & marqués dans chaque assiète, avec la distinction de la quantité de chaque essence.

Pareillement des réserves en sutayes, avec semblable distinction, ensemble des dissérents âges, qualités & du nombre de chacune, lesquels procèsverbaux seront signés de tous les agents qui ont opérés & autres assistants nécessaires.

Les formes sont les conservatrices des règles & de l'ordre établi, sans lesquelles rien ne serait légalement constatés; d'où résulterait les plus grands abus.

Après la révolution de coupe de chaque forêt, l'on connaîtra, par le relevé des procès-verbaux, la quantité d'arbres dont feront peuplés chaque assiète, & la totalité de toutes natures, & chaque espèce de tous âges, dont chacune sera garnie, & qui en fait la richesse.

Tel est l'ordre qui paraît devoir être tracé & suivi d'après les principes établis par le rapport même; mais les dispositions de l'art. 7 de ce titre y paraissent opposées, ou au moins le contrarier.

Il porte » qu'à l'avenir les baliveaux seront réservés » d'après les dispositions de la loi d'aménagement, » & que jusques là ils seront choisis, quant au » nombre, à leur essence, âge & qualités, conformément aux procès-verbaux & régléments actuels » d'aménagement «.

Ce qui indiquerait l'observation de l'ancien usage, qu'il est si instant & si important de réformer sans délai.

Mais ce ne peut être qu'une erreur de rédaction, puisqu'elle est absolument contraire aux moyens proposés & adoptés par le rapport même, pour parvenir à l'améliorissement & à la régénération des forêts,

qui consiste, pour un premier objet principal, dans le repeuplement des surayes par le balivage, qui n'a été sait suivant le réglément de 1669, qu'à raison de dix & seize par demi-hectare ou arpent, ce qui n'est pas la moitié du nombre déterminé dans le projet de loi proposée, cette mesure ayant été absolument opposée à la population & aux produits; il est donc très instant de la résormer, suivant ce rapport qui démontre cette nécessité urgente; mais tel est souvent l'esset de la division d'une même matière, qui est traitée par parties & par plusieurs; dans ces circonstances, l'ensemble devrait être rédigé par un seul, pour éviter les contrariétés, & saire concorder les dispositions & leur sens.

Ces moyens proposés étant adoptés, ne peuvent être employés assez promptement & sans délai, l'urgence en fait un devoir pressant, la rédaction pourrait en être faite dans le sens qui vient d'être proposé, & il n'en peut résulter que de grands avantages & nul inconvénient, d'abord qu'il est trèsvrai, suivant l'assertion de ce rapport que le nombre des baliveaux proposés ne peut nuire à la recrute du taillis avant la troissème révolution, il convient donc de déterminer dès ce moment que ce nombre sera réservé, c'est-à-dire de l'instant où la loi sera rendue, l'amélioration commencera incontinent pour cette partie si intéressante; l'on suppose que si par l'événement, lors des visites préparatoires pour parvenir au nouvel aménagement, il était reconnu qu'il en est en quantités surnuméraires, on déterminerait

que le nombre serait réduit à celui qui sera fixé par la loi, ou celui convenable au sol & aux essences, lors de la coupe qui suivra, ce qui préviendrait tous les inconvénients à cet égard, s'il pouvait y en avoir.

La seconde disposition de cet article, est que dans les forêts & bois qui ne sont point aménagés, les réserves y seront faites dès à présent, conformément à la loi proposée. Il convient répéter à cet égard, qu'il ne doit y avoir de différence, parce qu'il n'en est point d'abord de l'ancien domaine, où il n'ait été établi un aménagement sous le nom de réformation, ou un ordre de coupe quelconque, pareillement dans ceux des ci-devant corporations supprimées des gens de main-morte, qui furent confiés à l'arbitrage de chaque grand-maître, chacun dans son département, d'après les dispositions du réglément de 1669; toutes les forêts étant donc à-peu-près dans les mêmes circonstances quant aux réserves; cette disposition doit être appliquée & observée dans toutes & sans exception, puisqu'il ne peut y avoir de motifs fondés pour retarder ce grand améliorissement dans la première partie, plutôt que dans la seconde.

Voyez les observations précédentes sur les articles 1^{er}. & 2 de l'aménagement.

Division de la vente des futayes de celle des Taillis.

On a établi dans un article particulier du précis;

les motifs & les grands avantages qui résulteraient de cette division pour parvenir à assurer les grands produits & augmenter la richesse des futayes, par la faculté de pouvoir mettre le discernement dans les choix, ce qui est impossible dans l'ordre actuellement établi; tous ceux qui ont fréquenté & opéré dans les bois certisseraient au besoin, qu'un taillis épais & fortement peuplé, forme naturellement un obstacle insurmontable, au jugement qu'il est important de pouvoir en porter, & cet obstacle peut être senti par la plus simple théorie; il est donc à désirer pour parvenir au grand améliorissement des forêts, qu'il soit ajouté aux articles de ce titre, une disposition à cet égard, ne pouvant être suppléée, par le ministre, ni par la commission d'aménagement, à moins que l'on ne leur accorde cette faculté.

On prie de recourir à cet article du Précis.

Titre 2 des Récollements, page 118.

Il serait à désirer qu'il sut réglé que tous les récollements sussents alternativement par les agents des dissérents arrondissements de la dépendance de chaque conservation, au choix & à la nomination du conservateur, au lieu & place de ceux qui ont fait le blanchis, & les réserves des ventes & sans leur participation, pour prévenir les inconvénients, souvent majeures, & l'influence des liaisons locales; cette disposition serait sondée, & une conséquence consorme aux motifs qui ont déterminé à en exclure l'agent temporaire qui y a assisté, puisque c'est par ces mêmes considérations, qu'il est ordonné qu'il sera remplacé par un autre lors de ces récollements, c'est-à-dire, pour la vérification des opérations où il a assisté & délibéré, ou dû délibérer, ce qui est aussi prudemment ordonné à l'égard des arpenteurs qui sont vérissés & contrôlés par d'autres qui réarpentent les assiètes que ces premiers ont déterminées. Cette règle très-sage doit être observée dans tous les cas semblables.

Il faudrait aussi que cette alternative ne fut point dans un ordre fixe, entre les dissérents agents des arrondissements; mais qu'elle reste inconnue dans celui où ils doivent opérer.

Si cette disposition n'avait pas lieu, ou ne sut point établie, ce qui serait à regretter, il faudrait au moins que tous les agents qui ont coopérés ou dû coopérer aux blanchis & réserves de la vente, soient aussi coopérateurs du récollement; c'est le moment de constater la régularité de l'exploitation, la vérification du nombre & qualité des baliveaux, & arbres de réferves, par la reconnaissance des empreintes du marteau, & s'ils n'ont point été changés par l'adjudicataire, c'est l'opération enfin qui doit ou le condamner ou le libérer en constatant ses contraventions, ou approuvant sa bonne conduite; l'on peut sentir qu'il est plus facile de corrompre un seul homme ou deux, qu'un plus grand nombre; c'est enfin l'une des plus importantes de l'administration, & qui exige le plus d'attention pour découvrir, s'il y a des fraudes; tous les agents doivent être réunis & demeurer garants solidaires & responsables des opérations qui doivent être communes; mais

l'art. 14 n'en fait pas une disposition, cette opération se trouve isolée, & la responsabilité étant divisée, elle devient privée, & il est facile de s'y soustraire.

Le récollement étant la clôture des principales parties forestières; c'est lui qui doit protéger & conserver les forêts, ou peut les détruire, puisque l'inspecteur, suivant l'article 10 des fonctions des agents, page 102, fait seul les assiètes, balivages, martelages & récollement, avec un agent temporaire, qui sera suppléé par l'agent de la commune où sont situés les bois.

L'on peut sentir combien la conservation des forêts est exposée. Les agents temporaires, ou les postiches qui les remplacent, & qui peuvent être intéressés dans les ventes, sont d'ailleurs isolés des fonctions ordinaires, & doivent être considérés comme ignorant les règles, les principes & l'ordre de l'administration; ils n'ont aucunes connaissances de la manière dont a été faite l'opération, il ne leur est d'ailleurs donné aucune autre fonction que celle d'être spectateurs de la vérification d'un ouvrage qu'ils n'ont point connu, & non d'en être les opérateurs ou les vérificateurs; d'un autre côté leur responsabilité peut être considérée comme un être de raison, n'étant que témoins ou affistants peut-être pour cette seule fois; ainsi dès - lors, & pourvu qu'ils soient assurés de recevoir leurs salaires, ils signeront sans plus d'examen (dont ils peuvent encore être incapables), l'opération de l'inspecteur, d'où il en peut résulter que les collusions & contraventions, que

celui-ci pourrait faire & commettre, seront comme les sautes du médecin, couvertes par la terre, dont l'agent ou son suppléant aura été le fossoyeur, sans même s'en douter; c'est donc une vaine précaution que cette assistance dénuée de pouvoirs d'opérer & vérisser.

On répétera, que deviendra alors le fruit des aménagements qui auront été faits avec attention & réflexion, s'ils ne sont point protégés & surveillés par des règles & des précautions conservatrices qui pourront prévenir ou contenir l'immoralité & l'effet de la corruption que l'on peut craindre plus que jamais? Ce ne sera pas en isolant les agents comme il est proposé, ou en faisant accompagner un seul opérant d'un homme de paille; il n'y a que l'ensemble d'une opération commune, & une responsabilité solidaire entre tous, qui puisse en première ligne rassurer.

Il faudrait aussi, en seconde ligne, apporter un moyen pour prévenir & punir les connivences, qui peuvent se pratiquer entre des agents, leurs subordonnés & les adjudicataires, ou par la négligence de leurs surveillants: ce serait d'abord de donner au conservateur le droit textuel, de faire par lui-même, ou faire faire par d'autres personnes instruites, autres que des agents (car il pourrait arriver que ceux-ci ne se nuiraient point entr'eux), des vérifications par forme de résormation, de toutes les opérations desdits agents des conservations & arrondissements, à l'effet de reconnaître l'état des sorêts consiés à leurs soins, pour constater & saire réprimer

toutes les contraventions & éclairer leur conduite. Cette autorisation pourrait répandre la crainte & contenir, & c'est ce qui a été dans tous les temps jugé nécessaire, indépendamment de la surveillance donnée aux corps administratifs, par le projet de code, titre 5, article 2 & 3, page 114.

On ne peut assez prendre de précaution dans une administration de cette nature, où il est si facile de tromper & d'être trompé. La surveillance ne peut être trop active, pour prévenir & faire punir toute connivence, & les moyens proposés sont relatifs & conformes aux grandes vues du rapport.

ART. XXIII.

» L'adjudicataire demeure responsable de tous les » délits qui se commettent ou pourront se commettre

» dans la vente, tant qu'il n'a pas obtenu sa dé-

» charge «.

Il paraît qu'il convient d'ajouter : » Et de tous ceux saits à l'ouie de la coignée, dont il faut régler la difsance, comme à l'article 24 des adjudications, à deux hectomètres «.

Observations.

Par cet article 23 des récollements, titre 2, page 120, les adjudicataires sont responsables des délits qui pourront se commettre dans leur vente, par l'article 24, page 131, des obligations des adjudicataires. Il leur sera libre, avant de commencer leur exploitation, de faire procéder à la reconnaissance des délits qui

pourraient avoir été commis à l'ouïe de la coignée; & par l'article 23, du titre des délits & des peines, lesdits adjudicataires qui n'auront pas exploités, conformément au cahier des charges, seront condamnés à une amende de 50 francs, sans explication de la nature du délit, & auquel l'application doit en être saite.

Mais on doit aussi être juste envers les adjudicataites; car on ne les a rendus responsables de ces délits qui peuvent se commettre aux environs de leur vente, que parce qu'il est présumé que c'est leurs facteurs ou ouvriers qui les ont commis; cette peine n'a été portée que pour stimuler la surveillance qu'ils doivent avoir; muis lorsqu'ils auront pu faire constater par leurs gardes ventes ou autres, qu'ils ont été faits par d'autres, la punition & la peine ne doivent plus les concerner, puisque c'est l'agent national qui en fait les poursuites & que les condamnations des indemnités sont prononcées envers la République. Ce principe de justice avait été ainsi réglé par l'ordonnance de 1669. Titre 15, art. 30 & 51.

Il doit paraître équitable de faire pareille disposition dans le nouveau code proposé.

Des adjudications & obligations des adjudicataires, page 125.°

ART. V.

» Le cahier des charges est rédigé par le directeur

» du domaine national, & arrêté par le conservateur, » & visé par l'administration centrale du départe-

ment «.

Ce cahier a deux objets principaux à remplir; le premier, en ordre, concerne les obligations des adjudicataires, comment & sous quelle responsabilité ils sont tenus d'exploiter les conditions intégrantes & conservatrices des forêts; c'est donc la partie principale de la manutention qui indique les règles, comment l'exploitation doit être faite, les obligations auxquelles ils sont tenus de se conformer relativement à la loi & aux circonstances locales, qui ne peuvent être prévues dans ses dispositions; ces objets, les plus importans, ne sont point du ressort, & ne peuvent être bien connus du directeur du domaine; cette partie doit donc être rédigée par le conservateur ou l'inspecteur.

La seconde partie est relative seulement aux précautions à prendre pour assurer le prix des adjudications; c'est-à-dire les cautionnements & tout ce qui peut concerner la solidité des adjudicataires; elle est du ressort particulier du directeur du domaine & même personnelle.

Chaque partie de surveillance des agents doit donc concourir au même acte, en raison de leur attribution respective, ainsi la rédaction entière doit être commune & non donnée au directeur seul; c'est la partie administrative qui doit précéder dans l'ordre de la matière.

ART. XIII & XIV.

Par ces articles, il est réglé que les sur-enchères après l'adjudication ne seront reçus que de quart en quart, & pendant vingt-quatre heures.

Il paraît qu'il convient de donner la faculté aux marchands de pouvoir offrir ces sur-enchères, aussi-tôt après l'adjudication prononcée, mais séance tenante, étant alors censées faites en présence de l'adjudicataire, & que, ce moment passé, ils ne pourront faire de sur-enchères qu'elles ne lui soient notifiées dans le délai ci-dessus sixé.

Par l'article 14, s'il est fait des sur-enchères après l'adjudication jusqu'au lendemain midi, l'adjudicataire jusqu'à cette heure est reçu à y mettre une simple enchère, qui, par le fait, est une sur-enchère qui n'est point déterminée; il paraît cependant entendu que cette simple enchère est la quotité de celle réglée sur le seu qui a précédé l'adjudication; mais à désaut d'être expliquée, il pourrait naître des contestations entre les sur-enchérisseurs & les adjudicataires.

ART. XXI.

Mais cet adjudicataire ayant fourni, conformément à l'article 17, caution & certificateur de caution, & étant agréé par le receveur du domaine, la vente se trouve, dès ce moment, parsaite & consommée; alors

il aura donc pu valablement rétrocéder, vendre & disposer du tout ou partie de son adjudication, & les acheteurs ne peuvent être inquiétés ni privés du fruit des marchés qu'ils ont faits, sans quoi il n'y aurait plus de confiance ni de solidité de traiter avec la nation; tous engagemens en ce genre font synallagmatiques, les conditions étant remplies respectivement par l'acceptation de la caution & du certificateur qui en fait le complément; ce serait au vendeur à s'imputer le manque de solidité, & il ne pourrait alors que faire arrêt sur les sommes qui pourraient être dues des bois vendus, mais non rescinder le traité, dont l'objet serait consommé en tout ou en partie, lorsque le terme de paiement échérait. Il ne pourrait donc plus y avoir lieu à une folle enchère; d'ailleurs, cet excès de précaution n'est point nécessaire, puisque l'on a encore pour garant la responsabilité du receveur des domaines nationaux, portée en l'article 56 du titre 3, page 162, & celui-ci a encore la faculté d'exercer l'action stimulante de la contrainte par corps, tant contre l'adjudicataire que contre la caution & le certificateur, suivant l'art. 2 du titre 2, relatif au prix des adjudications, page 109.

ART. XXIV.

» L'adjudicataire est libre avant de commencer son » exploitation, de faire procéder à la reconnaissance » des délits dans la vente & à l'ouïe de la coignée, » sixé à deux hectomètres de distance, & au recense» ment des arbres réservés & de ceux martelés en

» délivrance; cette opération est faite par le sous-

» inspecteur ou un chef-garde, sur la simple réqui-

» sition de l'adjudicataire «.

ART. XXV.

» En cas de contestation sur l'exactitude de l'opéra-

» tion ci-dessus, le commissaire du directoire près

» l'administration municipale assiste à la vérification

» qui en sera faite par l'inspecteur, en présence de

» l'adjudicataire, les frais de vérification taxés par

» l'administration municipale sont à la charge de l'ad-

» judicataire «.

On observera, sur le premier article, que les blanchis & martelages de la vente ayant été faits ou dû être faits par tous les agents qui ont opéré, ou dû opérer, il paraît que c'est naturellement à eux à vérifier & à reconnaître leurs erreurs, & non à un chefgarde, qui deviendrait le contrôleur, le critique & l'inspecteur de ses supérieurs; ce que l'on ne peut admettre dans l'ordre gradué & subordonné des pouvoirs: & quand ce chef-garde aurait reconnu l'erreur, il n'est point dit comment elle sera réparée, ni si l'on doit s'en rapporter à son assertion. D'ailleurs, on ne doit pas pareillement supposer à ces supérieurs d'avoir eu l'intention ni le vouloir de se tromper, de favoriser ou préjudicier à un adjudicataire qu'ils ne pouvaient alors connaître; car si celui-ci trouve le compte exact des réserves & de ceux de délivrance, ou une quantité plus grande, il ne fera point cette réquisition;

mais il paraît, pour le bon ordre, de fixer un délai court après l'adjudication, dans lequel il puisse user de cette faculté, passé lequel il ne sera plus recevable à proposer de vérification. Précédemment, il ne pouvait plus faire cette proposition aussi-tôt qu'il avait mis la coignée dans sa vente; ce qui est encore prononcé par l'art. 26; mais il était & restait encore maître de retarder à sa volonté, &, pendant ce temps, il pouvait s'y commettre des délits, & à l'ouïe de la coignée, & prétendre ensuite qu'il n'en peut être responsable qu'après la délivrance ou vérification, qu'il peut surseoir à requérir jusqu'au moment qu'il en aura commencé l'exploitation. Voilà ce qu'il paraît avantageux de prévenir en déterminant un délai dans lequel il en puisse faire la réquisition, soit par un acte extra-judiciaire, soit au pied de l'adjudication; & ce délai étant expiré, il ne sera plus reçu à proposer aucunes vérifications.

Sur l'article 25, il est dit: En cas de contestation sur l'exactitude de l'opération, le commissaire du directoire près l'administration municipale assiste à la vérissication. L'on a voulu dire, sans doute, qu'il procède avec les agents; car s'il n'est qu'assistant, il n'est aussi qu'un aide, ou spectateur; mais dans ces cas de discussion, qui seront rares, il paraît que c'est au conservateur à nommer un agent forestier pour faire les vérissications, & qu'il est de l'ordre de ne pas y faire intervenir un homme qui est présumé ignorer les sonctions forestières, un être hétérogène.

Il est ajouté, dans cet article, que les frais de cette

vérification seront taxés par l'administration municipale, & qu'ils sont à la charge de l'adjudicataire.

Cette dernière disposition ne doit avoir lieu que dans le cas où l'adjudicataire se serait plaint sans raison & sans motif sondé, & qu'il en sut jugé ainsi par le procès-verbal de vérissication; car si, par l'événement, il était constaté qu'il y a eu erreur dans le compte & les qualités désignées des arbres compris dans la vente, ou dans ceux de réserve, il arriverait que, quoiqu'il se soit plaint avec raison & justice, il en paierait les dépens; ce n'est cependant pas ici le cas où les battus doivent payer l'amende.

Au surplus, le projet de loi ne statue rien, dans la circonstance où il se trouverait un désicit, c'est-à-dire, comment il serait fait compte ou diminution à l'adjudicataire sur le prix de la vente, de la valeur des arbres manquants; il paraît qu'ils doivent être estimés par le procès-verbal qui aura constaté leur nature & qualités, dont il lui sera fait état par le receveur.

ART. XXVIII.

« Les bois adjugés feront abattus & coupés au plus » tard pour le premier floréal.

On doit observer que cette règle générale pour tous les bois, non-seulement nationaux, mais de toute la république, ne peut & ne doit être applicable à tous les climats & températures.

A la vérité cette époque est le temps commun & ordinaire des végétations, qui, étant parvenues au moment que la feuille est prête à se former, il se-

rait préjudiciable à la recrute d'en permettre la prolongation de la coupe; la reproduction en serait retardée & affaiblie, & c'est ce motif qui en avait déterminé la règle au 14 avril (vieux style); mais on n'avait point consulté les variations des différents climats de la France qui doivent déterminer cette règle.

Dans les parties du nord les végétations y sont tardives, & communément il y a au moins un mois de différence & de retard avec celles du midi, & des nuances en plus ou en moins dans les régions de l'Est & de l'Ouest; aussi l'ancienne ordonnance de la ci-devant province de Lorraine, qui est au Nord, l'avait déterminé au premier mai pour les taillis, & au 15 pour les futayes.

Cette disposition pourrait ôter la faculté de faire des écorces; mais le cas est prévu par l'article 41.

Pour prévenir les inconvénients à cet égard, l'on pourrait en laisser la détermination à la commission qui fixerait le temps de cette faculté au procès-verbal d'aménagement, suivant qu'il conviendrait à chaque climat & localité.

ART. XXXVI.

Il interdit la faculté aux voituriers de dételer leurs chevaux, notamment les bœufs ou autres bêtes de trait, ou de les laisser divaguer ou paître dans les coupes, sous les peines prononcées par la loi.

Le rapport fait une peinture vraie du ravage que font les bêtes à cornes, quand elles sont introduites

dans les jeunes taillis, l'interdiction en est prononcée; mais comme il est indispensable pour la traite des bois qu'il soit laissé la faculté d'employer des bœufs & des vaches, ces animaux ont la morsure meurtrière & vénimeuse, au point que les brins des jeunes taillis qui en ont été atteints, ne s'élèvent plus & se buissonnent; & comme dit ce rapport, ils vivraient des siècles, que leurs difformités révéleraient l'atteinte funeste qu'ils ont reçue dans leur enfance, & pour prévenir ces dégradations qui seraient inévitables, de grands propriétaires de bois & forêts, plus économes & plus surveillants que ne l'étaient les administrateurs de celles domaniales, ont pris la sage précaution de faire insérer dans le cahier des charges, qu'aucun voiturier ne pourrait entrer dans les ventes, que tous les animaux attelés, notamment les bœufs & vaches ne soient muselés avec de petits paniers d'osier, qui mettent obstacle à l'avidité de ces animaux de brouter les trochées & autres brins du taillis, qui, faute de cette précaution, les coupent entièrement, & notamment lorsqu'ils sont arrêtés pendant le temps du chargement; ils anéantissent ainsi l'espérance productive de ces jeunes parties, & pour y parer, il est indispensable de porter cette désense, & d'ordonner la confiscation de ces animaux qui seront rencontrés par les gardes dans les jeunes taillis sans être muselés, & l'adjudicataire condamné, dans les cas où la confiscation ne pourrait avoir lieu, à trois francs d'amende, par tête de bétail, indépendamment de celle qui serait encourue de droit dans tous les cas d'abroutissements trouvés dans la vente du récépement & des indemnités, sauf son recours.

Cette disposition paraît devoir être ajoutée à cet article 36, d'autant plus qu'elle est déjà préjugée dans l'article 19 du titre des délits & des peines, page 150. L'on sentira qu'il saut qu'elle soit plus précise, ce titre n'étant que l'application des peines sur les contraventions encourues d'après les prohibitions prononcées par la loi.

ART. XL.

"Il est laissé à l'arbitrage des inspecteurs de sixer » le nombre & l'emplacement des sosses à charbon » nécessaires pour en faire la cuisson ".

Cet arbitrage peut donner lieu à de grands abus. L'on sait combien les charbonniers multiplient les solfes, pour s'éviter le transport des cordes sur les places qui ont précédemment servi à cet usage; & par-là ils pratiquent des vides très-préjudiciables au repeuplement: car il faut observer que les anciennes places ne se garnissent d'un nouveau taillis qu'après deux ou trois révolutions; encore l'essence n'en est-elle ordinairement que de bois blanc; qu'elles ne doivent être indiquées & pratiquées que dans les places vides & éloignées des baliveaux, sutayes & autres réserves de trois mètres, parce qu'elles périssent souvent par l'esset du seu, qui en est trop à proximité.

L'usage est d'en accorder au plus une par demihectare, ou arpent, qui doit être désignée par les agents & gardes, & il est important d'ordonner qu'il n'en sera établi de nouvelles qu'après vérification faite que les anciennes ne sont pas suffisantes à l'adjudicataire, & que la totalité sur l'assiète, dans aucun cas, ne pourra excéder cette proportion.

ART. XLI.

Il laisse la faculté aux adjudicataires qui voudront faire de l'écorce de requérir, qu'il leur soit accordé jusqu'au 1^{er}. prairial (20 mai v. st.) pour les taillis, & jusqu'au 15 du même mois pour la futaye.

Il est bien intéressant d'ajouter à cet article que les brins de taillis & les arbres ne pourront être pelés debout & sur pied. Cette désense doit être de rigueur, parce qu'elle est importante; l'on ne peut douter que cette opération épuise la souche, & la fait souvent périr, notamment celle de la futaye; elle se trouve, pour cette raison, dans toutes les loix sorestières : il est donc indispensable de la prononcer & de déterminer l'amende qui sera encourue contre les marchands adjudicataires. Elle était de 500 francs, en outre de la consiscation.

Cette contravention n'est pas prévue au titre des délits & des peines, qui n'a aucunes dispositions de condamnation sur cette partie, parce que cette désense n'est pas prononcée.

On sait, d'un autre côté, qu'il est nécessaire, pour faciliter l'écorcement, d'entretenir la sêve des brins de chênes, &, pour cet esset, de ne les couper qu'aux deux tiers ou trois quarts, pour les coucher à terre; mais quand l'écorce est faite, il est intéressant, pour

pélards; il faut encore, à cet égard, ordonner qu'ils en seront séparés pour le 15 messidor au plus tard, à peine de 3 francs d'amende par chaque pied ou brins non détachés.

Du Projet de résolution relatif aux délits & peines.

Titre I, page 150.

Cette partie doit contenir la sévérité nécessaire pour arrêter & punir les délits & contraventions. Le mal est si grand, que l'on a dû se proposer de grands moyens de repression; &, comme le dit le rapport, un délit dans les bois est un vol d'autant plus répréhensible, qu'il attaque une propriété consiée à la loyauté de tous les citoyens.

L'intention a donc été de porter dans les dispositions de la loi une sévérité de condamnation proportionnée & graduée sur l'espèce, la nature & les qualités de chaque contravention prévue & résultant des prohibitions; c'est ce que l'on ne peut reconnaître dans les dispositions.

Les circonstances doivent agraver ou diminuer les peines; mais il est dissicle de les prévoir toutes dans ces dispositions, & sur-tout lorsqu'elles en sont détachées par un titre particulier: l'application devient alors générale, matérielle, sans distinction, dissicle

& nécessairement sujette à l'interprétation par l'incertitude, d'où naît l'arbitraire. Les graduations, dans ce titre détaché, ne peuvent être tracées aux yeux du juge; il faudrait qu'il ne sût que la table raisonnée des dispositions de chaque désense ou prohibition, qui déterminerait d'abord la peine.

Il ferait donc à désirer que le juge puisse bien connaître, dans tous les cas, l'intention, la volonté de la loi, & l'application. Cet ordre doit être établi autant que possible, mais on ne peut le trouver dans les dispositions proposées.

ART. Ier.

Les amendes sont:

1°. Pour les chênes & châtaigniers de 3 décimètres de circonférence & au-dessous, 11 pouces, 1 fr. 50 c. ou 30 sous.

Ce mot au-dessous déterminerait donc que c'est la plus faible amende qui puisse être prononcée, ce qui n'est pas.

De 3 à 6 déc. 1 p. 10 p. & plus, 2 f. 40 s. 6 d. De 6 à 9 id. 2 p. 9 p. & plus, 2 f. 50 c. 50 s. 6 d. & plus.

Il n'y a point de proportion dans ces dispositions. Et au-dessus de 9 décimètres, 3 fr. par chaque décimètre 3 pouces de tour.

OBSERVATIONS.

Des hommes pratiques ont reconnu & calculé les croissances progressives des taillis; (voyez-en le ta-

bleau dans le précis) ils ont observé que dans un terrein médiocre, cette croissance en circonférence de 11 pouces, est acquise à vingt ans; c'est donc pour la punition de la coupe d'un pied de taillis de cet âge, que le délinquant ne sera condamné qu'à 30 sous d'amende; mais si l'on fait attention qu'un brin de choix, dans un terrein de première qualité, peut valoir cette somme s'notamment où se fait sentir la pénurie ou rareté des bois, on jugera que la peine n'est point proportionnée au délit & insussissante pour le contenir.

Les punitions qui suivent sont encore beaucoup moins calculées sur les valeurs, puisque de 6 à 9 décimètres, 2 pieds 9 pouces, l'amende ne sera que de 2 francs 50 centimes, 50 sous. Cette mesure indique que ces brins auront l'âge d'un taillis de trente-cinq à quarante ans. Or, ils sont à cet âge réputés demi-sutaye, & alors un arbre de choix de chêne & châtaignier pourra valoir beaucoup plus que l'amende; il arrivera, dans ces circonstances, que les voleurs calculeront & craindront peu de commettre des délits, puisqu'ils auront d'abord l'espérance de l'impunité, sous deux rapports; celui de n'être point connu, ou de ne payer que la valeur ou environ de l'arbre qu'ils auront coupé & enlevé, y compris même l'indemnité du dommage.

2°. On propose de réduire à moitié les amendes pour la coupe des hêtres, charmes, ormes, frênes, & au quart pour les autres espèces d'arbres.

Il faut faire attention que notamment les ormes

& frênes sont l'essence la plus recherchée & de plus grande valeur que les précédentes, pour des objets de charonage des campagnes & des villes, comme brancards, timon, tombereau, &c. Cette graduation diminutive de punition, réduit presque à rien la sévérité que l'on veut cependant mettre dans les moyens coercitifs.

3°. Pour chaque brin de taillis coupé, arraché, ou froissé, 5 centimes, 1 sou, par année d'âge des espèces de bois montant & la moitié pour les autres, 6 deniers.

Il faudrait d'abord désigner & indiquer les espèces, les essences; car les bois montent presque tous, à l'exception des arbustes, qui prennent peu de consistance; ce sont les nains des forêts.

Cet article, d'ailleurs, est un double emploi & une contradiction avec les dispositions précédentes, qui, indépendamment, dissérencient en trois classes les condamnations, en raison de la nature & qualité des essences, & ici il n'en est pas fait mention; mais en général pour chaque brin du taillis dont la condamnation est déterminée sur le nombre d'années d'âge qu'il aura acquis, & par chacune; centimes (un sou); mais un brin, soit de taillis en masse, soit en nature de baliveau, devient une sura acquis ce brin, & il se trouvera deux sortes de condamnations pour le même objet; on va en sentir les conséquences.

Comment d'abord un juge pourrait - il appliquer cette disposition & la concilier avec l'article I, qui

porte que le plus faible délit sera i franc 50 centimes, pour des brins coupés au-dessous de trois décimètres; puisqu'un brin qui aurait acquis 20 ans, aurait trois décimètres de circonférence, & serait amendable de 1 franc 50 centimes, & cependant par cette dernière disposition, le délinquant ne serait condamné qu'à 1 franc.

Il y a plus encore en rapprochant l'article 14, qui porte: » Aucune amende, pour délits forestiers, ne » pourra être au-dessous de la valeur de quatre jour- » nées de travail «. Ainsi le plus petit délit dans les bois, qui est certainement forestier, ne pourrait donc être moindre de 4 à 6 francs. Cependant il y en aurait depuis 5 centimes (1 sou), jusqu'à 15 francs. Cette dernière somme serait applicable pour une surait être con- damné qu'à ces 15 francs, en comptant un sou pour chaque année d'âge où serait parvenu ce brin de taillis, tandis qu'il pourrait valoir alors 3 à 4 cent francs.

L'intention n'a pu être de donner plusieurs règles, plusieurs poids & mesures, pour punir un délit de même nature & qualité, il est indispensable de préciser chaque espèce de délits, de les graduer & les proportionner dans les condamnations; si l'on veut éviter & prévenir l'arbitraire & les inconséquences. Comment d'ailleurs un juge pourrait-il concilier ces dissérents articles si contradictoires.

ART. III.

» L'amende pour un arbre écorcé ou blanchi jus-

» qu'à l'aubier, sera de moitié de celle fixée, pour les

» délits ordinaires, elle sera égale, si le délit entraîne

» la perte de l'arbre «.

Cependant personne ne doute qu'un arbre écorcé ne doive certainement périr : la sève n'ayant plus les moyens de pouvoir se porter au corps, ni aux branches, il sèche sur pied.

Les branches étant coupées, il est désorganisé & déshonoré, il ne prosite plus, il se forme des goutières & acquiert des maladies qui le détruisent. Ces motifs ont toujours sait prononcer la condamnation égale à ceux coupés, ce n'est donc pas le cas d'adoucir la peine; d'un autre côté il saudrait un juri, pour décider si l'arbre périra ou non, en laissant subsister ce doute.

ART. V.

L'anticipation sera punie d'une amende d'un franc par mètre quarré (3 pieds), outre l'amende ordinaire, pour raison des bois arrachés & coupés.

Cette nature & espèce d'anticipation, n'est ni indiquée ni précisée, à laquelle doit elle s'appliquer? celle que pourraient commettre des adjudicataires dans un taillis voisin, est prévue & réglée.

ART. VIII.

» L'enlèvement de toute espèce de terres, pierres, » ou minerais, sans autorisation légale, sera punie » d'une amende de 3 francs par voiture «.

Cette faible punition n'équivaudrait pas souvent à la valeur de l'objet, sur-tout dans les contrées où la pierre est rare, notamment celle de taille, une voiture dans ces espèces & circonstances vaudrait au moins 18 francs.

D'un autre côté il peut se trouver des espèces de mines qui seraient encore d'une valeur plus considérable : la condamnation ne distingue aucuns genres, elle est générale & non proportionnée.

Il y a des forêts où il se trouve des mines, des carrières précieuses & ouvertes d'argent, de cuivre, de plomb, de fer, de marbre, &c. qui sont d'une d'une grande valeur.

On fait ici l'observation, que dans le projet de code, il n'est aucune disposition sur l'exploitation de ces carrières, pour la désense d'en ouvrir de nouvelles sans autorisation; si elles continueront ou non d'être affermées, ensin quel sera l'ordre, la police & la manière dont elles seront tenues pour ne point nuire aux forêts.

Les pâtres & autres commettent des délits sur les rives des forêts & dans les arbres épars dans la campagne, en allumant du seu au pied de ces arbres qui les sont périr, il conviendrait de punir particuliérement ces contraventions par un article particulier.

A R т. X X.

" Les adjudicataires qui n'auront pas exploité con-" formément au cahier des charges, seront condam-" nés à une amende de 50 francs & au dédommage-" ment & frais de recépage, s'il il y a lieu «. Est-ce par hectare ou pour le tout? où est donc la distinction? comme on vient de l'observer, il est plusieurs sortes d'objets qui seront réglés dans le cahier des charges en conformité de la loi, dont les condamnations de contravention sont déjà prévues par des dispositions, il convient de fixer & déterminer les cas d'application de celles dont on veut parler, sans quoi l'on pourrait douter, si cette disposition particulière les comprend toutes ou seulement une partie.

ART. XXI.

» Seront condamnés à la même peine, ceux qui entr'autres objets, auraient exploité dans les temps prohibés «.

Un adjudicataire qui n'aurait point fait exploiter sa vente dans le temps sixé & déterminé par la loi, & lui étant important de ne pas attendre plusieurs mois pour en continuer la coupe, pourrait donc impunément, au moyen de 50 francs, couper pendant les mois désendus, & en payant cette faible somme, se dispenser d'en demander & obtenir, s'il y avait lieu, une prolongation. Cette punition n'est certainement pas proportionnée au dommage qu'il occasionnerait, par l'assaiblissement des souches & de la recrute; l'amende pourrait être de 100 francs par hectare.

ART. XXV.

» Les affouagers & usagers qui vendraient & céde-» raient les bois à eux délivrés, seront condamnés » à une amende de 30 francs «.

Est-ce par charge d'homme, de bêtes de somme,

par voiture, ou pour le tout? il faut distinguer, déterminer, préciser.

ART. XXVI.

" Les affouagers & usagers qui ne justifieront pas

» l'emploi des arbres de construction qui leur ont été

» délivrés, ou qui en auront changé la destination

» sans être autorisés, seront condamnés à en payer le

» prix, & en outre à une amende de 30 francs. «

Il convient d'observer que souvent des particuliers demandent & obtiennent la délivrance d'arbres de bâtiments qu'ils n'appliquent point à l'emploi indiqué par le devis; mais à d'autres usages pour lesquels ils n'en auraient pu obtenir, ou ils les vendent, & comme les besoins réels & indispensables arrivent quelque temps après, ils en redemandent sous un autre prétexte. Il convient de punir cette manœuvre en appliquant cette condamnation d'amende de 30 francs par chaque pied d'arbre non employé & porté au devis, & en pareille somme d'indemnités, qui tiendrait lieu du payement du prix que l'on ne pourrait apprécier, puisque l'arbre serait disparu, ce qui a sans doute été l'intention, mais elle n'est pas exprimée.

ART. XXIX.

« La contravention aux loix relatives aux bois de

» marine, sera punie d'une amende de 50 francs,

» indépendamment de la confiscation des arbres qui

» auront été reconnus propres à ce service «.

Il y a plusieurs sortes de contraventions; il pa-

raît nécessaire d'expliquer toutes celles auxquelles on veut appliquer l'amende de 50 francs, & le cas où la confiscation ne pourrait avoir lieu.

Et à l'égard des arbres, outre la confiscation, l'indemnité doit être aussi de 50 francs.

ART. XXXI.

Les instruments tranchants & scies, dont est parlé en cet article, doivent être saiss & consisqués, sinon, en cas d'empêchement, ordonner que l'amende sera prononcée double, dans toutes les circonstances énoncées.

ART. XL.

Cet article prononce des peines pour le vol des bois abattus ou façonnés dans les forêts.

Dans les cas non prévus par cet article, il renvoit à loi du 6 octobre 1791, pour déterminer les condamnations & les appliquer.

Mais un code forestier doit contenir la réformation & le complément des loix précédentes, sinon il ne serait qu'un supplément. Il doit abroger les précédentes en renfermant toutes les dispositions que l'on a cru devoir conserver. Un renvoi décélerait son imperfection, & ferait naître des doutes qu'il faut prévenir autant que possible; c'est de l'incertitude que nait l'arbitraire.

ART. XLII.

" Les insolvables seront punis pour la première sois » d'un mois d'emprisonnement, lorsque l'amende » n'excédera pas 50 francs; & de deux mois, si l'a-

» mende est supérieure; & en cas de récidive, ils res-

» teront dans les maisons d'arrêts jusqu'à ce que, au

» moyen de leur travail, ils aient acquitté le montant

des condamnations prononcées contr'eux, sans néan-

» moins qu'ils puissent être retenus plus de deux an-

nées «.

On pourrait supprimer cette phrase: jusqu'à ce que, au moyen de leur travail, & c. parce qu'un ouvrier de la campagne, un bûcheron, un manœuvre ne peut travailler tant qu'il reste en détention, n'ayant ordinairement d'autres facultés & d'autres moyens & d'industrie que sa profession pour gagner sa vie.

ART. XLIII.

Les dispositions de l'article précédent seront exécutées à l'égard même des insolvables condamnés solidairement avec des personnes solvables.

Dès le moment que les folvables ont payé comme folidaires le montant des condamnations, ils sont tous acquittés envers la loi, ils sont libérés; la détention des insolvables ne peut alors être légale que pour l'indemnité de ceux qui ont payé à leur décharge; il paraîtrait donc convenable & nécessaire d'en donner ce motif & l'expliquer.

Au surplus, les dispositions contenus dans ce titre, sont loin d'être d'accord avec les grandes vues & les bases du rapport. On n'y reconnait pas la concordance ni l'application des mesures graduées des peines dans plusieurs parties de dispositions en raison

des valeurs des objets de délits, ni en résultat; l'étonnement que l'on s'est proposé dans la sévérité des peines qui doivent être prononcées.

On observe aussi qu'il n'est rien réglé relativement aux délits qui se commettent dans les forêts de sapins & autres bois résineux qui exigent des dispositions différentes des autres contraventions & prohibitions.

Titre 3. De la responsabilité des Fonctionnaires publics, page 161.

A R T. P R E M I E R.

"Les agents forestiers sont responsables des dé"lits commis, par leur négligence, dans l'étendue
"de leur arrondissement respectif, & de ceux dont

» ils n'auront point constaté l'existence «.

ART. II.

" Cette responsabilité pèse successivement sur les

" gardes, chefs-gardes, sous-inspecteurs, inspecteurs

» & conservateurs, & solidairement sur ceux d'entr'eux

» qui n'auront pas constaté les négligences ou malveil-

» lances de leurs subordonnés «.

Voilà tous les agents d'un même arrondissement successivement & ensuite solidairement responsables & garants des délits qui peuvent se commettre dans les bois & forêts y situés, qui n'ont point été reconnus ou constatés.

En divisant comme il a été proposé (page 100 du projet de code) les fonctions des dissérentes parties

de l'administration entre tous les agents, chacun privativement se trouverait chef & maître absolu de chaque opération déléguée; ce qui les rend subordonnés & restreints dans leur grade respectif. C'est établir une espèce de despotisme; c'est les isoler des fonctions qui devraient leur être communes, pour avoir le droit de veiller à la manutention de toutes les opérations forestières: cependant, on les rend chacun responsables solidaires de sonctions qui ne sont attribuées qu'à un seul, ensemble de tous autres délits commis dans l'arrondissement. Une fausse opération, une contravention, une forfaiture de l'un d'eux, sont de vrais délits, & cependant, quoique les autres agents n'y aient point participé, ils en sont solidairement responsables: il faudrait donc, pour que cette responsabilité puisse de droit avoir lieu, que les grades inférieurs aient la faculté d'inspecter les supérieurs, pour pouvoir rendre garants ces premiers de ce qui n'est point leur fait personnel; il parait au moins dissicile de concilier ces dispositions.

Mais comment, d'ailleurs, & par quels moyens pourrait-on appliquer cette responsabilité, d'abord de toute l'agence? il faudrait alors une autorité supérieure, une inspection pour inspecter l'inspection même: ce ne pourrait être qu'une commission de résormation; mais il n'y a aucune disposition à cet égard, ainsi qu'il est observé.

Des supérieurs doivent être considérés comme ayant l'autorité déléguée de punir les inférieurs; c'est l'ordre naturel établi dans la hiérarchie des pouvoirs:

les subordonnés ne doivent point être assimilés à leurs supérieurs, ou être tenus de faire les mêmes sonctions: c'est une consusion qui oblige les chess à faire celles de leurs subalternes, c'est-à-les, des gardes, qui doivent être seuls considérés comme subalternes, pour reconnaître, dans l'étendue des forêts, les délits dont ils pourraient eux-mêmes être responsables solidaires, si ces derniers ne pouvaient les acquitter.

Les supérieurs conservateurs, qui ont leurs sonctions principales tracées par la loi, ne peuvent être instruits des délits ordinaires qui se commettent journellement dans les forêts, que par l'inspecteur, qui est le chef de l'arrondissement, & celui-ci, par le sousinspecteur, qui surveille immédiatement les gardes; & si celui-ci n'instruit point ce premier, & que luimême ne l'eût point été par le chef-garde, tout reste ignoré, parce que chaque agent étant circonscrit dans une délégation de sonctions particulières, ils s'y renfermeront en rejetant les uns sur les autres ce qui devrait les concerner tous également.

Il peut paraître plus avantageux d'établir que les gardes & chefs-gardes feront tenus d'instruire tous les agents principaux de l'administration, en s'adressant d'abord aux sous inspecteurs, des délits & contraventions, & la responsabilité première paraît devoir peser particulièrement sur les chefs-gardes & gardes pour les délits ordinaires. C'est à ce degré où il paraît que devrait s'arrêter la solidarité à prononcer à cet égard. Ils seront assez rétribués pour en craindre les essets, & c'est ce qui les rendra plus actifs & surveillants;

car l'obligation aux supérieurs de faire les sonctions de gardes, autres que dans les reconnaissances générales, ne peut être remplie; c'est exiger l'impossible, parce qu'ils seront certainement assez occupés des parties d'administration qui sont l'essence des principales sonctions à eux déléguées: ce serait donc les rendre garants & responsables de la négligence, contravention & exaction de ces gardes; mais en voulant trop étendre cette responsabilité, elle deviendrait nulle par le fait, parce que chaque agent se dispenserait alors de constater de grandes & considérables contraventions, dont, en résultat, la punition pourrait retomber sur lui, par la solidarité.

Au surplus, comme il est observé, cette responsabilité solidaire de tous les principaux agents serait beaucoup plus importante & essentielle à prononcer contre eux, relativement aux opérations qui leur doivent être communes, des assiètes, balivages, blanchis & réserves des taillis, des futayes & récollements; ainsi qu'il a été précédemment observé, la conservation des forêts en dépendra, en leur sesant craindre la vérification de leur administration par une commission de résormation & la surveillance des autorités centrales établie.

Titre 5, concernant les Bois communaux, page 173.

ART. XIX.

» Les agents forestiers font sur la futaye, la réser-

» ve prescrite par la loi, le surplus est délivré aux » communes en supplément d'affouage, à l'exception » des arbres propres aux bâtiments, pour être réser-» vés «.

Pour pouvoir faire & completter la réserve voulu par la loi, on peut être certain que dans presque toutes les sorêts, & notamment dans les bois des communes qui ont été jusqu'ici administrés sans ordre régulier, sans soins & sans économie, sur-tout dans le choix & la faible quantité du balivage déterminé par l'ordonnance de 1669, qu'il sera impossible de l'y rencontrer; ainsi il n'y aura pas un seul arbre qui ne sur nécessaire de conserver pour approcher du nombre de cette réserve, & conséquemment tous ceux propres aux bâtiments & de présérence, excepté les arbres rabougris & mal venants, secs & dépérissants; alors les citojens seraient privés de toute ressource, à cet égard, pendant plusieurs révolutions de coupe.

Mais comme les plus beaux arbres sont destinés pour venir au secours des besoins des propriétaires de maisons, on pourrait, sur chaque exploitation, en défigner pour cet objet une quantité déterminée par économie & eu égard aux besoins indispensables de chaque année, que l'on pourrait faire constater au commencement de l'une pour la suivante, par un devis, & remplacer le nombre désigné dans les anciens, à désaut dans les modernes; & pour remplir le désicit, ordonner que le balivage sera porté au-delà de celui déterminé en raison du nombre des arbres manquants pour

completter cette réserve, & préparer les ressources de ce genre.

Du projet de résolution relatif aux droits d'usage dans les forêts nationales, page 180.

» Tout prétendant droit à un usage quelconque » dans les bois & forêts appartenant en tout, ou » en partie à la République, sera tenu de fournir une » déclaration, & de justifier par titres, dans le délai » de trois mois à l'administration centrale du départe-» ment, de la nature, origine de l'objet, & de l'éten-» due dudit usage «, &c.

Ces droits d'usage seront convertis en cantonnement, & évalués par experts, qui détermineront la quantité de bois à abandonner aux usagers. Articles 10, 11 & 12.

Il est nécessaire que la commission d'aménagement reçoive copie des titres sournis, ainsi que des procèsverbaux & actes qui auront servi à déterminer le droit & la quantité de bois qui sera nécessaire de chaque sorêt; qu'il est indispensable qu'elle connaisse pour asseoir la confection de l'aménagement de chacune.

Il paraît donc convenir d'ajouter aux dispositions, qu'un double de tous ces actes lui sera adressé par l'administration centrale.

Du projet de résolution relatif aux affectations, page 184.

Il est pareillement indispensable, que la commission

d'aménagement connaisse les affectations de coupes de bois qui ont été accordées dans quelques forêts à des forges, fourneaux, verreries & autres usines, pour pouvoir en régler les aménagements, & à cet esset qu'elle reçoive copie des déclarations, de la nature, de l'origine, de l'objet, des conditions qui auront été faites & des titres qui seront fournis à l'appui, ainsi que des observations qui auront été faites en exécution des disférents articles de ce projet.

CONCLUSION.

L'auteur, en traitant la partie la plus intéressante du fond des forêts d'après des observations sur l'ordre & la marche suivis par la nature dans les principales productions des différentes essences qui les composent, & selon les qualités produites par la diversité des sols relativement à leur aménagement, qui est la base des règles & l'exécution des principes qui doivent déterminer les dispositions réglémentaires de l'administration, avait cru que ces observations devaient suffire pour indiquer & faciliter la rédaction d'un projet de code forestier sur cette partie foncière; mais dans le dernier qui a été imprimé, rendu public & présenté à la discussion au ci-devant conseil des Cinq-Cents, l'on y remarque des omissions importantes & des contradictions sensibles, qui auraient puêtre prévues, si, dans la commission spéciale établie pour présenter ce projet, l'on n'y appercevait pas une absence de connaissances sur le fond de cette matière, qui ne sont point familières aux hommes mêmes très-instruits

d'ailleurs: les erreurs, les variétés & les incohérences dans dissérentes dispositions en feraient seuls la preuve.

Dans le supplément de ce Précis, l'on a seulement fait quelques courtes & simples observations sur des parties essentielles, quoique plusieurs moins importantes auraient été nécessaires. L'on avait eu le projet de présenter un essai de loi, rédigé d'après les principes établis dans cet écrit, avec l'ordre de la division des matières, des circonstances du temps; le volume qu'il aurait formé, & les moyens d'en faire les frais d'impression, ne l'ont point permis; mais l'on doit s'attendre, & avoir la consiance, que les omissions & contradictions disparaîtront dans le nouveau code qui sera proposé par le conseil d'état.

F I N.

De l'imprimerie de Clousier, rue de Sorbonne, N°. 390.

TABLE

DES MATIÈRES SOMMAIRES.

Observations sur des circonstances de cet Écrit.	. p. iij
Lettre du Citoyen François (de Neufchâte	eau) lors
Ministre de l'Intérieur, sur ce Précis.	v
Observations générales & préliminaires.	1
Des Taillis.	11
Du Balivage.	27
Estimation du nombre de Baliveaux à rés	Server par
demi-heclare (ou arpent.)	34
Exception concernant cette Réserve.	38
Des Futayes, & de la Réserve qu'il convien	t en faire
par demi-hectare (ou arpent.)	40
Exception concernant le nombre de ces Rése	rves. 47
Observations sur les Futayes chênes.	ibid.
Proposition de diviser les ventes des Futayes	de celles
des Taillis.	49
Des Futayes en masse.	5.5
Première partie.	57
Seconde partie.	61
Réserve des parties de taillis chênes pour	croître en
massif de futayes, à désigner particulières	
Marine.	63
Observations relatives à l'exploitation des	futayes
en masse de la première qualité, & au	
ment.	76

(166)
Dispositions proposées, concernant l'ordre à établir
1010134
Dispositions nour prénance 1
Dispositions pour préparer les bases & la confection des aménagements.
Idées des Instructions préalables que deure Co
une Commission d'aminagement de procurer
une Commission d'aménagement concernant le fond des forêts.
Observations sur les Bois & Forêts des contrées de
- tanuit, de la Belgique & Paris
Marine aux Bois de construction pour la
Marin Bois de construction pour la
Supplément & observations dustries
Supplément & observations abrégées sur quelques
projets qui torment l'encemble
du Code forestier, imprimé & présenté à la
discussion.
Conclusion.

Fin de la Table des Matières.

OBSERVATIONS SOMMAIRES

Sur le premier Fragment d'un nouveau projet de Code forestier.

AU moment que le Précis imprimé allait être rendu public, il a paru un fragment d'un ouvrage qui a pour titre:

Traité de la conservation & de l'aménagement des Forêts, par le Citoyen Perthuis, de la Société d'Agriculture du Département

de Seine & Marne.

Ce fragment, extrait de l'ouvrage entier, annonce qu'il contiendra le projet complet d'un Code forestien, qui comprendra les eaux & les chasses, & que d'autres paraîtront successivement & séparément.

Ce premier traite de différens objets.

Au Chapitre premier de l'organisation forestière.

Au Chapitre sécond de l'aménagement des forêts nationales divisés en 13 sections.

Au Chapitre troisième de l'aménagement des bois communaux. Et au Chapitre quatrième de l'aménagement des bois des

particuliers.

L'on doit rappeller ici au public que tous les principes & les règles sur cette matière si intéressante à la société entière, se tirent de l'étude de la physique des bois, qui ne peut être bien connue que par l'expérience dans la pratique, & que la simple théorie, ou des connaissances superficielles sont loin de pouvoir donner les moyens qui conviennent à leur régime.

Il sera fait seulement ici quelques observations générales & succintes sur le fond de quelques objets traités dans ces chapitres, en ce qui pourrait induire en des erreurs sur cette matière

importante.

Sur le Chapitre premier, de l'organisation forestière.

L'auteur du Précis n'a point traité directement cette partie dans son ouvrage, parce que son objet principal a été de s'attacher à faire connaître le fond des forêts, d'où sont émanés les règles & les principes indiqués par la nature des différens sols, & essences qui en forment l'ensemble comme étant le fondement capital de leur régénération, & de tracer l'ordre & la marche de l'administration, pour maintenir & conserver les

différens aménagemens qu'il conviendra d'établir.

L'organisation n'est qu'un accessoire nécessaire & indispensable, pour parvenir à faire exécuter & suivre par les agens l'ordre qui sera tracé par les dits aménagemens, faire & surveiller la police pour le maintien & conservation des forêts; & il n'a été parlé de cette partie que dans le supplément de ce Précis, à la vue de la proposition faite dans le projet de code imprimé de la commission du code législatif, de diviser les sonctions administratives, ce qui lui a paru un désaut de prévoyance qui pouvait conduire à ouvrir ou laisser la porte ouverte à tous les abus, & détruire tout le fruit & la sagesse des aménagemens les mieux combinés; l'on ne répétera pas ces observations, l'on prie de recourir à cette partie du supplément

pages 118 & Suivantes.

L'on ajoutera seulement qu'il est difficile de penser que des seules vues économiques aient fait proposer une organisation qui est si contraire à toutes les règles de prudence & de sagesse en donnant & attribuant privativement à chaque ches des agens les opérations les plus importantes de toute l'administration forestière, les grands abus qui résulteraient de cet ordre proposé, donneraient lieu au débordement de la cupidité, suite sumeste de l'immoralité, plus connue aujourd'hui que jamais; mais la sagesse ne permettra point cetre impersection dans l'organisation, qui compromettrait si éminemment le salut des sorets; l'on présérera sans doute d'augmenter, s'il est nécessaire, le nombre des arrondissemens, pour que les agens puissent toujours être réunis en corps à toutes les opérations, & par cet ordre prévenir, autant qu'il sera possible, ces grands inconvéniens.

L'auteur du traité de la conservation des forêts, ne fait aucunes observations sur ces grands inconvéniens, il donne seulement son opinion sur les divisions de la France en conservations forestières, & ces conservations en arrondissemens, il leur distribue par apperçu un certain nombre d'arpens pour composer leur administration, & les moyens de pouvoir s'acquitter de leurs opérations; mais pour déterminer ces parties, il faut nécessairement connaître les localités de chaque Département qui sont plus ou moins boisés, combien ils contiennent de lieues quarrés! combien dans leur étendue il se trouve d'hectares ou arpens de bois nationaux! combien de communaux! comment ils sont disséminés! leur distance respective! Celles dans le midi sont très-considérables, il y a très-peu de forêts dans cette région, mais de petites parties dispersees dans de grandes étendues: ces éclaircissemens sont absolument nécessaires, pour déterminer le nombre d'arrondissemens qu'il conviendra d'établir dans chaque Département, & fixer la quantité d'hectares qui seront affectés à leur district particulier, en raison de leur éloignement respectif. Tout ce que l'on peut dire à cet égard ne peut être que conjectural; ainsi ce que l'on propose sur cette partie organique ne peut fonder une détermination.

Sur le Chapitre second, Aménagement.

L'on a vu par ce qui précède que c'est la partie principale qui constituera la régénération & l'atnélioration de nos forêts, & les moyens pour y parvenir ne doivent point être fondés sur des observations légères, incertaines & hypothétiques, c'est cependant ce que l'on peut sacilement appercevoir dans l'ouvrage qui vient de paraître, qui décèle plus de conceptions théoriques que de pratique.

En effet l'auteur appuie les bases des principes qu'il donne pour connaître la nature des différens sols dont les forêts sont composées par la pousse ou croissance annuelle des arbres parvenus à l'âge de 25 ou 30 ans, & de cette croissance il en conclud qu'il ne faut avoir que des yeux pour former ce jugement, qui ne présente, dit-il, aucunes difficultés; ensuite d'après les différentes progressions qu'il divise en sept classes,

dont il donne la plus faible comme première, il observe pour cette partie que si les branches les plus verticales d'un chêne ne s'alongent que de deux à quatre lignes par années, le sol du bois est très mauvais.

Et à l'article de la détermination de l'aménagement relative aux classes qu'il a formé, les trois premières comme étant les plus faibles & les plus chétives des forêts, il les destine

pour être aménagées à 25 ans.

Quelques observations suffirent pour faire connaître que ces idées ne sont que systémariques, & n'ont aucuns sondemens que dans de faibles conjectures qui sont si susceptibles d'erreurs.

L'amenagement comprend d'abord les deux parties principales

des bois, le taillis & la futaye.

A l'égard des taillis il en est beaucoup d'assis dans des sols qui ne permettent pas d'en prolonger le tems de l'exploitation, au-delà de dix, d'autres à douze, & d'autres à quinze ans, comme étant de la plus mauvaise qualité, où les baliveaux principe de la futaye ne peuvent réussir que très imparfaitement.

Comment d'abord pourrait on prendre pour direction de la détermination & fixation de l'amenagement, des pousses annuelles prises d'après celles des arbres de 25 à 30 ans puisqu'il pourrait n'en point exister de cet âge dans les taillis de cette espèce, qui ne soient couronnés, dépéris ou dans la décrépitude, parce que la sève en est alors amortie, & ne pouvant plus se porter jusqu'aux branches d'après ces circonstances, il n'y aurait point d'indication pour pouvoir juger par des croissances qui ne peuvent plus se manisester, de la qualité d'un sol de cette nature, n'existant plus de moyens de discernement sur des arbres presque morts.

Pour prévenir le nombre des difficultés & des inconséquences que présenteroient cette méthode, l'on aurait dû dire au moins pendant combien d'années l'on devait examiner ces croissances pour rendre certaines les déterminations de l'aménagement, car lorsqu'il s'agira d'y procéder, il faudrait donc attendre les pousses de plusieurs années, & pareillement comment l'on pourrait réguliérement suppléer à ces obstacles qui peuvent paraître difficiles à surmonter dans les cas nombreux des taillis de ce chétif sol, où il n'a été fait ou pu être fait de balivage, ni réserve d'artres de l'âge de 25 ans, l'on manquerait, alors dans ce système, de boussole pour estimer & apprécier la qualité du sol qui doit déterminer l'âge du réglement de coupe qui peut lui convenir.

Il pourra paraître surprenant aux connaisseurs & bons administrateurs de bois, que dans les plus mauvais sols, l'on puisse proposer de les aménager à 25 ans de recru, ne pouvant comporter cet âge, puisqu'il en est beaucoup, comme on l'a observé, qui sont dépéris & dépérissants à 10, 12 & 15 ans, & ils ne peuvent être attendus au delà de ces âges sans offrir une perte considérable, & souvent le dépérissement des souches.

En effet, il est d'expérience conforme à l'ordre naturel, qu'en laissant végéter la tige des brins du taillis, au-delà du tems indiqué pour en faire la coupe annoncé par le dépérissement des branches de la cîme dans l'espoir de lui faire acquerir plus de grosseur, cette prolongation absorbait dans les mauvais terreins les moyens de végétation, il épuisait les souches, & étant

coupés, le recru en devenait très-clair, parce que cette sève était amortie en raison des qualités de ce sol, ainsi sous ce rapport un aménagement à 25 ans proposés serait destructif plutôt que

Il faut aussi faire attention que les taillis comme les futayes & presque tous les végétaux ne peuvent avoir une mesure uniforme & annuelle de croissance, parce que les sèves qui en sont le principe étant plus ou moins abondantes suivant les tems & saisons plus ou moins propices, rien à cet égard ne peut être régulier, ce qui est démontré par le tronc ou la tige d'un arbre, ou d'un brin de taillis coupés, où l'on voit dissinctement par les cercles qui divisent les sèves de chaque année, qu'il en est qui sont doubles comparativement les unes aux autres, ce qui ne peut permettre de prendre pour guide cette équivoque, ou fausse indication, pour asseoir dans aucuns cas un jugement sur la nature & qualités des terreins, par les pousses qui sont variables comme les saisons, & conséquemment pour déterminer aucuns des aménagemens proposés dans ce fragment, parce qu'elles ont toutes le même principe pour

L'on prie de recourir sur ces objets aux différentes parties du Précis relativement aux observations sur la marche de la nature qui indique & désigne la qualité des sols où sont assis les bois, pages 13, 14, 15, 16, 17, 18 & suivantes, voyez aussi pages 95, 96 & 97 concernant une idée des instructions à donner par une commission d'aménagement pour faire la reconnaissance des différentes qualités des terreins.

D'après les hypothèses que l'on vient d'observer, l'auteur par suite des erreurs de son système propose de diviser les sorêts en cinq sortes d'aménagement, ce nombre ne peut être admis

dans l'ordre où la nature les a divifés.

Le plus faible serait déterminé pour l'exploitation à l'âge de 25 ans, en comprenant trois classes, l'on vient d'observer que cet ordre serait non seulement très-préjudiciable au revenu, mais même destructif de la population.

Le second de la quatrième classe serait fixé à 35 ou à 30 ans

selon la qualité des essences.

Le troisième de la cinquième classe à 50 où à 40 ans, idem. Le quatrième de la sixième classe à 60 ou à 50 ans, idem. Le cinquième de la septième & dernière clesse à 70 ou à 50 ans. Selon les essences dont les taillis seront composés.

L'on ne fera sur ces propositions d'aménagement que quelques

observations générales.

La division que l'auteur en fait, annoncerait qu'il n'est point versé dans la pratique de cette partie que peu de personnes ont exercé, l'on ne peut les classer & séparer comme il le propose.

Par exemple dans une forêt de quelque étendue, il se trouve ordinairement plusieurs sols bien apparens en qualités différentes, implantés de diverses essences qui les garnissent, quand ces sols changent de nature coup sur coup, & souvent aussi les essences, c'est-à dire les dissérentes espèces d'arbres & arbrisseaux, qui se trouvent entre-mêlés dans toute son étendue en plus ou en moins, ce qui se présente assez géné,

ralement, il devient impossible de régler diversement l'aménagement en raison de ces diversités, il faut nécessairement combiner les différentes qualités du fond avec celles des espèces, & prendre le terme moyen des avantages de celles dominantes, l'on ne peut dans ces circonstances très-ordinaires déterminer qu'un seul ordre de coupe & d'exploitation, puisqu'elles en font la loi impérieuse, & l'on ne peut donc admettre les cinq

ordres d'exploitation proposés dans une même forêt. Mais si elles étaient composées de deux ou trois sols bien distingués, peuplés chacun d'effences particulières, qui soient l'un tout en chênes, un autre tout en hêtres, & la troissème partie toute en bois blanc, ou que ces essences y soient dominantes, c'est alors seulement que l'on pourrait décider l'établissement de trois ordres différens d'âges de coupe; mais le grand nombre des forêts ne sont point, par leur constitution, d'accord avec les fystèmes nés dans les cabinets, & la division imaginée en fept classes n'est point praticable dans l'ensemble de chacune: faisons même la supposition qu'elles le fussent, les besoins locaux, la nature des confommations & du commerce, ne peuvent permettre une règle uniforme qui serait contraire au produit & à l'intérêt général; ces circonstances sont, par leur nature, des exceptions absolues auxquelles il faut céder. L'on doit observer encore que, quoique ces bois n'aient point souvent acquis l'âge qui peut donner la plus grande valeur qu'une plus longue attente aurait pu leur faire obtenir, suivant l'opinion générale, ils se vendent cependant aussi cher, à cause des besoins locaux, & même plus que s'ils avaient acquis une grosseur qui ne permettrait plus l'usage auquel ils sont employés pour les besoins & le commerce : ce sont des considérations nécessaires à faire dans la confection d'un aménagement avantageux, dont l'auteur du nouveau projet ne parle pas, parce qu'il a pu l'ignorer.

L'on doit encore observer que si l'on prenait pour règle la proposition qu'il fait, de laisser croître les taillis de chêne & autres espèces de bois, sur les différens sols, jusqu'à 50, 60 & 70 ans, il faudrait surseoir aux ventes dans presque toutes les forêts nationales, ou se restreindre à une très-faible exploitation, parce qu'elles sont, pour la majeure partie, aménagées à 25, 30 & 35 ans au plus : le produit de celles au dessous de ces âges où se continueraient les ventes, ne serait peut-être pas suffisant pour payer les charges de l'administration, & le gouvernement, dont les besoins sont pressans & très-multipliés, serait privésans avantages réels d'un revenu qui lui est nécessaire; mais l'on sera loin d'adopter ces propositions, qui ne sont étayées d'aucuns principes solides, parce qu'il est d'un avantage constant qu'il ne faut laisser croître les taillis que jusqu'à l'âge où une plus longue attente ne pourrait en indemniser. - Voyez le Précis, pages

16, 17 & suivantes.

Il a aussi erré dans l'opinion que les bois blancs pouvaient supporter l'attente, pour n'être coupés qu'à 30 ans dans les sols très-médiocres, & à 40 & 50 dans ceux supérieurs. Certainement une majeure partie serait dépéri, & l'autre très-diminué de valeur à ces âges, de quelle qualité que puissent être ces

fols.

Des Furayes en masse, relativement aux besoins de la Marine.

L'auteur du nouveau projet de code les nomme des futayes pleines; ce qu'il dit du peu de produit de celles actuelles & des ressources qu'elles présentent pour les grandes constructions des vaisseaux, est d'accord avec le Précis. - Voyez pag. 61 & fuivantes.

Mais pour obtenir des bois de longueurs qui réunissent en même-tems l'épaisseur & l'équarrissage nécessaires aux plus fortes constructions des vaisseaux de ligne, l'on ne peut se les promettre que dans de nouvelles masses de futayes, ainsi qu'il est proposé dans le Précis, page 63 & saivantes.

Les observations faites par l'auteur du fragment de code, dans une note de la page 34, où il dit que dans une futaye pleine de 20 ans, on ne trouverait aucuns chênes de 5 pieds de tour, est une assertion vraie pour celles qui sont présentement existantes, & qui n'ont été ni soignées ni préparées, comme il est proposé de le faire dans ce Précis: il faut faire attention que le taillis de cette futaye ayant été suffisamment éclairci à 30 & à 60 ans, par la coupe des brins qui pourraient nuire à la croissance de ceux qui promettront de faire une belle futaye, l'on procurera à ceux conservés à-peu près les mêmes facultés de grossir qu'aux baliveaux que l'on réserve sur les taillis, avec cette différence qu'ils resteront suffisamment arbrités pour que la tige conserve les movens de s'élever; avantage que n'ont plus les baliveaux ordinaires, parce qu'ils sont privés de l'abri necessaire à pouvoir opérer cette élévation: ces futayes, ainsi préparées, acquerront à-peu-près les qualités de celles isolées, mais elles auront le grand avantage de réunir l'élévation à la densité, ce que l'on ne peut espérer sans ces précautions, & ces arbres chênes ne seront parvenus à leur période qu'à 200, 250 & 300 ans, selon la qualité des terreins. Voyez encore sur cette partie les pag. 116 & 117 du supplément du Précis. Sur l'ensemble des dispositions du projet de code, de l'organisation

& division des forêts, page 53 & suivantes. . Ces parties n'ont point été traitées dans le Précis, qui n'a eu pour objet principal que le fond des forêts & les parties les plus essentielles de l'administration: l'on trouvera cependant quelques observations à ce sujet dans le Supplément, relativement aux sonctions divisées des agens, & dont on a parlé dans ces observations; mais l'on pourrait faire un volume sur les différens articles du nouveau projet, concernant la constitution du corps de ces agens, qui ne sont que la rédaction d'un résultat d'opinions arbitraires, & toutes discussions à ce sujet ne seraient que des systèmes qui doivent être proposés dans un comité pour les réunir avantageusement.

L'on observera seulement ici que le nouveau projet dont il s'agit contient tous les élémens & les inconvéniens de l'ancienne cons. titution des maîtrises, en réunissant au corps des agens la partie judiciaire à celle administrative, dont les abus ont été reconnus, puisque cette constitution les rendait, en quelque sorte, juge & partie pour punir les délits & contraventions qui se commettent dans les bois faute de surveillance de leur part. L'on peut sentir qu'en les rendant aujourd'hui responsable dans les cas qui doivent

être déterminés, ce sera un éguillon pour exciter leur activité & surveiller les forêts confiées à leurs soins, & que les faire juge de toutes les contraventions, ce serait faire renaître les mêmes abus: l'on ne peut donner trop de force & d'étendue aux moyens de conservation, en leur sesant craindre l'inspection des présets & sous-présets, auxquels l'on doit attribuer le droit & l'autorité d'aller vériser les opérations qu'auront saites les agens, les délits, & toutes les contraventions qui peuveut se commettre dans les bois & sorêts confiés à leur inspection & aux objets de leur responsabilité personnelle, suivant la loi. Ces objets doivent être pris en grande considération, comme étant des moyens de parvenir à établir un bon ordre, plus nécessaire que jamais, les déprédations étant portées à l'extrême.

Sur le Titre troissème, de l'aménagement des Bois nationaux, page 67.

L'auteur reproduit ici son système d'uniformité de classes au nombre de sept & de cinq aménagemens dissérens L'on a observé qu'il n'était pas praticable, & qu'il ne pouvait être donné pour règle, parce qu'il ne pouvait avoir aucunes bases certaines qui puisse dissertaines aucun des cas proposés, conséquemment les dispositions de ce titre ne peuvent être admises à cet égard.

Par l'art. 4, les administrations forestières seraient chargées de procéder à la consection des opérations des aménagemens, d'après ces bases incertaines & impraticables

L'on observera d'abord que ce serait consier à des agens nouveaux dans l'administration les plus importantes opérations qui doivent assurer la régenération & l'amélioration des forêts, lesquels agens n'auront, pour la plupart, aucun usage, aucune pratique des bois, ni aucune connaissance des principes qui sont nécessaires pour les diriger; des grands talens, & la théorie, ne peuvent que faiblement y suppléer; ce serait certainement s'exposer aux mêmes inconvéniens qui sont arrivés par suite des dispositions de l'ordonnance de 1669, qui avait consié ces opérations à des grands-maîtres, dont les capacités avaient été reconnues au poids de l'or de la finance de ces charges, & à des protections & des intrigues qui compositient, pour la plupart, leur merite & leurs lumières à cet égard.

Ils ne pourraient, par ces raisons, appliquer les instructions générales qu'on pourrait leur donner, que suivant leurs différentes conceptions sur une matière dont ils n'auraient point acquis auparavant les connaissances nécessaires; d'où résulterait les plus grands inconvéniens, & il n'y aurait ni ensemble, ni règles, ni principes unisormes pour diriger ces operations majeures; l'arbitraire en serait la conséquence, & les rendrait toutes dissérentes: ce serait le hasard qui présiderait, & le gouvernement serait trompé.

L'on doit prévenir, autant que possible, ces grands inconvéniens: l'on a l'opinion qu'il est prudent, & même indispensablement nécessaire, d'établir une commission temporaire d'aménagement, qui serait composée d'hommes instruits dans la physique & la pratique des bois, à laquelle il serait attribué la faculté exclusive de commettre les personnes connues pour être instruites de ces parties dans chaque département) en présérant (8)

cependant les agens qui auraient ces connaissances acquises, & auxquels serait donné des instructions détaillées, claires & précises, applicables aux différentes circonstances. Voyez le

Précis sur cette partie, pag. 95 & suivantes.

A l'égard de l'opinion de l'auteur, sur le nombre ou quantités des baliveaux & des sutayes qu'il faut réserver dans les taillis par demi-hectare ou arpens, il ne donne aucunes raisons physiques sur ce qui doit en déterminer la quantité proposée si diversement dans la division de ces sept classes, il faudrait donc croire sur parole une conjecture qui n'est étayé par aucun principe pour déterminer le plus important objet, qui est la base du repeuplement & de la régénération des forêts.

L'on a donné dans le Précis les raisons, & les motifs qui ont déterminé les règles du nombre à conserver par arpens avec les exceptions; l'on prie d'y recourir aux pages 27 & suivantes

jusqu'à celle 49.

Sur les bois des communes, section 3, page 82.

L'on propose, art. 8, de supprimer les quarts en réserve & de les réunir à ceux mis en coupes réglées & ordinaires.

Et par l'art. 15 l'on ajoute à cette proposition celle de les

vendre comme ceux nationaux.

Mais l'auteur n'a pas considéré & résléchi que ces deux déterminations seroient la violation des droits les plus sacrés des propriétés communes & indivises & de la jouissance, qui doivent être religieusement respectés, sur-tout chez un peuple qui vient de conquérir sa liberté, mais en se conformant aux loix d'ordre & de police nécessaires à en prévenir les abus.

Le mode de jouir en nature des bois communs ne pourraient être changés sans porter un grand préjudice aux Citoyens de la commune, d'où résulterait aussi de grands inconvéniens.

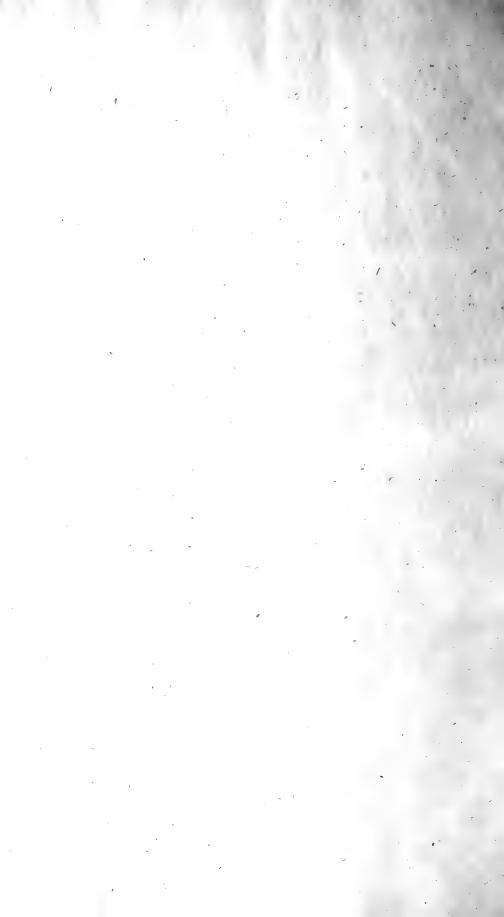
Tous les habitans seraient obligés d'acheter annuellement leur provision de bois de chauffage, ainsi que tous les arbres nécessaires pour construire & réparer leurs maisons, édifices, &c. &c. & pour cet effet il faudrait leur distribuer le prix de la vente qui en aurait été faite: l'on ne pénètre pas les avantages qui pourraient résulter de cette subversion de l'ordre naturel de la jouissance. Il ne pourrait profiter qu'aux marchands & adjudicataires, qui les feraient payer aux habitans au double de leur valeur, ensorte que leur portion du prix ne pourrait suffire pour se procurer la moitié de leur jouissance en nature: d'ailleurs, ils emploieraient l'argent qu'ils recevraient à d'autres usages, notamment les plus pauvres, & se trouvant ensuite forcés par ce premier besoin absolu, ils ne pourraient se les procurer qu'en se livrant au brigandage & aux vols dans les forêts nationales & les bois des particuliers qui se trouveraient à leur proximité.

Ces idées systématiques pourront paraître encore moins ré-

fléchies que les précédentes.

Dans le moment où le Conseil d'état va s'occuper de la rédaction d'une loi forestière, l'auteur du Précis a cru devoir y ajouter ces observations, qui pourront prévenir de fausses bases & des dispositions sur le fond & l'administration des bois.

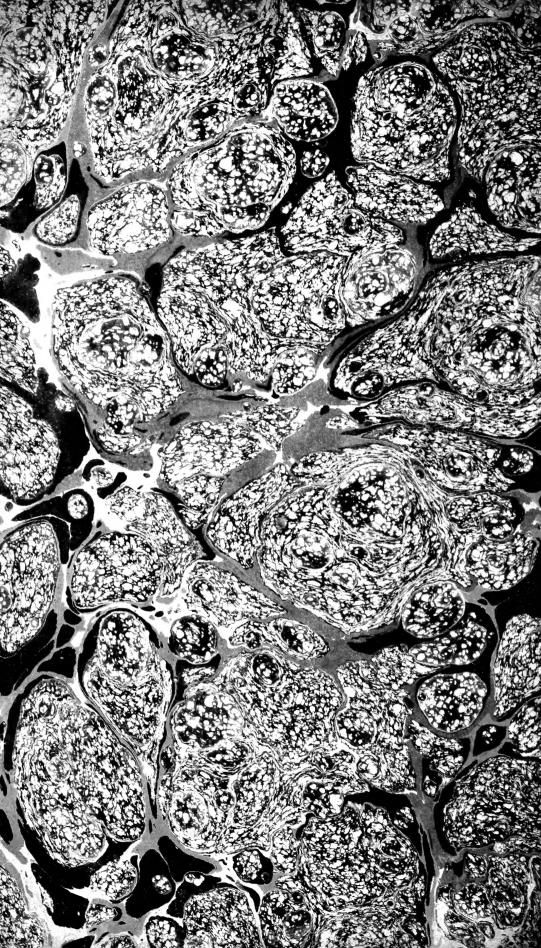


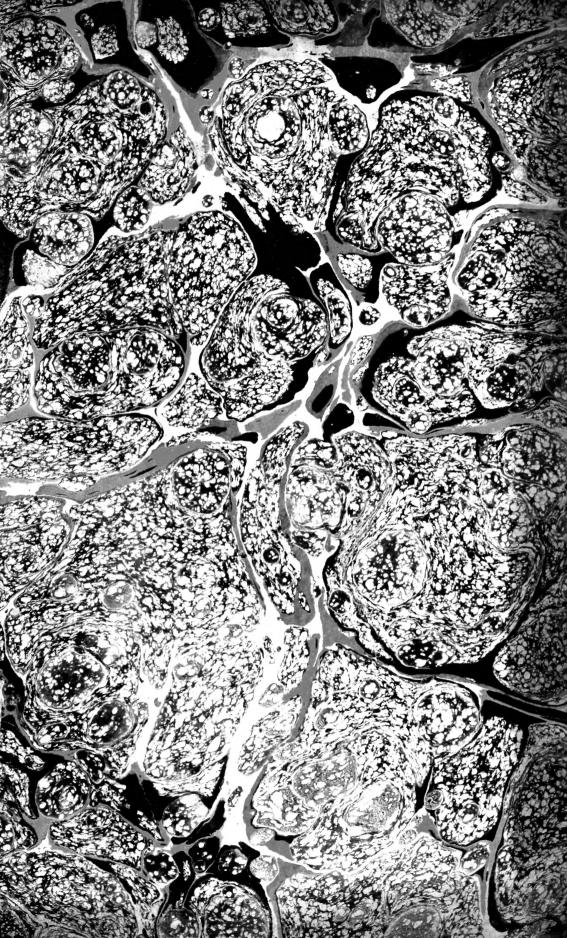












LIBRARY OF CONGRESS

0 002 817 882 7